



ÉTUDE DES CRÉDITS

2025-2026

DEMANDE

DE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

SÛRETÉ DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Nouvelle Question		PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2024-2025 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025 (SEULEMENT CEUX QUE LA SQ COORDONNE), dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	2
4	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.	8
5	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2016-2017 à 2024-2025, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2025-2026.	9
6	Le 1 ^{er} novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1 ^{er} novembre en 2024. La directive du Conseil du Trésor s'applique aux organisations suivantes : a) Ministère de la Sécurité publique; b) Commissaire à la déontologie policière; c) Bureau du Coroner; d) RACJ; e) SQ; f) Tribunal administratif de déontologie policière; g) BEI; h) Commission des libérations conditionnelles; i) Fonds des services de police; j) UPAC; k) École nationale de police; l) École nationale des pompiers; m) SOPFEU.	10
7	Pour chacune des organisations ci-dessus, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par l'organisation pour répondre à chacune des trois demandes suivantes: a) Gel de recrutement; Concernant le gel de recrutement, veuillez nous indiquer le nombre de postes actuellement vacants et non comblés en raison du gel imposé et les économies générées. b) Limitation du temps supplémentaire; c) Limitation des dépenses de déplacement. Veuillez également nous indiquer si une demande d'exemption a été adressée au Conseil du trésor et si oui, veuillez nous fournir une copie de la demande et de la réponse du Trésor.	11
9	Veuillez nous fournir les compressions budgétaires préliminaires annoncées au MSP en avril 2024 par le SCT pour l'année financière 2025-2026 ou les compressions budgétaires annoncées pour 2025-2026. Veuillez nous fournir les cibles de compressions budgétaires établies.	12
12	Le montant total des compressions budgétaires en 2024-2025, ventilé par organisme et pour le ministère.	13
13	Pour le ministère et chaque organisme, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer : a) Une brève description du problème (ex : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.); b) Les problèmes engendrés par la situation; c) Les correctifs apportés; d) La durée du problème (inscrire les dates); e) Les coûts engendrés; f) Les conséquences (ex : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).	14

Nouvelle Question		PAGE
21	Concernant l'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), veuillez nous fournir : a) La composition de l'Escouade (nombre de policiers, d'enquêteurs, etc.); b) Le budget de fonctionnement pour l'EILP et les prévisions pour les 3 prochaines années; c) Le nombre de plaintes reçues par année, pour les 5 dernières années; d) Le nombre de plaintes/dossiers déposés au DPCP; e) Le nombre de plaintes ayant mené à des accusations; f) Le nombre de plaintes ayant mené à des condamnations; g) La liste des activités de prévention réalisées en 2024-2025 par l'équipe en indiquant une courte description et les montants investis par activités;	15
25	Concernant les armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D, veuillez nous dire : a) Les travaux, études, analyses et les recherches produites à ce sujet; b) Le nombre d'armes saisies en 2024-2025. Veuillez ventiler l'information par région; c) Le nombre d'opérations policières effectuées concernant les armes à feu 3D en 204-2025 ; d) La liste des mesures ou des actions mises en place pour sensibiliser la population ou pour contrer la production d'armes avec des imprimantes 3D.	20
28	Le 24 mai 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 8,54 M\$ à la Sûreté du Québec (SQ) pour reconduire et bonifier l'Équipe de dépistage des armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a) Le nombre de policiers sur l'Équipe de dépistage; b) Le nombre de policiers supplémentaires grâce à l'investissement additionnel; c) Le bilan des activités de l'Équipe depuis sa mise en place en janvier 2023.	21
39	Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.	22
58	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne, la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.	23
64	Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.	24
66	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par corps de police et par région en 2024-2025.	25
72	Le nombre d'arrestations effectuées en 2024-2025 concernant la possession de cannabis pour une personne de moins de 21 ans. Veuillez spécifier le nombre d'arrestations pour une personne âgée de 18 à 21 ans;	26
81	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2025-2026. Veuillez également nous fournir les budgets réellement dépensés	27
89	Veuillez nous fournir la liste des contrats de délation actuellement en vigueur en indiquant : a) L'année de l'entente; b) La durée de l'entente; c) Le montant total du contrat; d) Les sommes versées en 2024-2025; e) Les contrats de délation ayant pris fin en 2024-2025 en indiquant les raisons de la fin du contrat.	28
90	Concernant <i>Québec En Alerte</i> , <i>l'alerte AMBER</i> et <i>l'alerte Silver</i> , veuillez nous fournir : a) la liste des alertes en 2024-2025 en indiquant la date et la raison ; b) les crédits alloués à ce service, notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers ; c) le coût pour chaque utilisation ; d) le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie ;	29
91	Le suivi apporté à chacune des 38 recommandations de la coroner M ^e Géhane Kamel concernant les décès de M ^{me} Maureen Breau et de M. Isaac Brouillard Lessard survenus le 27 mars 2023 lors d'une intervention policière à Louiseville.	30

Nouvelle Question		PAGE
95	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, la liste des mesures mises en place et les sommes investies par les différents corps de police et par le Ministère pour la prévention du suicide chez les policiers;	31
96	Le nombre de tentatives de suicide d'un policier ou d'une policière, par année, pour les 5 dernières années. Veuillez nous indiquer : a) Le nombre de policiers en service; b) Le nombre de policiers retraités; c) Le nombre de suicides réalisés avec une arme de service.	32
97	En 2024-2025, veuillez nous dire le nombre d'employés ayant eu accès à une thérapie pour dépendance (alcool, drogue, jeux, autre), par type d'emploi (policier, enquêteur, etc.).	33
98	Toute analyse ou document réalisé au sujet des villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.	34
99	Toute analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.	35
113	Concernant la Division des mesures d'urgence (DMU) de la Sûreté du Québec, veuillez nous fournir, par équipe spécialisée et par année depuis 2019 : a) Le nombre d'effectifs à temps complet, par corps d'emploi; b) Le nombre d'effectifs à temps partiel, par corps d'emploi; c) Le budget de fonctionnement.	36
114	Bilan et statistiques des 3 dernières années concernant le nombre de plaintes et d'interventions pour des cas de : a) Suicide ; b) Tentative de suicide ; c) Violence conjugale ; d) Problèmes conjugaux ; e) Santé mentale ; f) Autre.	37
115	Les investissements en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026. Veuillez indiquer la liste et le nombre de ces équipements.	38
116	Concernant les manques d'effectifs dans la SQ, veuillez nous fournir, par corps d'emploi : a) Les effectifs manquants en 2024-2025; b) L'estimation des effectifs à combler en 2025-2026, 2025-2026 et 2026-2027.	39
117	Les demandes d'ajout d'effectifs formulées par la SQ au MSP en 2024-2025 et 2025-2026, ventilées par corps d'emploi.	40
118	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP en 2024-2025 et 2025-2026, ventilées par corps d'emploi.	41
119	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP et mises en place en 2024-2025, ventilées par corps d'emploi.	42

Nouvelle Question		PAGE
120	Le nombre de prêts de services de la SQ envers un corps de police municipal en 2024-2025 en indiquant : a) Les raisons; b) Le corps de police où le prêt de service a été demandé; c) Le nombre de policiers, ventilé par corps d'emploi; d) Le nombre de journées autorisées; e) Les coûts engagés par la SQ.	43
121	Le 20 septembre 2024, le ministre de la Sécurité publique adressait une lettre au maire de la Ville de Québec en lui disant : « J'ai récemment pu échanger avec la SQ, et celle-ci s'est montrée disposée à fournir l'assistance nécessaire à votre corps de police en mobilisant des ressources supplémentaires soit, par exemple, en prêtant des effectifs spécialisés en crime organisé ou en contrôle d'armes à feu, des spécialistes en renseignements ou des enquêteurs. Celles-ci seraient mises à la disposition de votre service de police afin de les assister, et ce, aussitôt que vous le jugerez nécessaire. » En lien avec cette offre du ministre, veuillez nous détailler l'assistance offerte par la SQ à la ville de Québec (SPVQ) en détaillant : a) Le type de service (ex : effectifs spécialisés, enquêteurs, etc.) b) La durée des services (écrire la date de début et la date de fin pour chacun des services) c) Le nombre de policiers envoyés au SPVQ, par corps d'emploi; d) Le nombre d'heures effectuées par des policiers de la SQ pour le SPVQ. Veuillez également nous fournir les coûts en salaire; e) Le nombre d'heures supplémentaires effectuées par des policiers de la SQ pour le SPVQ. Veuillez nous fournir les coûts pour le temps supplémentaire; f) Les frais de déplacement, de repas et d'hébergement pour les policiers de la SQ en aide au SPVQ. g) Les coûts totaux pour la SQ pour l'aide apportée au SPVQ; h) Les frais chargés à la Ville de Québec.	44
122	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2025, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	46
123	Le nombre de nouveaux policiers engagés en 2024-2025 par district, en indiquant la provenance des policiers engagés (ex : Nicolet, SPVM, SPVQ, etc.).	47
124	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les données concernant les départs des policiers et des policières, avant l'âge de la retraite.	48
125	Veuillez nous fournir le nombre de départs à la retraite pour 2024-2025, ventilés par corps de police et par catégorie d'emploi.	49
126	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2025.	50
127	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2025.	51
128	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2024-2025 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2024 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	52
129	Le nombre d'heures et les coûts, par district, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2024-2025. Fournir la ventilation salariale pour chaque segment	53
130	Le nombre d'heures supplémentaires enregistrées dans SITHAR, par code (ex : opération d'urgence, présence minimale MRC, etc.), par mois et par année, pour 2021-2022, 2022-2023 et 2024-2025. Veuillez également nous fournir la liste des codes.	54

Nouvelle Question		PAGE
131	Le nombre d'heures et les coûts du temps supplémentaire <u>obligatoire</u> effectués à la Sûreté du Québec pour 2024-2025. Fournir la ventilation de ces données par district.	55
132	Le nombre d'heures en temps supplémentaire enregistrées dans SITHAR pour « présence minimale MRC ». Veuillez nous fournir l'information par mois, depuis le 1er janvier 2023.	56
133	Concernant les policiers de la Sûreté du Québec, veuillez-nous fournir le nombre de policiers en arrêt de travail, ventilés par type d'emploi (patrouilleurs, enquêteurs, etc), par région et par type d'arrêt de travail (santé mentale, blessure, etc.).	57
134	Veuillez fournir la liste des mesures mises en place par la SQ pour offrir du soutien en santé mentale pour ses policiers et l'ensemble de son personnel. Pour chacune des mesures, veuillez nous fournir les sommes consacrées par la SQ et le nombre de personnes y ayant eu recours.	58
135	Veuillez nous fournir la liste des formations nécessitant une requalification annuelle. Pour chacune des formations, veuillez nous indiquer a) Le pourcentage des employés ayant fait la requalification dans les délais requis en 2024-2025, par corps d'emploi; b) Pour les employés n'ayant pas fait la requalification dans les délais requis, veuillez nous indiquer le pourcentage d'entre eux ayant une qualification datant de 2 ans, 3 ans, 4 ans et 5 ans et plus.	59
136	Le 14 février 2025, le ministre annonçait l'entrée en vigueur d'une ligne directrice sur la requalification des policiers en matière d'armes à feu et d'agents chimiques. La ligne directrice entrainait en fonction le 24 janvier 2025. En lien avec cette nouvelle directive, veuillez nous dire, <u>pour chacune des armes ou agents visés par la directive</u> (agent chimique, arme à impulsion électrique, arme intermédiaire d'impact à projectile, arme de service, arme de support, formateur qualifié et requalification); a) Le nombre et le pourcentage de policier qui sont actuellement conforme à la directive, i.e. requalifié dans l'année civile 2024 et 2025. b) Le nombre et le pourcentage de policier ayant obtenu une prolongation d'une durée maximale de 45 jours par le directeur de police en raison de sa non-requalification; c) Le nombre et le pourcentage de policier affecté à une autre tâche en raison de son impossibilité à utiliser son arme à feu; d) Le nombre et le pourcentage de policier ayant échoué sa requalification et qui a pu conserver l'usage de son arme pour une période de 45 jours e) Le nombre et le pourcentage de policier ayant réussi la reprise à sa requalification;	60
137	Effectif affecté au Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec	61
138	Le 16 janvier 2023 marquait le début des activités du Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), mis en place par la Sûreté du Québec. Veuillez nous indiquer : a)Le bilan des activités du CQDAAF; b) La liste des demandes de dépistage formulées par tous les corps de police du Québec en indiquant le corps de police visé; c) Le nombre d'armes à feu qui ont été soumises pour dépistage, ventilé par région.	62
139	Le suivi apporté par la Sûreté du Québec pour chacune des recommandations formulées par la CNESST dans le rapport d'intervention suite au décès de la policière Maureen Breau.	66
140	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2024-2025, ainsi que les augmentations prévues.	67
141	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2024-2025.	68
142	La liste des investissements réels faits en 2024-2025 par la SQ concernant ses infrastructures. Veuillez décrire brièvement les travaux réalisés.	69

Nouvelle Question		PAGE
143	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous indiquer pour 2024-2025 et les 5 dernières années : a) Le nombre d'employés affectés à la cybercriminalité ; b) L'effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité par corps d'emploi; c) Le nombre de plaintes officielles déposées concernant des dossiers de cybercriminalité, par type de fraude; d) Le nombre de signalements concernant des cas de cybercriminalité, par type de fraude ; e) Le nombre d'enquêtes ouvertes concernant des dossiers de cybercriminalité; f) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.	70
144	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous dire la liste des mesures mises en place ou des campagnes de prévention et de sensibilisation de la population envers la cybercriminalité	72
145	Le nombre de plaintes déposées concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle (photo produite grâce à l'aide de l'intelligence artificielle, pornographie, fraude chez les aînés, etc.)	78
146	Concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle, veuillez identifier l'ensemble des mesures mises en place à la SQ pour lutter contre le crime lié à l'intelligence artificielle (Ex : formation, étude, équipe spécialisée, etc.)	79
147	Concernant les agressions sexuelles, veuillez nous dire : a) Les effectifs dédiés aux cas d'agression sexuelle, ventilés par district; b) Le nombre de plaintes déposées pour agression sexuelle en 2024-2025; c) Le nombre de plaintes ayant mené à une enquête en 2024-2025; d) Le nombre d'enquête ayant mené à des accusations; e) Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2024-2025.	80
148	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux pour la période 2024-2025.	82
149	Concernant l'exploitation sexuelle, veuillez nous dire : a) L'effectif dédié aux cas d'exploitation sexuelle, ventilé par district ; b) Les sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle, ventilées par district; c) le nombre de signalements effectués ; d) la variation en pourcentage du nombre de signalements comparativement à l'année précédente ; e) Le nombre de victimes identifiées ; f) Le nombre d'enquêtes ouvertes; g) Le nombre d'enquêtes fermées n'ayant pas mené à des accusations ; h) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations	83
150	Concernant la prostitution juvénile, veuillez nous dire : a) L'effectif dédié à la prostitution juvénile, ventilé par district; b) Les sommes dévolues à la prostitution juvénile, ventilées par district; c) Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2024-2025; d) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2024-2025.	85
151	Concernant la lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones, veuillez nous dire : a) L'effectif dédié, ventilé par district; b) Les sommes dévolues, ventilées par district; c) Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2024-2025; d) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2024-2025.	86
152	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a) Au 31 mars 2024, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la Couronne, etc., etc.). Objectif à terme quant à l'effectif. b) budget ventilé de l'EILP pour 2024-2025 et 2025-2026 ; c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1 ^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025 ; d) Bilan des activités de l'EILP.	88

Nouvelle Question		PAGE
153	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	89
154	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	90
155	Listes des postes occupés par des policiers qui ont été ou qui seront remplacés par des civils par fonction en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	91
156	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	92
157	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. Veuillez également nous fournir les prévisions pour les 3 prochaines années.	93
158	Toute mesure ou action et budget octroyé pour mettre en place de la formation continue sur la question de la discrimination, du racisme et du profilage pour les corps policiers, les services correctionnels et les constables spéciaux.	94
159	Veuillez nous dresser l'état de la flotte de véhicules des policiers de la Sûreté du Québec en indiquant : a) Le nombre total de véhicules dans la flotte de la SQ, ventilé par région; b) Le nombre total de véhicules nécessaires pour assurer une couverture des services, ventilé par région ; c) Le nombre de véhicules actuellement en circulation, ventilé par région; d) Le kilométrage maximum autorisé pour un véhicule de la SQ ou le nombre d'années maximum; e) Le nombre de voitures en circulation dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années, ventilé par région; f) Le nombre de voitures qui vont dépasser le kilométrage autorisé ou le nombre d'années au cours de l'année 2025-2026, ventilé par région; g) Le nombre de voitures à remplacer en 2025-2026, ventilé par région; h) Le nombre d'incidents survenus en raison d'un bris mécanique en 2024-2025, ventilé par région. De ce nombre, veuillez nous indiquer combien sont survenus sur des véhicules dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années. Veuillez indiquer la nature du bris et s'il y a eu des blessures ou arrêt de travail suite à l'incident; i) Le nombre de rappels sur les véhicules de la SQ; j) Le nombre de véhicules faisant l'objet d'un rappel actuellement en circulation sur les routes du Québec; k) les projections d'acquisition des véhicules pour les 5 prochaines années.	97
160	Le nombre de véhicules achetés par la Sûreté du Québec et disponibles qui ne sont pas en service en raison de délais de montage qui n'est pas complété sur le véhicule (ex : système de sirène et de girophare, système de télécommunication Renir, lettrage, etc.).	100
161	Concernant les vestes pare-balles NIJ04, veuillez nous dresser un portrait des vestes actuellement en circulation en indiquant : a)Le coût d'une veste pare-balles NIJ04; b)Le nombre de vestes NIJ04 en circulation; c) Le nombre de vestes de moins de 5 ans, de moins de 10 ans, de moins de 15 ans et de plus de 20 ans; d)Le nombre de vestes NIJ04 achetées en 2024-2025.	101
162	Concernant les vestes pare-balles NIJ06, veuillez nous dire : a) Le coût d'une veste pare-balles NIJ06; b) Le nombre de vestes NIJ06 en circulation; c) Le nombre de vestes pare-balles achetées par la SQ en 2024-2025; d) Le plan d'acquisition des vestes NIJ06 pour les 5 prochaines années.	102
163	Concernant les salles de tir de la SQ, veuillez nous dire : a) La liste des salles de tir actuellement en fonction; b) La liste des salles de tir fermées, en indiquant : i. La date de fermeture; ii. Les raisons de la fermeture; iii. Les correctifs à apporter; iv. Les travaux en cours, le cas échéant; v. L'estimation des coûts des travaux; vi. L'estimation de la date d'ouverture de la salle de tir; c) La liste des salles de tir ouvertes en 2024-2025 en indiquant : i) Les travaux effectués; ii) Les coûts; iii) La date d'ouverture. c) La liste des salles de tir qui seront ouvertes de nouveau en 2025-2026 en indiquant : i) Les travaux actuellement en cours ou à venir; ii) Les coûts prévus; iv) La date d'ouverture prévue. E) La liste des	103

Nouvelle Question		PAGE
	emplacements loués pour remplacer les salles de tir en indiquant : i) L'adresse complète; ii) Une courte description des lieux (ex : champs, cabane à sucre, locaux vides, etc.) ; iii) Les coûts de location en 2024-2025 et les prévisions en 2025-2026.	
164	Concernant les préposés aux télécommunications de la Sûreté du Québec affectés aux Centres de gestion des appels (CGA) en 2024-2025, veuillez nous indiquer, par CGA : a) Le nombre d'embauches, ventilé par mois et par CGA; b) Le nombre de départs, ventilé par mois et par CGA; c) Le nombre de préposés en poste au 31 mars 2025; d) Le nombre de préposés réguliers au 31 mars 2025; e) Le nombre de préposés occasionnels au 31 mars 2025; f) Le nombre de préposés actuellement aux études en technique policière; g) La moyenne d'années d'expérience des préposés en poste au 31 mars 2025; h) Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre corps de police au cours de l'année; i) Le nombre de préposés ayant pris leur retraite au cours de l'année; j) Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre emploi au cours de l'année; k) Le nombre d'appels abandonnés, par mois, par CGA; l) La liste des CGA qui ont dû fermer temporairement leur Centre en raison du manque de personnel; m) Le nombre de fois, par CGA, où les appels ont dû être basculés dans un autre CGA en raison du manque de personnel; n) Le nombre de fois où un CGA a dû opérer avec un effectif réduit en raison du manque de personnel, par CGA; o) Les travaux entourant le reclassement des préposés et si les travaux sont terminés, veuillez nous dire les recommandations et/ou les changements apportés.	107
165	Le nombre signalements reçus en lien avec des menaces envers un chef de parti ou un élu. Veuillez ventiler l'information en indiquant: a) La personne visée (premier ministre, chef de parti, député, maire, conseiller municipal, etc.) ; b) Le nombre de dossiers fermés; c) Le nombre de dossiers ayant été soumis au DPCC; d) Le nombre de dossiers faisant toujours l'objet d'une enquête.	114
166	Concernant les équipes spécialisées dans le démantèlement de laboratoires et de sites d'encapsulation de drogues de synthèse, veuillez nous indiquer : a) Le nombre d'enquêteurs affectés à temps plein à ces équipes; b) Le nombre d'enquêteurs affectés à temps partiel à ces équipes; c) Le nombre d'enquêtes actuellement en cours; d) Le nombre d'enquêtes terminées au cours de l'années en ventilant l'information par région et en indiquant le nombre d'enquêtes ayant débouché sur des accusations;	115
167	Le nombre de barrages routiers effectués pour la consommation d'alcool et de drogues au volant par année, depuis 10 ans, ventilé de la façon suivante : a) Par mois; b) Par région; c) Nombre d'arrestations.	116
168	La Sûreté du Québec assure le contrat de sécurité à l'aéroport de Montréal depuis le 1er janvier 2025. En lien avec ce contrat, veuillez nous fournir : a) Une copie de l'entente avec l'aéroport; b) Par catégorie d'emploi : i) Le nombre de postes ouverts lors du début d'appel de candidatures; ii) Le nombre de postes comblés; iii) Le nombre de prêts de service pour assignation temporaire et la provenance des prêts de service; iv) Le nombre de postes toujours vacants. c) Nombre d'effectifs affectés à l'aéroport ventilé de la façon suivante: i) Policiers patrouilleurs par type horaire (H1, H2, H3) ; ii) Policiers enquêteurs. iii) Policiers officiers ; d) La provenance (ville, MRC, région du Québec) des policiers affectés à l'aéroport; e) Concernant les policiers de la SQ en affectation temporaire à l'aéroport de Montréal, veuillez nous fournir : i) Le nombre d'heures effectuées; ii) Le nombre d'heures supplémentaires; iii) Les frais de déplacement; iv) Les frais d'hébergement; v) Les frais de repas; vi) La provenance de chaque policier de la SQ affecté temporairement à l'Aéroport de Montréal (ville, MRC, région). f) Les coûts détaillés des frais liés à l'aménagement des locaux ou l'achat de matériel pour l'aéroport (achat de matériel, équipement de bureaux, etc.).	118
169	Le 14 janvier 2025, le ministre de la Sécurité publique faisait le point sur l'ensemble des mesures déjà en place depuis un mois et celles à venir pour rehausser la sécurité de la frontière séparant le Québec des États-Unis à l'approche de l'entrée en poste de Donald Trump. En lien avec cette conférence de presse, veuillez nous fournir l'information suivante : a) Concernant l'annonce qu'à compter du 13 janvier 2025, la SQ va tripler les effectifs prêtés aux équipes mixtes américaines Border Enforcement Security Task Force (BEST) pour un total de neuf ressources (des enquêteurs et des agents de renseignements), veuillez nous dire : i) Le nombre de ressources prêtées par corps d'emploi; ii)	120

Nouvelle Question		PAGE
	Les investissements prévus en 2024-2025; iii) Les investissements réels en 2024-2025. b) Concernant la déclaration du ministre affirmant que « la SQ sera en mesure de déployer jusqu'à 300 policiers en 24 à 48 heures pour porter assistance aux instances fédérales au besoin », veuillez nous dire : i) Le nombre de policiers ayant porté assistance aux instances fédérales; ii) Le nombre d'heures supplémentaires et le coût en temps supplémentaire.	
170	Concernant la délégation de policiers de la SQ aux Jeux Olympiques de Paris, veuillez nous dire : a) Le mode de sélection des policiers affectés aux Jeux (appel de candidatures, concours, etc.); b) Le nombre de policiers envoyés à Paris, par corps d'emploi (agent, sergent, officier, etc.) et par territoire habituel de travail; c) Les dates de la mission; d) Le nombre de jours travaillés; e) Le nombre d'heures travaillées; f) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées; g) Le coût en salaire; h) Le coût en temps supplémentaire; i) Les frais de déplacement détaillés (avion, taxi, Uber, location de voiture, etc.); j) Les frais d'hébergement (hôtel, location d'un appartement, etc.); k) Les frais de repas; l) Tout autres frais (primes ou autres); m) Le coût total de la mission pour la Sûreté du Québec.	121

Nouvelle	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2E GROUPE D'OPPOSITION	Page
1	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	124
18	Quelles sommes ont été affectées directement par le ministère à des mesures de sécurisation de la frontière à la suite de l'élection de Donald Trump aux USA? Détaillez selon le type de mesures.	125
19	Quelle quantité de fentanyl a été saisi à la frontière québécoise dans les cinq dernières années et combien d'arrestations ont été faites à ce sujet? Ventilez par année.	126
23	Sur l'équipe dédiée aux relations avec les communautés autochtones, pour chacune des 11 communautés autochtones desservies, veuillez donner le détail des actions, de mesures et dépenses engendrées en 2024-2025.	127
24	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ en 2024-2025, donner : a) le nombre de plaintes provenant de résidents d'un territoire d'une communauté ; i. si possible, ventiler par type de crime ou de méfaits invoqués ; b) le nombre d'interventions de la SQ sur le territoire d'une communauté à la suite d'une plainte ; c) le nombre de dossiers ouverts suivant une intervention sur le territoire d'une communauté, ventiler par mois.	131
25	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ, veuillez donner le nombre d'appels au 9-1-1 provenant de résidents du territoire d'une communauté autochtone, ventiler par mois.	144
26	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ. Pour 2024-2025, donner : a. les protocoles opérationnels concernant les interventions des agents de la SQ sur le territoire de la communauté ; b. tout manuel d'opérations, lignes directrices ou documents explicatifs sur les pouvoirs d'enquête, d'interventions ou d'arrestations des policiers de la SQ ; c. tout manuel ou directive au sujet des activités d'enquête, d'interceptions ou d'arrestations faites par les policiers de la SQ sur le territoire de la communauté.	145
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION		
1	Indiquer les sommes dépensées en 2024-2025 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	147
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	148
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015 concernant le Taser.	149
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025 (SEULEMENT CEUX QUE LA SQ COORDONNE), dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	150
5	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2024-2025 qui n'ont pas été reconduits en 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis.	151
6	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2024-2025.	152
7	Pour l'année 2024-2025, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin	153

	de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	
8	Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	154
9	Pour l'année 2024-2025, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	155
10	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2024-2025 et comparaison avec les quatre années précédentes.	156
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2024-2025.	157
12	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2024-2025.	158
13	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2024-2025, en incluant les coûts.	159
14	La ventilation par année des arrestations qui ont été effectuées en rapport avec des menaces après des élus de l'Assemblée nationale du Québec depuis 2010	160
16	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	161
41	Portrait du besoin d'effectif à la SQ, ventilé par catégorie d'emploi et par région. Prévion pour 2025-2026.	162
43	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026	163
44	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2025, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	164
45	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2025.	165
46	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2025.	166
47	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2024-2025 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	167
48	Les objectifs d'émission de constats d'infraction pour chaque district et chaque région.	168
49	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2024-2025.	169
50	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	170
51	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2024-2025, ainsi que les augmentations prévues.	171
52	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2024-2025.	172

53	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2024-2025, et pour chacune des cinq dernières années.	173
54	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2024-2025.	174
55	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	175
56	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	176
57	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	177
58	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2024-2025, et ce, pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2025-2026.	178
59	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a) Au 31 mars 2025, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc., etc.). Objectif à terme quant à l'effectif. B) budget ventilé de l'EILP pour 2024-2025 et 2024-2025 ; c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1 ^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025 ; d) Bilan des activités de l'EILP.	179
60	Pour chacune des années depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	180
61	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2024-2025 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	181
62	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	182
63	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	183
64	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	184
112	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	185
115	Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.	186
168	Concernant l'implantation du système de communication d'urgence RENIR, indiquer les sommes, au 31 mars 2025, qui ont été nécessaires au maintien du système de communication précédent, la nature et le nombre de situations problématiques dans lesquelles le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2025-2026 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés.	187

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**INDIQUER LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.
PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Dépenses au 31 janvier 2025
Logiciels (licences, support et mises à jour)	9 111 668 \$
Achats de matériel	5 977 320 \$
Services professionnels	2 693 334 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2024-2025, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
<p>Nom du comité : Comité d'administration du Réseau policier en accès et protection de l'information.</p> <p>Mandat du comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer l'expertise des responsables en accès, le partage de pratiques gagnantes et l'engagement des services policiers québécois vers les orientations gouvernementales en matière d'accès aux documents, de diffusion proactive d'information ainsi qu'en protection de la vie privée. <p>Résultats du comité :</p> <p>Le Réseau policier en accès a tenu quatre rencontres avec les membres du Réseau. Parmi les dossiers traités, on retrouve les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les enjeux et les actions à réaliser pour s'assurer du respect de nouvelles obligations découlant de la Loi 25 (<i>Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels</i>); • l'application de la Loi sur l'accès à travers la revue de la jurisprudence de la Commission d'accès à l'information; • la sécurité et la catégorisation de l'information; • la communication de renseignements à d'autres organismes; • les bonnes pratiques en matière de traitement des demandes d'accès à l'information. 	Aucun	<p>Le comité est composé des représentants de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sûreté du Québec; • Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC); • Ministère de la Sécurité publique; • Service de police de la Ville de Montréal; • Service de police de la Ville de Québec; • Service de police de la Ville de Saint-Jérôme; • Service de police de Laval; • Service de police de l'agglomération de Longueuil; • Service du renseignement criminel du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2024-2025, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
<p>Nom du comité : Comité consultatif du Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ)</p> <p>Mandats du comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer une exploitation efficace et efficiente du CRPQ; • Formuler les politiques, les modalités et les principes directeurs relatifs au développement et au fonctionnement du CRPQ; • Établir les critères d'admissibilité au CRPQ; • S'assurer que des moyens de contrôle adéquats sont mis en place afin que les agences et les utilisateurs se conforment aux politiques, modalités et principes directeurs approuvés par le comité; • Définir et établir les priorités concernant les services à développer et à offrir aux utilisateurs; • Procéder, au besoin, à la formation de groupes de travail mandatés pour étudier un sujet et soumettre des recommandations au comité; • Assister et conseiller les organismes externes qui permettent un lien entre leurs banques de données et le CRPQ, afin d'assurer la compatibilité, la sécurité et l'utilisation optimale des systèmes. <p>Résultats du comité :</p> <p>Travaux en cours</p>	<p style="text-align: center;">Aucun</p> <p>Les rencontres ont eu lieu en vidéoconférence TEAMS et en présentiel</p>	<p>Le comité est composé de représentants des organisations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuit du Québec (intégration effectuée en mai 2024); • Association des directeurs de police du Québec; • Ministère de la Sécurité publique; • Service de police de l'agglomération de Longueuil; • Service de police de la Ville de Montréal; • Service de police de la Ville de Gatineau; • Service de police de la Ville de Québec; • Service de police de Laval; • Service de police de Saguenay; • Sûreté du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2024-2025, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
<p>Nom du comité :</p> <p>Comité de vérifications et d'observations intersectoriel des enquêtes en matière d'agression sexuelle (VOIE)</p> <p>Mandat du comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avec la collaboration d'organismes publics et communautaires, le comité VOIE a le mandat d'analyser les enquêtes menées par la Sûreté du Québec en matière de crimes à caractère sexuel et d'identifier les meilleures pratiques relatives au traitement de ces dossiers par les policiers. <p>Résultats du comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travaux en cours 	<p>681\$</p>	<p>Le comité est composé de représentants de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sûreté du Québec; • Directeur des poursuites criminelles et pénales; • Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal; • Centre d'aide aux victimes d'actes criminels; • Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel La Chrysalide; • Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel Agression Estrie; • Mouvement contre le viol et l'inceste; • Association québécoise plaidoyer-victimes.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2024-2025, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
<p>Nom du comité : Comité sur les drogues de synthèses</p> <p>Mandat du comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Échanger en matière de pratiques policières en lien avec les drogues de synthèse; • Échanger de l'information sur les mesures de sécurité à adopter; • Assurer une coordination au niveau des enquêtes en matière de drogues de synthèse; • Évaluer et cibler des nouvelles tendances de consommation de drogues de synthèse. <p>Résultats du comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travaux en cours 	<p>Aucun</p>	<p>Le comité est composé de représentants de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sûreté du Québec; • Agence des services frontaliers du Canada; • Gendarmerie royale du Canada; • Ministère de la Sécurité publique; • Santé Canada; • Service de police de Laval; • Service de police de la Ville de Gatineau; • Service de police de la Ville de Montréal; • Service de police de la Ville de Québec; • Service de police de l'agglomération de Longueuil; • Service correctionnel du Canada; • Service du renseignement criminel du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2024-2025, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
<p>Nom du comité :</p> <p>Comité exécutif crimes majeurs (CECM)</p> <p>Mandat du comité :</p> <p>En plus d'échanger sur des dossiers d'enquête ayant une portée provinciale, le comité a également pour mandat d'assurer le partage des meilleures pratiques et des nouveautés dans le domaine des enquêtes criminelles. Enfin, il est également un forum privilégié pour discuter des enjeux juridiques touchant la communauté policière.</p> <p>Il est à noter que le CECM sert également de comité directeur pour les alertes intrusives de nature policière (AMBER et AMMI).</p> <p>Résultats du comité :</p> <p>Travaux en continu</p>	Aucun	<p>Le comité est composé de représentants de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP); • Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL); • Service de police de Laval (SPL); • Service de police de Trois-Rivières (SPTR); • Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG); • Service de police de la Ville de Montréal (SPVM); • Service de police de la Ville de Québec (SPVQ); • Service de police de la Ville de St-Jérôme (SPVSJ); • Sûreté du Québec (SQ); • Unité permanente anticorruption (UPAC).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2024-2025, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
<p>Nom du comité : Comité mixte public-privé de lutte contre les crimes financiers et la cybercriminalité</p> <p>Mandat du comité : Conformément à la recommandation 27 du Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP), le rôle du comité mixte est de définir le fonctionnement, la structure organisationnelle de même que les rôles et les responsabilités de chacun des intervenants mis à contribution dans l'<i>Unité spécialisée en cybercriminalité et crimes économiques mettant à contribution le milieu institutionnel et l'entreprise privée</i> (recommandation 26).</p> <p>Résultats du comité : Travaux en cours</p>	Aucun	<p>Le comité est composé de représentants de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sûreté du Québec; • Ministère de la Sécurité publique (MSP); • Unité permanente anti-corruption (UPAC); • Service de police de la ville de Montréal (SPVM); • Gendarmerie Royale du Canada (GRC); • Autorité des marchés financiers (AMF); • Hydro Québec; • Banque Nationale du Canada (BNC); • Desjardins; • Bell.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2024-2025 ET EN PRÉVISION POUR 2025-2026 : A) LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B) LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D) LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E) LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

a), d) et e) Projet réalité augmentée dans le cadre de la stratégie PISTE en sécurité routière : de nouvelles initiatives de prévention ont été mises en place pour rejoindre la clientèle, en utilisant la technologie pour capter l'attention du public. Des messages de prévention sont présentés aux utilisateurs par un personnage en réalité augmentée qui peut être activé au moyen d'un téléphone cellulaire. Le premier message (capsule 1) porte sur la prévention alcool au volant (décembre 2024), la 2e capsule distraction au volant (mars 2025), la 3e portera sur la vitesse (juin 2025) et une 4e est à venir (date à confirmer).

b) Dépenses du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 : 31 794\$

c) Nom de la firme : Novom Interactive inc.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2016-2017 À 2024-2025, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Total des créances de la Sûreté du Québec par année financière au 31 janvier 2025 :

L'âge des créances et/ou amendes à recouvrer¹	en \$
Moins d'un an	1 646 950
1-2 ans	0
+ 2 ans	438 801
Total	2 085 751

Mesures mises en place pour recouvrer les créances en souffrance (extrait de la politique de gestion « Recouvrement de créances » de la Sûreté du Québec) :

- La Sûreté doit recouvrer les montants qui lui sont dus conformément aux *Règles relatives à la perception et à l'administration des revenus de l'État* ;
- Communication avec le client afin de négocier des ententes de remboursement ;
- Envoi d'états de compte au client incluant les frais d'intérêt ;
- Envoi par courrier recommandé d'un état de compte incluant les frais d'intérêt (après 90 et 150 jours) ;
- Envoi par courrier recommandé d'un état de compte, d'une lettre explicative et une copie des factures (après 210 jours) ;
- Transmission d'une copie du dossier à la Direction des services juridiques qui effectue par la suite diverses actions en vue du recouvrement de la créance.

Note 1 : Cette colonne n'inclut pas les comptes à recevoir des municipalités payables deux fois par année.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 1^{er} NOVEMBRE 2024, LE CONSEIL DU TRÉSOR PUBLIAIT LA LISTE DES ORGANISMES SOUMIS AUX MESURES DE CONTRÔLE DES DÉPENSES AU 1^{er} NOVEMBRE EN 2024. LA DIRECTIVE DU CONSEIL DU TRÉSOR S'APPLIQUE AUX ORGANISATIONS SUIVANTES : E) SQ; I) FONDS DES SERVICES DE POLICE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 7 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR CHACUNE DES ORGANISATIONS CI-DESSUS, VEUILLEZ NOUS DÉCRIRE LES EFFORTS MIS EN PLACE ET LES ÉCONOMIES GÉNÉRÉES PAR L'ORGANISATION POUR RÉPONDRE À CHACUNE DES TROIS DEMANDES SUIVANTES: A) GEL DE RECRUTEMENT; CONCERNANT LE GEL DE RECRUTEMENT, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LE NOMBRE DE POSTES ACTUELLEMENT VACANTS ET NON COMBLÉS EN RAISON DU GEL IMPOSÉ ET LES ÉCONOMIES GÉNÉRÉES. B) LIMITATION DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE; C) LIMITATION DES DÉPENSES DE DÉPLACEMENT. VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS INDIQUER SI UNE DEMANDE D'EXEMPTION A ÉTÉ ADRESSÉE AU CONSEIL DU TRÉSOR ET SI OUI, VEUILLEZ NOUS FOURNIR UNE COPIE DE LA DEMANDE ET DE LA RÉPONSE DE CONSEIL DU TRÉSOR.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- a) Voir la réponse à la question 13 r des demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle.
- b) Limitation des heures supplémentaires effectuées aux situations jugées essentielles et incontournables pour le bon déroulement des opérations policières.
- c) Limitation des frais de déplacement aux situations jugées essentielles et incontournables pour le bon déroulement des opérations policières.

Demands d'exemption : Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES PRÉLIMINAIRES ANNONCÉES AU MSP EN AVRIL 2024 PAR LA SCT POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026 OU LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES ANNONCÉES POUR 2025-2026. VEUILLEZ NOUS FOURNIR LES CIBLES DE COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES ÉTABLIES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le budget de dépenses de la Sûreté du Québec dans le livre des crédits 2025-2026.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE MONTANT TOTAL DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES EN 2024-2025, VENTILÉ PAR ORGANISME ET POUR LE MINISTÈRE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le budget de dépenses de la Sûreté du Québec dans le livre des crédits 2024-2025.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR LE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES PROBLÈMES, DÉLAIS OU INCIDENTS INFORMATIQUES IMPLIQUANT LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE. POUR CHAQUE SITUATION, VEUILLEZ NOUS INDICER : A) UNE BRÈVE DESCRIPTION DU PROBLÈME (EX : ACCÈS À DES DONNÉES, INCIDENTS DE SÉCURITÉ, INFONUAGIQUE, ETC.) B) LES PROBLÈMES ENGENDRÉS PAR LA SITUATION; C) LES CORRECTIFS APPORTÉS; D) LA DURÉE DU PROBLÈME (INSCRIRE LES DATES); E) LES COÛTS ENGENDRÉS; F) LES CONSÉQUENCES (DÉLAIS DE MISE EN LIGNE, DÉPASSEMENT DE COÛT, SITE INTERNET INACCESSIBLE, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE; B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2024-2025 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE – AU 31 JANVIER 2025

*Ressources comblées
au 31 janvier 2025*

Sûreté du Québec (SQ) :	41
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :	21
Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) :	10
Service de police de Laval (SPL) :	3
Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) :	2
Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) :	5

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE; B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2024-2025 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES

	Budget 2024-2025
SQ	8 543 800\$
SPVM	3 555 400\$
SPVQ	2 639 700\$
SPVG	739 700\$
SPL	559 600\$
SPAL	362 500\$
Besoins ponctuels	0\$
 TOTAL	 16 400 700\$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE; B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2024-2025 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES

La Sûreté du Québec a repris la responsabilité de l'EILP le 1^{er} octobre 2021 et le Service de la lutte contre le proxénétisme (SLP) a alors été créé. Depuis sa mise en place, 584 victimes ont déposé une plainte policière.

1^{er} avril 2024 – 31 janvier 2025 : 124 victimes

D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP

Le SLP ne comptabilise pas le nombre de dossiers déposés au DPCP ni le nombre de plaintes déposées par celui-ci. Il s'agit d'une donnée qui pourrait être fournie par le DPCP. Au niveau du SLP, les membres s'occupent du volet enquête. Une fois le dossier complété, il est soumis au DPCP pour étude et dépôt des chefs d'accusation.

E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS

Le SLP est en mesure de fournir le nombre de dossiers ayant mené à des mises en accusation, c'est-à-dire les dossiers dans lesquels des accusations ont été portées contre le(s) suspect(s), à la suite de l'enquête policière. 211 dossiers ont mené à des mises en accusation depuis la mise en place du SLP.

1^{er} avril 2024- 31 janvier 2025 : 58 dossiers ayant mené à des mises en accusation

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE; B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2024-2025 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Concernant les chefs d'accusation, entre le 1^{er} octobre 2021 et le 31 janvier 2025, 1035 chefs d'accusation ont été déposés contre des suspects ayant commis des infractions dans le cadre d'enquêtes effectuées par les membres du SLP.

1^{er} avril 2024 – 31 janvier 2025 : 178 chefs d'accusation

F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS

Cette donnée n'est pas disponible

G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2024-2025 PAR L'ÉQUIPE, EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS

Voici des activités de prévention réalisées par les membres du SLP au cours de la dernière année. Cependant, les sommes investies par activité ne sont pas comptabilisées.

- Participation à diverses tables de concertation et comités à travers le Québec;
- Les membres du SLP ont effectué des formations et fait de la sensibilisation auprès de policiers et intervenants de la province. Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, les membres du SLP ont formé ou sensibilisé 3 663 policiers et intervenants. Parmi les intervenants formés, 436 œuvraient auprès des gens des premières nations et Inuit.
- Participation à la création de 3 bandes dessinées destinées aux jeunes du primaire (5^e et 6^e année).
- Participation dans le développement d'une capsule pour le CALACS Unies-vers-toi pour de la sensibilisation en milieu scolaire.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE; B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2024-2025 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- Déploiement dans le grand Nord grâce à la société Makivvik dans trois communautés (Kuujuarapik, Kuujuaq et Kangiqsualujuaq) afin de donner de la formation à différents acteurs tel que les policiers, protection de la jeunesse, commission scolaire et intervenants de la santé.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES ARMES À FEU PRODUITES GRÂCE À DES IMPRIMANTES 3D, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET LES RECHERCHES PRODUITES À CE SUJET; B) LE NOMBRE D'ARMES SAISIÉS EN 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 ET 2024-2025. VEUILLEZ VENTILER L'INFORMATION PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE D'OPÉRATIONS POLIÉIÈRES EFFECTUÉES CONCERNANT LES ARMES À FEU 3D EN 2024-2025 ; D) LA LISTE DES MESURES OU DES ACTIONS MISES EN PLACE POUR SENSIBILISER LA POPULATION OU POUR CONTRER LA PRODUCTION D'ARMES AVEC DES IMPRIMANTES 3D.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Aucun

B) Les données compilées par la Sûreté du Québec ne permettent pas d'isoler le nombre d'armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D.

Notons toutefois que tous les corps de police du Québec peuvent soumettre les armes à feu qu'ils saisissent au Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF) à des fins de dépistage. Les données issues des activités du CQDAAF permettent de donner un aperçu de la proportion d'armes à feu illégales issues de l'impression 3D saisies au Québec. Puisque les armes à feu sont dépistées sur demande, ces données ne sont donc pas exhaustives.

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, sur les 2 605 armes à feu sans restriction, à autorisation restreinte ou prohibées qui ont été soumises au CQDAAF pour dépistage, 54 étaient des armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D. 33 d'entre elles étaient des armes de poing et 21 étaient des armes longues. De ce nombre, 4 ont été saisies par la SQ.

C) Deux opérations policières visant spécifiquement les armes à feu 3D ont été effectuées au cours de la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

D) En 2019, dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, la Sûreté du Québec a mis en place une équipe d'enquêtes dédiée aux dossiers d'approvisionnement en armes à feu, ce qui inclut tant l'importation que la fabrication. En 2021, cette équipe a largement été bonifiée dans le cadre de la Stratégie de lutte contre la violence armée du gouvernement du Québec. Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, 3 imprimantes 3D ont été saisies.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 24 MAI 2023, LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ANNONÇAIT L'OCTROI DE 8,54 M\$ À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC (SQ) POUR RECONDUIRE ET BONIFIER L'ÉQUIPE DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU. EN LIEN AVEC CETTE ANNONCE, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE NOMBRE DE POLICIERS SUR L'ÉQUIPE DE DÉPISTAGE; B) LE NOMBRE DE POLICIERS SUPPLÉMENTAIRES GRÂCE À L'INVESTISSEMENT ADDITIONNEL; C) LE BILAN DES ACTIVITÉS DE L'ÉQUIPE DEPUIS SA MISE EN PLACE EN JANVIER 2023.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) 6 policiers : 4 SQ, 2 CPM (dont 1 CPM en dotation)

B) 2 policiers supplémentaires depuis le 1^{er} avril 2023 : 2 SQ.

C) *Période : 16 janvier 2023 au 31 janvier 2025*

- 6150 armes à feu dépiستées
 - 1861 armes de poing
 - 4289 armes longues
- 584 dispositifs prohibés signalés
 - 525 chargeurs à grande capacité
 - 48 silencieux
 - 17 dispositifs de tir automatique
- 61 demandes en collaboration avec l'ATF (Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives) et HSI (Homeland Security Investigations).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TOUTE DIRECTIVE OPÉRATIONNELLE ÉMISE PAR LE MINISTÈRE, SES ORGANISMES OU SES AGENCES, AU SUJET DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR
L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucune

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE CRIMES RAPPORTÉS ET SOLUTIONNÉS, PAR CATÉGORIE DE CRIME (CONTRE LA PERSONNE, LA PROPRIÉTÉ, DROGUE, AUTRES) SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET CELUI DES CORPS DE POLICE MUNICIPALE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TOUT ANALYSE OU DOCUMENT RÉALISÉ CONCERNANT L'UTILISATION DE BANQUE DE CARACTÉRISTIQUES OU DE MESURES BIOMÉTRIQUES OU DE SOLUTIONS DE RECONNAISSANCE FACIALE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE D'EFFECTIFS IMPLIQUÉS DANS LA LUTTE AUX GANGS DE RUES, DIVISÉS PAR CORPS DE POLICE ET PAR RÉGION EN 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En 2024-2025, les effectifs totaux dédiés à la lutte au crime organisé étaient de 345 *.

La lutte aux gangs de rue est intégrée à une stratégie globale de lutte au crime organisé.

* Les effectifs octroyés pour la lutte au crime organisé et pour la lutte au trafic d'armes à feu sont inclus dans ces effectifs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRES D'ARRESTATIONS EFFECTUÉES EN 2024-2025 CONCERNANT LA POSSESSION DE CANNABIS POUR UNE PERSONNE DE MOINS DE 21 ANS. VEUILLEZ SPÉCIFIER LE NOMBRE D'ARRESTATION POUR UNE PERSONNE ÂGÉE DE 18 À 21 ANS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

1. Nombre d'arrestations effectuées par la Sûreté du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 concernant la possession de cannabis (loi provinciale et fédérale) pour une personne de moins de 21 ans : 209
2. Nombre d'arrestations effectuées par la Sûreté du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 concernant la possession de cannabis (loi provinciale et fédérale) pour une personne âgée entre 18 à 21 ans : 21

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME DEPUIS CINQ ANS AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026. VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS FOURNIR LES BUDGETS RÉELLEMENT DÉPENSÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Budget 2024-2025 pour la lutte contre le terrorisme : 2 864,4 k\$

Le montant indiqué ci-dessus est le budget réellement dépensé.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS DE DÉLATION ACTUELLEMENT EN VIGUEUR EN INDIQUANT : A) L'ANNÉE DE L'ENTENTE; B) LA DURÉE DE L'ENTENTE; C) LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT; D) LES SOMMES VERSÉES EN 2024-2025; E) LES CONTRATS DE DÉLATION AYANT PRIS FIN EN 2024-2025 EN INDIQUANT LES RAISONS DE LA FIN DU CONTRAT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28 (3), 28 (4), 29 al. 2, 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT QUÉBEC EN ALERTE, L'ALERTE AMBER ET L'ALERTE SILVER, VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LES DONNÉES RELATIVES À CETTE ALERTE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE FOIS UTILISÉ ET AUTRES STATISTIQUES DISPONIBLES ; B) LES CRÉDITS ALLOUÉS À CE SERVICE, NOTAMMENT EN LOGICIEL, ÉQUIPEMENT, MISE À JOUR ET PAIEMENTS DIVERS ; C) LE COÛT POUR CHAQUE UTILISATION ; D) LE TAUX D'ERREUR DE DIFFUSION OU D'ÉCHEC RELATIVEMENT À LA TECHNOLOGIE ; E) LE TAUX D'EFFICACITÉ DE LA DIFFUSION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) 3 utilisations de l'Alerte Amber à la Sûreté du Québec et aucune utilisation de l'Alerte Silver pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

À noter que la responsabilité du système *Québec en Alerte*, qui est utilisé pour transmettre les alertes intrusives telles que l'alerte AMBER, relève du Centre des opérations gouvernementales (COG) de la Direction générale adjointe des opérations (Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie) et non de la Sûreté du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE SUIVI APPORTÉ À CHACUNE DES 38 RECOMMANDATIONS DE LA CORONER GÉHANE KAMEL CONCERNANT LE DÉCÈS DE MME MAUREEN BREAU ET DE M. ISAAC BROUILLARD LESSARD SURVENU LE 27 MARS 2023 LORS D'UNE INTERVENTION POLICIÈRE À LOUISEVILLE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Des 38 recommandations formulées par la coroner Géhane Kamel, 4 recommandations sont adressées à la Sûreté du Québec, soient les recommandations 33 à 36.

Recommandation 33 : Poursuivre le déploiement des formations *Maintien des compétences en intervention policière* (MCIP) et *Réponse à un état mental perturbé* (REMP) dans les meilleurs délais, à tous les patrouilleurs, répartiteurs et sergents de poste. Statut : La recommandation sera appliquée intégralement.

Recommandation 34 : Mettre en place des formations de compétences pratiques (simulations) et en continu, par région administrative, en désignant des mentors formés. Statut : La recommandation sera appliquée, avec des adaptations ou des mesures alternatives permettant d'atteindre le même objectif.

Recommandation 35 : Mettre en place, dans les meilleurs délais, deux centres de formation multidisciplinaire principaux et au moins six centres satellites pour les MRC éloignées dédiés aux policiers de la Sûreté. Statut : La recommandation sera appliquée, avec des adaptations ou des mesures alternatives permettant d'atteindre le même objectif.

Recommandation 36 : Ajouter un jour supplémentaire à la formation MCIP dont les scénarios des thèmes de la désescalade et du couvreur-contact sont inclus. Statut : La recommandation sera appliquée intégralement.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE ET LES SOMMES INVESTIES PAR LES DIFFÉRENTS CORPS DE POLICE ET PAR LE MINISTÈRE POUR LA PRÉVENTION DU SUICIDE CHEZ LES POLICIERS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Programme de prévention du suicide

- Le programme a été lancé le 10 septembre 2020 (journée mondiale de la prévention du suicide) :
 - Actions : création d'un site intranet, avec des articles, des fiches de sensibilisation et des vidéos témoignages.
 - Matériel promotionnel disponible : deux modèles d'affiche ont été créés (affiche policière et civile).
 - Formation : formation en santé mentale et formation en ligne sur la prévention du suicide.
 - Dépistage et intervention : fiches de prévention et la mise en place du programme de réseau de sentinelles.
 - Postvention : développement des outils pour intervenir en cas d'un suicide d'un employé.
- Conférences de professionnels en prévention du suicide.
- Sensibilisation : chaque année des activités de sensibilisation et des outils promotionnels sont déployés au cours de la Semaine de la prévention du suicide.

Programme de réseau des sentinelles

- Le programme a été mis en place sous forme de projet pilote entre 2019 et 2020 : une entente de formation a été mise en place avec le regroupement de centres de prévention du suicide du Québec.
- Le programme a été lancé à l'ensemble de l'organisation en février 2021 et une formation à l'interne a été créée. Les sentinelles reçoivent une formation de 7 heures.
- Il y a actuellement 336 sentinelles actives.
- Depuis que les premières sentinelles ont été formées en 2019, les intervenants désignés sont intervenus 80 fois auprès des employés en détresse ayant été référés par les sentinelles.
- Le programme de réseau de sentinelles a été évalué par la Direction de la vérification de la Sûreté du Québec en 2022. L'évaluation du programme est maintenant terminée. Les ajustements demandés ont été mis en place et un plan d'action a été réalisé. Les actions à venir incluent une campagne de recrutement ciblé et la formation de nouvelles sentinelles.
- Formation continue offerte aux sentinelles en 2021, 2022 et 2023 (titre de la formation : Mindful Self-Compassion (MSC). Les sentinelles ont bénéficié d'une formation de 27 heures.

Embauche d'un agent de liaison humanitaire

- En poste depuis septembre 2022.

Les coûts ne sont pas disponibles, car ils ne sont pas comptabilisés sous le thème précis de la prévention du suicide.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE TENTATIVES DE SUICIDE D'UN POLICIER OU D'UNE POLICIÈRE, PAR ANNÉE, POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE NOMBRE DE POLICIERS EN SERVICE ; B) LE NOMBRE DE POLICIERS RETRAITÉS ; C) LE NOMBRE DE SUICIDES RÉALISÉS AVEC UNE ARME DE SERVICE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) Le nombre de tentatives de suicide est une donnée non disponible.
- B) Le nombre de tentatives de suicide est une donnée non disponible.
- C) Aucun pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

EN 2024-2025, VEUILLEZ NOUS DIRE LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT EU ACCÈS À UNE THÉRAPIE POUR DÉPENDANCE (ALCOOL, DROGUE, JEUX, AUTRE) PAR TYPE D'EMPLOI (POLICIER, ENQUÊTEUR, ETC).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté offre le service de thérapie pour dépendance dans le cadre de son programme de bilans annuels psychologiques adaptés (BAPA) et le programme d'aide aux employés. Par contre, la Sûreté ne tient aucun registre quant aux personnes ayant eu accès à ce type de thérapie, ni au nombre, ni au type d'emploi puisque cette information est confidentielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TOUT ANALYSE OU DOCUMENT RÉALISÉ AU SUJET DE VILLES DE PLUS DE 50 000 HABITANTS ET PLUS QUI SOUHAITERAIENT SE DÉPARTIR DE LEUR CORPS DE POLICE MUNICIPALE EN OPTANT POUR UNE COUVERTURE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, INCLUANT L'ESTIMATION DES COÛTS ET LES EFFETS SUR L'EFFECTIF POLICIER.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TOUT ANALYSE OU DOCUMENT RÉALISÉS AU SUJET DE MODIFICATIONS À LA TARIFICATION DES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AUX MUNICIPALITÉS,
NOTAMMENT AU CHAPITRE DE LA FORMULE SERVANT À RÉPARTIR LES COÛTS ENTRE LE PROVINCIAL ET LE PALIER MUNICIPAL.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA DIVISION DES MESURES D'URGENCE (DMU) DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, VEUILLEZ NOUS FOURNIR, PAR ÉQUIPE SPÉCIALISÉE ET PAR ANNÉE DEPUIS 2020 : A) LE NOMBRE D'EFFECTIFS À TEMPS COMPLET, PAR CORPS D'EMPLOI ; B) LE NOMBRE D'EFFECTIFS À TEMPS PARTIEL, PAR CORPS D'EMPLOI ; C) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Postes policiers autorisés à temps complet						
	Février 2020	Février 2021	Février 2022	Février 2023	Janvier 2024	Janvier 2025
Modules d'intervention Mascouche						
Policiers	9	14	15	15	15	15
Module d'intervention St-Hubert						
Policiers	11	13	16	17	17	24
Module d'intervention Québec						
Policiers	18	21	22	22	22	22
Équipe de recherche terrestre						
Policiers	2	2	2	3	4	4
Équipe équestre						
Policiers	0	0	1	2	2	2
Équipe hélicoptérée						
Policiers	1	1	1	1	1	1
Équipe plongée						
Policiers	6	6	6	6	6	9
Équipe sauvetage						
Policiers	6	5	7	8	9	9
Module canin						
Policiers	10	12	13	14	19	19
Équipe des techniciens en explosifs						
Policiers						13
Total	63	74	83	88	95	118

c) les budgets de fonctionnement de ces unités sont incluses dans les enveloppes régulières de la Sûreté.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

BILAN ET STATISTIQUES DES 3 DERNIÈRES ANNÉES CONCERNANT LE NOMBRE DE PLAINTES ET D'INTERVENTIONS POUR DES CAS DE : A) SUICIDE ; B) TENTATIVE DE SUICIDE ; C) VIOLENCE CONJUGALE ; D) PROBLÈMES CONJUGAUX ; E) SANTÉ MENTALE ; F) AUTRE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A), B)

	2022-2023	2023-2024	2024-2025*
Type de dossier	12 mois	12mois	10 mois
MORT - SUICIDE	480	435	371
TENTATIVE DE SUICIDE	2 716	2 916	2 373
Total général	3 196	3 351	2 744

C)

	2022-2023	2023-2024	2024-2025*
Type de dossier	12 mois	12 mois	10 mois
Violence conjugale	9 183	10 515	9 315

D) et E)

	2022-2023	2023-2024	2024-2025*
Type de dossier	12 mois	12 mois	10 mois
État mental perturbé	25 441	28 266	22 779

*Période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LES INVESTISSEMENTS EN ÉQUIPEMENT SPÉCIALISÉ, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, POUR LA PÉRIODE 2024-2025, ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.
VEUILLEZ INDIQUER LA LISTE ET LE NOMBRE DE CES ÉQUIPEMENTS. ^{(1) (2)}**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Coût (\$) au 31 janvier 2025	Quantités acquises
Appareil respiratoire et détecteur de métaux	58 857	28
Autres (équipements de sécurité, habits de protection, unités canines, etc.)	504 206	88
Pistolets taser, autres types d'armes et accessoires pour les armes	2 841 514	563
Cinémomètres	1 320 882	533
Équipement de plongée	12 384	6
Lunettes de vision (d'approche, jumelle)	16 267	7
Outils (Scie à béton, lampe)	52 970	18
TOTAL :	4 807 079	1 243

(1) : Les prévisions pour 2025-2026 ne sont pas disponibles.

(2) : Les dépenses dans les différentes catégories sont comptabilisées au Grand quartier général, à Montréal, bien qu'elles servent à l'ensemble du territoire par attribution temporaire : lutte au terrorisme, unités d'urgence, groupe d'intervention, enquêtes criminelles, sécurité routière, télécommunication et autres. Cette liste ne comprend pas les dépenses d'immobilisations reliées au parc automobile et à l'informatique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**CONCERNANT LES MANQUES D'EFFECTIFS DANS LA SQ, VEUILLEZ NOUS FOURNIR, PAR CORPS D'EMPLOI : A) LES EFFECTIFS MANQUANTS EN 2024-2025;
B) L'ESTIMATION DES EFFECTIFS À COMBLER EN 2025-2026, 2026-2027 ET 2027-2028.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- a) Aucun effectif policier manquant au 31 janvier 2025.
215 postes civils au 31 janvier 2025

- b) Différents scénarios sont sous analyse.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LES DEMANDES D'AJOUT D'EFFECTIFS FORMULÉES PAR LA SQ AU MSP EN 2024-2025 ET 2025-2026, VENTILÉES PAR CORPS D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Corps d'emploi	Nombre
Agent et sergent	14
Professionnel	1
Technicien et personnel de bureau	3
Total	18

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LES DEMANDES D'AJOUT D'EFFECTIFS AUTORISÉES PAR LE MSP EN 2024-2025 ET 2025-2026, VENTILÉES PAR CORPS D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Corps d'emploi	Nombre
Agent et sergent	14
Professionnel	1
Technicien et personnel de bureau	3
Total	18

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LES DEMANDES D'AJOUT D'EFFECTIFS AUTORISÉES PAR LE MSP ET MISES EN PLACE EN 2024-2025, VENTILÉES PAR CORPS D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Corps d'emploi	Nombre
Agent et sergent	14
Professionnel	1
Technicien et personnel de bureau	2
Total	17

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE PRÊTS DE SERVICES DE LA SQ ENVERS UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL EN 2024-2025 EN INDIQUANT : A) LES RAISONS; B) LE CORPS DE POLICE OÙ LE PRÊT DE SERVICE A ÉTÉ DEMANDÉ; C) LE NOMBRE DE POLICIERS, VENTILÉS PAR CORPS D'EMPLOI; D) LE NOMBRE DE JOURNÉES AUTORISÉES; E) LES COÛTS ENGAGÉS PAR LA SQ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A); B); C); E);

Corps de police municipal	Corps d'emploi	Raison	Nombre de policiers	Coûts engagés par la SQ
Service de police de la Ville de Saguenay	Sergent	Violence armée	4	19 328\$
Service de police de la Ville de Québec	Sergent	« Task force » violence armée	1	22 868\$
Service de police de la Ville de Québec	Sergent	Violence armée	7	287 283\$

D) Les policiers sont prêtés à temps plein aux corps policiers mentionnés. Par conséquent, ils effectuent toutes les journées de travail prévues à leur horaire pour la durée du prêt.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 20 SEPTEMBRE 2024, LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ADRESSAIT UNE LETTRE AU MAIRE DE LA VILLE DE QUÉBEC EN LUI DISANT : « J'AI RÉCEMMENT PU ÉCHANGER AVEC LA SQ, ET CELLE-CI S'EST MONTRÉE DISPOSÉE À FOURNIR L'ASSISTANCE NÉCESSAIRE À VOTRE CORPS DE POLICE EN MOBILISANT DES RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES SOIT, PAR EXEMPLE, EN PRÊTANT DES EFFECTIFS SPÉCIALISÉS EN CRIME ORGANISÉ OU EN CONTRÔLE D'ARMES À FEU, DES SPÉCIALISTES EN RENSEIGNEMENTS OU DES ENQUÊTEURS. CELLES-CI SERAIENT MISES À LA DISPOSITION DE VOTRE SERVICE DE POLICE AFIN DE LES ASSISTER, ET CE, AUSSITÔT QUE VOUS LE JUGEREZ NÉCESSAIRE. » EN LIEN AVEC CETTE OFFRE DU MINISTRE, VEUILLEZ NOUS DÉTAILLER L'ASSISTANCE OFFERTE PAR LA SQ À LA VILLE DE QUÉBEC (SPVQ) EN DÉTAILLANT : A) LE TYPE DE SERVICE (EX : EFFECTIFS SPÉCIALISÉS, ENQUÊTEURS, ETC.) B) LA DURÉE DES SERVICES (ÉCRIRE LA DATE DE DÉBUT ET LA DATE DE FIN POUR CHACUN DES SERVICES) C) LE NOMBRE DE POLICIERS ENVOYÉS AU SPVQ, PAR CORPS D'EMPLOI; D) LE NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES PAR DES POLICIERS DE LA SQ POUR LE SPVQ. VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS FOURNIR LES COÛTS EN SALAIRE; E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES EFFECTUÉES PAR DES POLICIERS DE LA SQ POUR LE SPVQ. VEUILLEZ NOUS FOURNIR LES COÛTS POUR LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE; F) LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS ET D'HÉBERGEMENT POUR LES POLICIERS DE LA SQ EN AIDE AU SPVQ. G) LES COÛTS TOTAUX POUR LA SQ POUR L'AIDE APPORTÉE AU SPVQ; H) LES FRAIS CHARGÉS À LA VILLE DE QUÉBEC.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Enquêteurs
B) Du 4 novembre 2024 au 2 mars 2025
C) Sept (7) Sergents enquêteurs
D) Nombre d'heures : 2 772 Salaires incluant les primes et contributions d'employeur : 226 876\$
E) Nombre d'heures supplémentaires : 665 heures Coûts : 60 240\$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 20 SEPTEMBRE 2024, LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ADRESSAIT UNE LETTRE AU MAIRE DE LA VILLE DE QUÉBEC EN LUI DISANT : « J'AI RÉCEMMENT PU ÉCHANGER AVEC LA SQ, ET CELLE-CI S'EST MONTRÉE DISPOSÉE À FOURNIR L'ASSISTANCE NÉCESSAIRE À VOTRE CORPS DE POLICE EN MOBILISANT DES RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES SOIT, PAR EXEMPLE, EN PRÊTANT DES EFFECTIFS SPÉCIALISÉS EN CRIME ORGANISÉ OU EN CONTRÔLE D'ARMES À FEU, DES SPÉCIALISTES EN RENSEIGNEMENTS OU DES ENQUÊTEURS. CELLES-CI SERAIENT MISES À LA DISPOSITION DE VOTRE SERVICE DE POLICE AFIN DE LES ASSISTER, ET CE, AUSSITÔT QUE VOUS LE JUGEREZ NÉCESSAIRE. » EN LIEN AVEC CETTE OFFRE DU MINISTRE, VEUILLEZ NOUS DÉTAILLER L'ASSISTANCE OFFERTE PAR LA SQ À LA VILLE DE QUÉBEC (SPVQ) EN DÉTAILLANT : A) LE TYPE DE SERVICE (EX : EFFECTIFS SPÉCIALISÉS, ENQUÊTEURS, ETC.) B) LA DURÉE DES SERVICES (ÉCRIRE LA DATE DE DÉBUT ET LA DATE DE FIN POUR CHACUN DES SERVICES) C) LE NOMBRE DE POLICIERS ENVOYÉS AU SPVQ, PAR CORPS D'EMPLOI; D) LE NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES PAR DES POLICIERS DE LA SQ POUR LE SPVQ. VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS FOURNIR LES COÛTS EN SALAIRE; E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES EFFECTUÉES PAR DES POLICIERS DE LA SQ POUR LE SPVQ. VEUILLEZ NOUS FOURNIR LES COÛTS POUR LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE; F) LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS ET D'HÉBERGEMENT POUR LES POLICIERS DE LA SQ EN AIDE AU SPVQ. G) LES COÛTS TOTAUX POUR LA SQ POUR L'AIDE APPORTÉE AU SPVQ; H) LES FRAIS CHARGÉS À LA VILLE DE QUÉBEC.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

F) 167\$

G) 287 283\$

H) Aucuns frais chargés à la Ville de Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**L'EFFECTIF (POLICIERS/CIVILS) AU 31 JANVIER 2025, RÉPARTI PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL, AVEC VENTILATION POUR LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX PATROUILLES
AUTOROUTIÈRES.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉGIONS	En place au 31 janvier 2025		Répartition par quart de travail des effectifs en place (incluant 352 effectifs affectés à la desserte autoroutière)					
	Civils (réguliers)	Policiers	Jour		Relèves (jour-soir/jour-soir-nuit)*		Nombre moyen de personnes par relève	
			Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers
Montérégie	173	966	146	565	27	401	7	80
Estrie - Centre-du-Québec	117	671	101	304	16	367	4	73
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	203	910	183	493	20	417	5	83
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	80	482	64	217	16	265	4	53
Mauricie-Lanaudière	185	805	127	430	58	375	15	75
Outaouais-Laurentides	72	535	65	232	7	303	2	61
Côte-Nord - Saguenay-Lac-Saint-Jean	99	490	81	252	18	238	5	48
Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec	55	390	45	144	10	246	3	49
Grand quartier général	1 154	872	1 153	714	1	158	0	32
Total	2 138	6 121	1 965	3 351	173	2 770	43	554

* Les relèves peuvent différer d'un district à l'autre et entre les unités du Grand quartier général.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE NOUVEAUX POLICIERS ENGAGÉS EN 2024-2025 PAR DISTRICT, EN INDIQUANT LE PROVENANCE DES POLICIERS ENGAGÉS (EX : NICOLET, SPVM, SPVQ, ETC.)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre de policiers engagés entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025 : **280**

Répartition du nombre de policiers engagés pour cette même période par district et pour la Direction de la sécurité des réseaux de transport (DSRT) :

Catégorie	DSRT	Est	Nord	Ouest	Sud	Total
Recrues	32	21	65	75	83	276
Séniors	1	1	0	2	0	4
Total	33	22	65	77	83	280

Provenance des policiers engagés :

GRC : 1

Forces armées canadiennes : 1

Autres corps de police : 81

Sans expérience policière : 193

Sûreté du Québec : 4 (policiers séniors)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LES DONNÉES CONCERNANT LES DÉPARTS DES POLICIERS ET DES POLICIÈRES, AVANT L'ÂGE DE LA RETRAITE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, 11 policiers ont quitté pour la retraite avant le nombre d'années de service requis pour une retraite sans réduction.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE POUR 2024-2025, VENTILÉS PAR CORPS DE POLICE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, il y a eu 110 départs policiers à la retraite.

Catégorie d'emploi	Nombre
Inspecteur-chef	1
Inspecteur	2
Capitaine	7
Lieutenant	8
Sergent	54
Agent	38
Total général	110

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC.) POUR LES POLICIERS, ET (CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC.),
POUR LES CIVILS AU 31 JANVIER 2025.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>EFFECTIFS POLICIERS RÉGULIERS (en place au 31 janvier 2025)</u>		<u>EFFECTIFS CIVILS RÉGULIERS (en place au 31 janvier 2025)</u>	
Directeur général	1		
Directeurs généraux adjoints	5		
Inspecteurs-chefs	18	Cadres	77
Inspecteurs	37	Professionnels	672
Capitaines	80	Techniciens	465
Lieutenants	211	Personnel de bureau	890
Sergents	2 320	Ouvriers	34
Agents et agents sur horaires variables	3 449		
TOTAL	6 121	TOTAL	2 138

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU
31 MARS 2025.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec	
<u>RÉPARTITION DE L'EFFECTIF POLICIER RÉGULIER (en place au 31 janvier 2025)</u>	
Direction générale	113
Administration*	156
Affaires organisationnelles	20
Enquêtes criminelles	1 900
Surveillance du territoire	3 932
TOTAL :	6 121

* Cette catégorie regroupe les instructeurs de l'ENPQ, le personnel libéré pour activités syndicales ainsi que les membres non assignés.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LA RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION [PROVINCIAUX/MUNICIPAUX], VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2024-2025 ET INDIQUER LE NOMBRE DE CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2024 SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 :			
Constats d'infraction :		<u>Autoroutes</u>	<u>Autre route numérotée ou non numérotée</u>
Provinciaux	176 114	107 485	68 629
Municipaux	181 192	1 630	179 562
Avis de vérification technique	99 672		
Avis de vérification mécanique	7 005		
Conduite dangereuse	804		
Capacité de conduite affaiblie	6 459		
Délits de fuite	6 330		
TOTAL	477 576		

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS, PAR POSTE, DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ À LA SQ, EN PRÉCISANT LE TYPE D'ACTIVITÉ AUQUEL EST RELIÉ LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE POUR LA PÉRIODE 2024-2025*. FOURNIR LA VENTILATION SALARIALE POUR CHAQUE SEGMENT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: SÛRETÉ DU QUÉBEC

	OPÉRATIONS RÉGULIÈRES									Opérations	TOTAL
	Formation (temps de déplacement)	Présence à la cour 55-56-57	Détection 30	Drogues et stupéfiants 22	Sécurité routière 10 - 25	Patrouille préventive 65	Autre travail policiers 50	Présence postes MRC 85	Divers ** 15-21-23-24 40-49-60-61	Spéciales 45	HEURES EFFECTUÉES
<u>DISTRICTS ET RÉGIONS</u>											
District Sud	100	21	11		4		312	41	2 564	2 811	5 863
Région Montérégie	1 766	2 123	11 401	709	914	543	2 349	48 842	2 967	29 239	100 854
Région Estrie - Centre du Québec	1 792	2 208	7 480	1 327	2 153	328	2 050	50 928	4 494	32 323	105 083
District Est	190	59	11		16		69		1 399	1 633	3 377
Région Capitale Nationale - Chaudière - Appalaches	2 263	2 343	12 324	1 239	2 341	163	1 450	38 569	2 134	46 600	109 425
Région Bas Saint Laurent - Gaspésie - Îles de la Madeleine	1 821	2 654	9 468	1 106	1 470	1 582	2 295	38 224	2 067	35 467	96 154
District Ouest	251	80	144		27		138	0	2 868	3 021	6 531
Région Mauricie - Lanaudière	1 722	2 080	10 286	57	1 281	1 998	986	52 437	2 393	58 450	131 692
Région Outaouais - Laurentides	2 261	1 786	10 960	68	6 551	349	1 275	38 537	1 350	38 027	101 164
Région autouroutière du Grand Montréal											0
District Nord	41	74	158	17	355		98		1 471	5 728	7 941
Région Côte Nord - Saguenay Lac-Saint- Jean	1 733	2 330	6 909	477	5 196	334	1 128	51 900	1 676	44 992	116 676
Région Abitibi - Temiscamingue - Nord du Québec	1 772	1 343	6 943	565	3 147	39	2 415	29 071	2 032	44 555	91 881
S/total - districts & régions	15 712	17 102	76 096	5 562	23 455	5 335	14 565	348 550	27 415	342 847	876 641
<u>GQG</u>											
Direction générale	2		1					311			313
Exécutif	33	33	314		549		3 203	2 288	168	3 339	9 928
Direction principale stratégie affaires Institutionnelles	2	6	2 486		3		119	96	458	17	3 186
Affaires organisationnelles	10	20	121				68	7	224	2 615	3 065
Administration	9 166	37	154		34		6 226	4	346	2 627	18 594
Enquêtes criminelles	10 237	8 431	70 679	8 758	130	20	2 587	114	2 568	314 435	417 960
Surveillance du territoire	3 466	2 000	4 761	3	7 873	35 063	5 752	4 589	1 641	98 410	163 559
S/total - GQG	22 915	10 527	78 516	8 761	8 590	35 083	17 955	7 098	5 716	421 444	616 605
TOTAL - SQ	38 627	27 630	154 613	14 323	32 045	40 418	32 520	355 648	33 131	764 290	1 493 246
%	2,59%	1,85%	10,35%	0,96%	2,15%	2,71%	2,18%	23,82%	2,22%	51,18%	100,00%

* Temps supplémentaire policiers au 31 janvier 2025

** Incluant les activités suivantes : 15 (transport routier), 21 (moralité), 23 (alcool), 24 (jeux et loterie), 40 (protection et surveillance), 49 (bloc cellulaire - gardiennage), 60 (travail de bureau) et 61 (activité administrative).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ENREGISTRÉES DANS SITHAR, PAR CODE (EX : OPÉRATION D'URGENCE, PRÉSENCE MINIMALE MRC, ETC.) PAR MOIS ET PAR ANNÉE, POUR 2022-2023, 2023-2024 ET 2024-2025. VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS FOURNIR LA LISTE DES CODES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 129 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS, PAR DISTRICT, DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE OBLIGATOIRE EFFECTUÉ À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR 2024-2025. FOURNIR LA VENTILATION DE CES DONNÉES PAR DISTRICT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les systèmes de la Sûreté ne permettent pas d'isoler l'information demandée.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE D'HEURES EN TEMPS SUPPLÉMENTAIRE ENREGISTRÉES DANS SITHAR POUR « PRÉSENCE MINIMALE MRC ». VEUILLEZ NOUS FOURNIR L'INFORMATION PAR MOIS, DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2018.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre d'heures en temps supplémentaire enregistrées dans SITHAR pour « présence minimale poste MRC » pour l'année financière 2024-2025 (au 31 janvier 2025) :

Mois	Heures
Avril 2024	26 633
Mai 2024	26 960
Juin 2024	37 582
Juillet 2024	53 432
Août 2024	58 314
Septembre 2024	34 872
Octobre 2024	30 926
Novembre 2024	25 157
Décembre 2024	35 667
Janvier 2025	26 105
Total	355 648

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LE NOMBRE DE POLICIERS EN ARRÊT DE TRAVAIL, VENTILÉS PAR TYPE D'EMPLOI (PATROUILLEURS, ENQUÊTEURS, ETC.) PAR RÉGION ET PAR TYPE D'ARRÊT DE TRAVAIL (SANTÉ MENTALE, BLESSURE, ETC.)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En date du 31 janvier 2025, 373 policiers étaient en arrêt de travail de plus de 3 jours.

Par corps d'emploi	
Agent et sous-officier	368
Officier	5
Total	373

Par région	
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	29
Estrie-centre du Québec	22
Grand Quartier Général (MTL):	118
Montérégie	27
Abitibi-Témiscamingue-Nord-Du-Québec	12
Bas St-Laurent-Gaspésie-Iles de la Madelaine	35
Côte-Nord Saguenay-Lac-St-Jean	37
Mauricie-Lanaudière	60
Outaouais-Laurentides	33
Total	373

Par regroupement de diagnostic	
Santé physique	210
Santé mentale	163
Total	373

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ FOURNIR LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE PAR LA SQ POUR OFFRIR DU SOUTIEN EN SANTÉ MENTALE POUR SES POLICIERS ET L'ENSEMBLE DE SON PERSONNEL. POUR CHACUNE DE CES MESURES, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LES SOMMES CONSACRÉES PAR LA SQ ET LE NOMBRE DE PERSONNES Y AYANT EU RECOURS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Mesures mises en place	Nombre de personnes y ayant eu accès
Programme de prévention du suicide	Non disponible
Programme du réseau des sentinelles	Non disponible
Programme d'aide aux employés	1071
Programme de premiers soins psychologiques (PSP)	Non disponible
Séance de renforts psychologiques	11
Programme de services spécialisés	469
Programme de bilan et d'aide psychologique adaptée (BAPA)	405
Accompagnement d'employés et des gestionnaires	711

Le coût total des mesures en santé mentale s'élève à 796 777\$ au 31 janvier 2025. Voir la réponse à la question 52 des demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS NÉCESSITANT UNE REQUALIFICATION ANNUELLE. POUR CHACUNE DES FORMATIONS, VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE POURCENTAGE DES EMPLOYÉS AYANT FAIT LA REQUALIFICATION DANS LES DÉLAIS REQUIS EN 2024-2025, PAR CORPS D'EMPLOI ; B) POUR LES EMPLOYÉS N'AYANT PAS FAIT LA QUALIFICATION DANS LES DÉLAIS REQUIS, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LE POURCENTAGE D'ENTRE EUX AYANT UNE QUALIFICATION DATANT DE 2 ANS, 3 ANS, 4 ANS ET 5 ANS ET PLUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le tableau ci-après présente les formations nécessitant une requalification annuelle et dresse le portrait de la requalification des effectifs à ces formations au 31 janvier 2025.

Il est à noter que dans le cas de certaines qualifications, les assignations, mutations, promotions et déplacements de personnel au sein de l'organisation pourraient justifier de ne pas requalifier un membre éligible à la requalification. Une prudence est de mise dans l'interprétation des résultats.

Requalification annuelle	Nombre de membre éligibles à la requalification annuelle en 2025	Requalifiés dans les délais requis	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans ou plus
Arme de service*	5778	3983 (69%)	1791 (31%)	371 (6%)	203 (4%)	315 (5%)
Arme à impulsions électriques (AIE)	1347	544 (40%)	415 (31%)	112 (8%)	97 (7%)	179 (13%)
Arme intermédiaire d'impact à projectile (AIIP)	120	56 (47%)	19 (16%)	9 (8%)	20 (17%)	16 (13%)
Arme de support	731	274 (37%)	299 (41%)	49 (7%)	39 (5%)	70 (10%)
Armes chimiques	197	35 (18%)	6 (3%)	14 (7%)	5 (3%)	137 (70%)
Armes intermédiaires d'impact – Le maître-instructeur	2	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	2 (100%)
Didactique de l'intervention physique - Le maître-instructeur	3	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	3 (100%)	0 (0%)
Emploi de la force - Instructeur	42	0 (0%)	0 (0%)	21 (50%)	9 (21%)	18 (43%)
MRO - Agent arrestation	227	67 (30%)	22 (10%)	13 (6%)	14 (6%)	111 (49%)
MRO - Arme intermédiaire d'impact à projectile (AIIP)	50	20 (40%)	4 (8%)	11 (22%)	0 (0%)	15 (30%)
MRO - Enquêteur	197	23 (12%)	30 (15%)	20 (10%)	22 (11%)	102 (52%)
MRO - Membre bouclier	952	205 (22%)	84 (9%)	51 (5%)	69 (7%)	543 (57%)
MRO - Officier et sous-officier	148	48 (32%)	20 (14%)	14 (9%)	11 (7%)	55 (37%)
MRO - USIO - Unité spécialisée d'interventions outillées	22	0 (0%)	0 (0%)	10 (45%)	0 (0%)	12 (55%)
Tir au pistolet - Le maître-instructeur**	5	5 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)

*Certaines requalifications ont été comptabilisées à deux reprises, qu'il s'agisse de reprises à la suite d'un échec, ou de membres qui auront participé à deux séances de tir (retours de congés de maladie, par exemple).

**Les résultats de ces requalifications qui se sont tenues en décembre 2024 n'ont pas été alimentés dans nos systèmes et ne figurent donc pas au dossier support. Ils sont confirmés par l'ÉNPNQ.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 14 FÉVRIER 2025, LE MINISTRE ANNONÇAIT L'ENTRÉE EN VIGUEUR D'UNE LIGNE DIRECTRICE SUR LA REQUALIFICATION DES POLICIERS EN MATIÈRE D'ARMES À FEU ET D'AGENTS CHIMIQUES. LA LIGNÉ DIRECTRICE ENTRAIT EN FONCTION LE 24 JANVIER 2025. EN LIEN AVEC CETTE NOUVELLE DIRECTIVE, VEUILLEZ NOUS DIRE, POUR CHACUNE DES ARMES OU AGENTS VISÉS PAR LA DIRECTIVE (AGENT CHIMIQUE, ARME À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES, ARME INTERMÉDIAIRE D'IMPACT À PROJECTILE, ARME DE SERVICE, ARME DE SUPPORT, FORMATEUR QUALIFIÉ ET REQUALIFICATION); A) LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIER QUI SONT ACTUELLEMENT CONFORME À LA DIRECTIVE, I.E. REQUALIFIÉ DANS L'ANNÉE CIVILE 2024 ET 2025. B) LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIER AYANT OBTENU UNE PROLONGATION D'UNE DURÉE MAXIMALE DE 45 JOURS PAR LE DIRECTEUR DE POLICE EN RAISON DE SA NON-REQUALIFICATION; C) LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIER AFFECTÉ À UNE AUTRE TÂCHE EN RAISON DE SON IMPOSSIBILITÉ À UTILISER SON ARME À FEU; D) LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIER AYANT ÉCHOUÉ SA REQUALIFICATION ET QUI A PU CONSERVER L'USAGE DE SON ARME POUR UNE PÉRIODE DE 45 JOURS E) LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIER AYANT RÉUSSI LA REPRISE À SA REQUALIFICATION;

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Voir la réponse à la question 135 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

B), C), D) et E) : la ligne directrice indique que ce n'est qu'à partir du 1 janvier 2026 que le policier non qualifié en 2025 se verra retirer l'arme concernée, à moins qu'une seule prolongation de 45 jours lui soit accordée par un représentant de l'organisation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

EFFECTIF AFFECTÉ AU BUREAU DU CONTRÔLEUR DES ARMES À FEU DU QUÉBEC.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Au 31 janvier 2025, les effectifs totaux dédiés au Bureau du contrôle des armes à feu et des explosifs (BCAFE) étaient de 95.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LA LISTE DES ACTIVITÉS DU CQDAAF

- Identification d'armes à feu
- Dépistage d'armes à feu (Démarche d'enquête effectuée afin d'identifier la provenance et/ou le dernier possesseur légitime de l'arme à feu)
- Rédaction des rapports de dépistage
- Analyse et renseignement criminel afin d'identifier de possibles trafiquants d'armes à feu
- Suivi des tendances en matière d'approvisionnement en armes à feu et en dispositifs prohibés au Québec
- Liaison avec les diverses agences pouvant être impliquées dans un dossier
- Ouverture d'enquête afin de valider le potentiel d'une enquête de trafic d'arme à feu

B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ

Période : 16 janvier 2023 au 31 janvier 2025

- Akwesasne Mohawk Police Service : 3 armes à feu
- Agence des services frontaliers du Canada : 164 armes à feu
- Bureau des enquêtes indépendantes : 1 arme à feu
- Eeyou Eenou Police Force : 15 armes à feu
- Gendarmerie royale du Canada : 104 armes à feu
- Kahnawake Mohawk Peacekeepers: 9 armes à feu
- Nunavik Police Service: 20 armes à feu
- Police de Manawan : 2 armes à feu
- Police de Pikogan : 1 arme à feu
- Police militaire (Valcartier) : 3 armes à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- Régie intermunicipale de Police Richelieu-Saint-Laurent : 42 armes à feu
- Régie intermunicipale de Police Roussillon : 158 armes à feu
- Régie intermunicipale de Police Thérèse-de-Blainville : 6 armes à feu
- Service de police de Essipit : 6 armes à feu
- Service de police de Wendake : 3 armes à feu
- Service de police de l'agglomération de Longueuil : 317 armes à feu
- Service de police de Laval : 95 armes à feu
- Service de police de Lac-Simon : 6 armes à feu
- Service de police MRC des Collines : 4 armes à feu
- Service de police de la Ville de Gatineau : 58 armes à feu
- Service de police de la Ville de Montréal : 691 armes à feu
- Service de police de la Ville de Québec : 206 armes à feu
- SM Blainville : 1 arme à feu
- SM Bromont : 1 arme à feu
- SM Châteauguay : 9 armes à feu
- SM Granby : 28 armes à feu
- SM L'Assomption : 11 armes à feu
- SM Lévis : 46 armes à feu
- SM Memphrémagog : 64 armes à feu
- SM Mirabel : 35 armes à feu
- SM Repentigny : 7 armes à feu
- SM Saguenay : 45 armes à feu
- SM Saint-Eustache : 8 armes à feu
- SM Saint-Jean-sur-Richelieu : 30 armes à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- SM Saint-Jérôme : 28 armes à feu
- SM Sherbrooke: 19 armes à feu
- SM Terrebonne: 56 armes à feu
- SM Trois-Rivières : 75 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Est : 1004 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Nord : 639 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Ouest : 1006 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Sud : 1124 armes à feu

C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION

Période : 16 janvier 2023 au 31 janvier 2025

- 01 – Bas-Saint-Laurent : 95 armes à feu
- 02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean : 270 armes à feu
- 03 – Capitale-Nationale : 700 armes à feu
- 04 – Mauricie : 240 armes à feu
- 05 – Estrie : 702 armes à feu
- 06 – Montréal : 883 armes à feu
- 07 – Outaouais : 272 armes à feu
- 08 – Abitibi-Témiscamingue : 177 armes à feu
- 09 – Côte-Nord : 206 armes à feu
- 10 – Nord-du-Québec : 79 armes à feu
- 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : 140 armes à feu
- 12 – Chaudière-Appalaches : 353 armes à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- 13 – Laval : 115 armes à feu
- 14 – Lanaudière : 561 armes à feu
- 15 – Laurentides : 188 armes à feu
- 16 – Montérégie : 929 armes à feu
- 17 – Centre-du-Québec : 240 armes à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LE SUIVI APPORTÉ PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LA CNESST DANS LE RAPPORT D'INTERVENTION SUITE
AU DÉCÈS DE LA POLICIÈRE MAUREEN BREAU.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Dans le cadre d'une rencontre paritaire tenue le 16 novembre 2023, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) a présenté à la Sûreté du Québec (la Sûreté) son premier rapport d'intervention dressé à la suite du décès de la sergente Maureen Breau, survenu le 27 mars 2023. C'est au cours d'une intervention visant l'arrestation du suspect, monsieur Brouillard-Lessard, que la sergente Breau est décédée d'un traumatisme par arme blanche initié par le suspect.

Les dérogations émises par la CNESST, au nombre de quatre, portent sur :

1. L'évaluation des risques par la patrouille-gendarmerie lors d'une intervention planifiée;
2. L'évaluation des risques lors d'une intervention non planifiée : méthode et technique de travail sécuritaire;
3. La formation et le maintien des compétences des travailleuses et travailleurs en patrouille-gendarmerie;
4. La supervision des travailleuses et des travailleurs de la patrouille-gendarmerie.

Pour faire suite à ces dérogations, la Sûreté a nommé une mandataire afin de mettre sur pied un comité de travail. En plus d'un comité directeur, un comité de coordination a été formé. Ce dernier regroupe notamment les responsables des quatre sous-comités, chacun dédié à l'un des quatre grands thèmes du rapport. Au total, c'est plus de soixante collaborateurs qui participent aux travaux :

- Le sous-comité Évaluation des risques patrouille-gendarmerie pour les interventions planifiées ou non (dérogations 1 et 2);
- Le sous-comité Formation et maintien des compétences pour la patrouille-gendarmerie (dérogation 3);
- Le sous-comité Supervision patrouille-gendarmerie et organisation du travail (dérogation 4);
- Le sous-comité Santé et sécurité au travail (partie 1 du rapport d'intervention).

Un premier projet de plan d'action a été présenté à la CNESST le 31 janvier 2024. Pour y faire suite, la CNESST a produit son deuxième rapport d'intervention le 5 avril. En juin 2024, l'avancement des travaux des 4 sous-comités a été partagé à la CNESST au cours de rencontres individuelles (13, 18, 19 et 20 juin). La CNESST a produit son troisième rapport d'intervention le 2 juillet 2024.

Finalement, c'est au cours des mois d'octobre et décembre 2024 que l'avancement des travaux des 4 sous-comités a été partagé à la CNESST (3 et 30 octobre et 9 et 10 décembre). La Sûreté est dans l'attente de la production du quatrième rapport d'intervention de la CNESST. Le statut des quatre dérogations adressées à la Sûreté demeure le même, soit « en cours ». Les travaux de l'ensemble des équipes dédiées à ce mandat se poursuivent.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LA LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LA LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR CONCLUSION, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2024-2025, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

NOM DE L'AVOCAT OU DE LA FIRME	SOMMES POUR LA DÉONTOLOGIE SEULEMENT DU 1^{er} AVRIL 2024 AU 31 JANVIER 2025
Boucher Cabinet d'avocats	5 785 \$
Conseillers Fiset et associés	354 562 \$
Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	24 384 \$
Étude Légale N. Touma inc.	4 918 \$
Marco Gaggino Avocat inc.	114 417 \$
Martin, Brigitte (services juridiques)	6 603 \$
Schneider, Girard & Associés s.e.n.c.	29 170 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

PRODUIRE LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (AGRANDISSEMENT, RÉNOVATION OU CONSTRUCTION) POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. COPIE DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE À LA SUITE DE LA RÉFLEXION QUI S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

EMPLACEMENT	Coût \$
BAS-SAINT-LAURENT	
Reconstruction du poste de Témiscouata-sur-le-lac	25 000 000
CÔTE-NORD	
Reconstruction du poste de Blanc-Sablon	14 250 000
Réaménagement du Quartier général de Baie-Comeau	13 505 000
ESTRIE-CENTRE-DU-QUÉBEC	
Construction du poste de la MRC de la Haute-Yamaska (Waterloo)	23 126 800
NORD-DU-QUÉBEC	
Construction du poste de police de Chapais-Chibougamau	25 024 200
DIVERSES RÉGIONS	
Réaménagement fonctionnel dans le cadre de relocalisation	300 000
Études de projet	1 731 400
TOTAL	102 937 400

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LA LISTE DES INVESTISSEMENTS RÉELS FAITS EN 2024-2025 PAR LA SQ CONCERNANT SES INFRASTRUCTURES. VEUILLEZ DÉCRIRE BRIÈVEMENT LES TRAVAUX RÉALISÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<p>Les investissements requis dans les locaux occupés par la Sûreté sont effectués par la Société québécoise des infrastructures (SQI).</p>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS INDIQUER POUR 2024-2025 ET LES 5 DERNIÈRES ANNÉES: A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS À LA CYBERCRIMINALITÉ; B) L'EFFECTIF DÉVOLU AUX ENQUÊTES SUR LA CYBERCRIMINALITÉ PAR CORPS D'EMPLOI; C) LE NOMBRE DE PLAINTES OFFICIELLES DÉPOSÉES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; D) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS CONCERNANT DES CAS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; E) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec						
A) Voir la réponse à la question B)						
B)	<u>2024-2025</u> (31 janvier 2025)	<u>2023-2024</u> (29 février 2024)	<u>2022-2023</u> (28 février 2023)	<u>2021-2022</u> (28 février 2022)	<u>2020-2021</u> (28 février 2021)	<u>2019-2020</u> (31 mars 2020)
<u>Vigie de la cybercriminalité</u>						
Policiers SQ	32	37	26	30	28	23
Civils SQ	13	6	11	10	13	12
	45	43	37	40	41	35
<u>Enquêtes sur l'exploitation sexuelle des enfants sur l'internet</u>						
Policiers SQ	24	22	26	23	26	23
Civils SQ	3	2	3	2	3	5
Policiers GRC	1	2	2	1	1	0
	28	26	31	26	30	28
<u>Extraction de données</u>						
Policiers SQ	24	28	28	26	24	23
Civils SQ	8	7	4	8	10	9
	32	35	32	34	34	32
<u>Total</u>						
Policiers SQ	80	87	80	79	78	69
Civils SQ	24	15	18	20	26	26
Policiers GRC	1	2	2	1	1	0
	105	104	100	100	105	95

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS INDIQUER POUR 2024-2025 ET LES 5 DERNIÈRES ANNÉES: A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS À LA CYBERCRIMINALITÉ; B) L'EFFECTIF DÉVOLU AUX ENQUÊTES SUR LA CYBERCRIMINALITÉ PAR CORPS D'EMPLOI; C) LE NOMBRE DE PLAINTES OFFICIELLES DÉPOSÉES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; D) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS CONCERNANT DES CAS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; E) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- C) Nombre de plaintes officielles déposées**
- D) Nombre de signalements**
- E) Nombre d'enquêtes ouvertes**
- F) Nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations**

Les systèmes de la Sûreté ne permettent pas de répondre aux questions formulées puisqu'il n'est pas possible de ventiler les données relatives aux infractions qui ont été perpétrées au moyen d'une technologie et dans le cyberspace. Soulignons qu'une forte proportion de crimes sont commis à l'aide d'un ordinateur (ex. menaces via les médias sociaux, intimidation) et d'autres où l'ordinateur est la cible (ex. un rançongiciel). La Division des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers (DESCCF) n'est pas en mesure de ventiler l'ensemble des dossiers où l'ordinateur est un outil pour commettre un crime, puisqu'elle demeure en assistance dans plusieurs cas, et n'est pas systématiquement impliquée dans tous les dossiers où un ordinateur a permis la commission d'une infraction. Des démarches sont en cours pour apporter des modifications au module d'information policière (MIP) afin d'éventuellement pouvoir extraire ce type de données.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

MESURES EN PRÉVENTION DE LA CYBERCRIMINALITÉ

Plusieurs programmes, projets et outils préventifs ont été diffusés à la population en 2024-2025 :

Trousse CyberSûreté

La Sûreté a développé en 2017 la Trousse CyberSûreté (mise à jour annuellement) afin de sensibiliser la clientèle interne et externe sur les risques associés à l'utilisation d'Internet, la cybercriminalité et les mesures de prévention à adopter pour se protéger.

La Trousse s'adresse aux élèves du niveau primaire (6 à 12 ans), aux élèves du niveau secondaire (13 à 17 ans), aux parents, aux intervenants et à la population générale.

La Trousse inclut :

- Des présentations par niveau scolaire (parmi les derniers outils développés) :
 - Mission : CyberFutés (1^{re} et 2^e année) : Cet outil initie les élèves à la notion du respect en ligne et aide à identifier les adultes de confiance dans leur entourage pour s'y référer au besoin. Il met en lumière le contenu non adapté sur Internet pour les enfants âgés entre 6 à 8 ans.
 - Mission Sécuri-T (5^e et 6^e année) : Cet outil rappelle les dangers liés à l'utilisation d'Internet, mais vise principalement à sensibiliser les enfants aux phénomènes de la cyberintimidation, du sextage et de la violence dans les relations amoureuses. Une version adaptée pour les communautés autochtones est également disponible;
 - Mission Techno-LOGIQUE (1^{re} et 2^e secondaire) : Cet outil vise à sensibiliser les adolescents aux répercussions que peut avoir la divulgation de renseignements sur Internet, à les conscientiser aux conséquences de l'imprudence en ligne (ex. conséquences d'activer la géolocalisation sur leurs appareils) et à les conseiller sur quoi faire en cas de cyberintimidation en ligne. Une version adaptée pour les communautés autochtones est également disponible;
 - La violence entre partenaires intimes chez les adolescents (3^e, 4^e et 5^e secondaire) : À partir de la vidéo « 24 heures textos » conçue par l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes (en collaboration avec le Y des femmes de Montréal), l'outil présente l'évolution d'une relation amoureuse entre deux adolescents. Il a pour principaux objectifs de sensibiliser les jeunes à la violence entre partenaires intimes en abordant des notions relatives aux relations saines et malsaines, de consentement, d'intimidation ainsi que de cyberharcèlement.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- Des fiches d'informations destinées aux policiers et au grand public, par exemple :
 - Fiche J'expose des solutions : Traite de la problématique de la cyberintimidation, dont le phénomène « Tik Tok J'expose ». L'outil est destiné aux élèves, aux parents ainsi qu'aux intervenants scolaires;
 - Fiche Tik Tok : les principaux risques : Traite de l'utilisation de l'application.
- Outils pour les parents :
 - Guide Mission parents informés : Vise à informer les parents des risques liés à l'utilisation des récentes technologies et à leur fournir des conseils;
 - Ressources à consulter : Vise à informer des ressources disponibles concernant les risques liés à l'utilisation des récentes technologies et des dangers associés à l'utilisation d'Internet.

Trousse en prévention de la fraude

Cette trousse d'information permet de sensibiliser la clientèle interne et externe à l'adoption de comportements sécuritaires afin de se prémunir contre les fraudes, incluant les cyberfraudes. Des aide-mémoires pour les policiers et des outils de sensibilisation destinés au public (aide-mémoire, présentation PowerPoint, livret, signet, vidéo, affiche) sont inclus dans la Trousse. Parmi les derniers outils développés :

- Présentation Décrypter la fraude (population générale) : Cet outil est destiné à la population générale et aborde l'évolution de la fraude, les situations à risque, les réflexes à adopter et l'importance de déclarer la fraude aux autorités.
- Capsule vidéo SQtv Prévention – 4 conseils d'achats en ligne sécuritaires (population générale) : Cet outil vise à présenter des conseils pertinents aux citoyens afin que ceux-ci protègent adéquatement leurs données personnelles et procèdent à leurs achats en ligne sans inquiétude.

Projet SEXTO

Le projet SEXTO est un partenariat entre les écoles, la Sûreté et le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), qui permet d'intervenir rapidement et efficacement dans les situations de sextage chez les jeunes et ainsi limiter les répercussions importantes qu'elles peuvent occasionner.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La méthode d'intervention SEXTO permet de limiter et de faire cesser la propagation des images d'élèves qui revêtent un caractère sexuel, de réduire le délai d'intervention lorsque ces situations surviennent et d'éviter ou de diminuer les conséquences pour les victimes et les autres jeunes concernés. L'application de cette méthode d'intervention permet également de prévenir et sensibiliser les élèves ainsi que leurs parents au phénomène du sextage chez les adolescents.

Présentation *Gang et violence armée : Pièges ou réalités*

Cette présentation interactive traite de la problématique des gangs et de la violence armée chez les jeunes du 2^e et 3^e secondaire. L'objectif principal de cet outil est de sensibiliser les jeunes aux conséquences de l'adhésion à un gang, aux conséquences de l'escalade de la violence et aux enjeux entourant les armes. De plus, il tente de sensibiliser les jeunes aux risques des médias sociaux. Un nouveau volet abordant l'exploitation sexuelle a été ajouté à la présentation.

Géolocalisation et médias sociaux : outils de sensibilisation

Ces outils de prévention sont destinés aux services policiers, aux intervenantes en maisons d'hébergement pour femmes et aux victimes de violence entre partenaires intimes. Ils visent à sensibiliser aux dangers que représente la fonction de géolocalisation. Les outils sont présentés sous différents formats (affiche, dépliant, fiches multilingues, fiches conservation de la preuve, guide, etc.) et sont traduits en plusieurs langues.

La cyberviolence dans les relations amoureuses des jeunes

Ces outils (vidéos, fiches et guide) ont comme objectif principal d'informer les parents des diverses procédures du système judiciaire en matière jeunesse et des dispositions du Code criminel dans les cas de cyberviolence dans les relations amoureuses.

UNITÉ sans violence, exprimez-vous!

Le programme UNITÉ sans violence, exprimez-vous! (USV) vise à inciter les élèves de 5^e et 6^e année du primaire à prendre l'engagement de ne pas accepter la (cyber)violence et de s'exprimer adéquatement. Le programme n'est pas disponible au secondaire. Les membres de chaque UNITÉ sans violence deviennent des ambassadeurs et s'engagent à rencontrer les autres élèves pour leur parler du programme et de leurs engagements. Ils remettent aux élèves qui ont des comportements pacifiques des billets de récompense. À la fin du mois, des tirages de prix ont lieu parmi les ambassadeurs et les élèves ayant reçu des billets.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Atelier *La force de s'exprimer*

Cet outil a été conçu dans le cadre de l'actualisation du programme USV. Il prend la forme d'ateliers d'échanges avec les élèves 5^e et 6^e année du primaire sur des moyens pour les aider à réagir adéquatement lorsqu'ils sont confrontés à des situations violentes (incluant la cyberviolence). Quatre capsules vidéo sont visionnées en classe. Chacune des capsules illustre une situation de violence vécue en milieu scolaire. Pour chacune d'elles, trois façons différentes de réagir sont proposées. Des questions et réponses sont suggérées pour guider les échanges avec les élèves.

CLIPS-INTIMIDATION

Cet outil a été conçu par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Il est destiné aux élèves du premier cycle du secondaire (secondaire 1 et 2) et aux parents d'enfants âgés de 9 à 13 ans (3^e cycle du primaire et 1^{er} cycle du secondaire). L'outil CLIPS-INTIMIDATION vise à favoriser l'établissement de relations saines et harmonieuses chez les élèves afin de prévenir et de combattre la (cyber)intimidation et la violence à l'école.

Programme Aîné-Avisé

Ce programme demeure sous la responsabilité du Réseau FADOQ et vise à offrir aux aînés des séances d'information adaptées à leurs besoins sur la fraude et la maltraitance. Certains des sujets offerts traitent de cybercriminalité (fraude sur Internet, vol d'identité, cyberintimidation, etc.). La particularité des séances d'information Aîné-Avisé réside dans leur formule unique d'animation, qui combine le savoir d'un professionnel et l'expérience d'un aîné bénévole. Deux nouvelles capsules ont été développées en 2024:

- La fraude n'a pas d'âge ;
- Cohabiter, mais à quel prix ?

Notre mission policière : votre sécurité!

Cet outil de rapprochement est destiné aux groupes ethnoculturels (population générale, travailleurs temporaires, jeunes). Il prend la forme de présentations visant à informer et à sensibiliser les participants sur la mission policière et sur les enjeux de sécurité au quotidien. L'outil inclut aussi un volet « prévention de la criminalité », incluant la cybercriminalité, et un volet « prévention en sécurité routière ».

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Webinaires en prévention de la cybercriminalité (2024-2025)

Tenue de webinaires auprès des coordonnateurs régionaux en police communautaire (CRPC), des coordonnateurs locaux en police communautaire (CLPC), des policiers assignés au Programme d'intervention en milieu scolaire (PIMS) et des agents de liaison autochtone.

- Semaine de la prévention de la criminalité (24 octobre 2024):
 - Présentation « Décrypter la fraude »;
 - Aîné-Avisé.
- Mois de la prévention de la fraude (19 février 2025) :
 - Orientations nationales;
 - État de situation – fraudes liées aux cryptoactifs;
 - Mission : CyberFutés.

Campagnes préventives dans les médias sociaux

À l'occasion de campagnes préventives (ex. Semaine de la prévention de la criminalité, Mois de la prévention de la fraude, Mois de la sensibilisation à la cybersécurité), la Sûreté diffuse des publications dans les médias sociaux en matière de cybercriminalité. Parmi les publications récentes visant la cybercriminalité :

- 27 juin 2024 : publication portant sur le leurre, l'extorsion, l'exploitation sexuelle, le cyberharcèlement, la cyberintimidation et le contenu inapproprié;
- 10 octobre 2024 : repartage de la publication du ministère de la Cybersécurité et du Numérique, dont le sujet abordé était les victimes d'hameçonnage;
- 28 octobre 2024 : repartage de la publication du ministère de la Cybersécurité et du Numérique, dont le thème était les rançongiciels;
- 8 janvier 2025 : diffusion de la capsule vidéo sur les achats en ligne sur la chaîne YouTube SQtv-Prévention;
- 8 janvier 2025 : publication d'un communiqué de presse : « Restez vigilants lors d'achat entre particuliers »;
- 28 janvier 2025 : diffusion de la vidéo Alerte/Info : « Ne répondez pas à ces publications » sur la chaîne YouTube SQtv;
- 4 février 2025 : publication de conseils pour naviguer en toute sécurité sur Internet;
- 24 février 2025 : diffusion de la capsule vidéo abordant la sécurité en ligne sur la chaîne YouTube SQtv-Prévention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Texte en prévention de la cybercriminalité

- Mise à jour du texte : « Fraudes liées aux cryptoactifs : ne soyez pas la prochaine victime!

Partenariat avec le Centre canadien de protection de l'enfance

La Sûreté collabore depuis plusieurs années avec le Centre canadien de la protection de l'enfance (CCPE). Le CCPE rend disponibles plusieurs outils de prévention en fonction de l'âge du jeune, dont des fascicules, des livrets d'activités et des brochures. Le CCPE gère également deux plateformes de signalement en ligne : *AidezMoiSVP.ca* et *Cyberaide.ca*, auxquelles réfèrent la Sûreté dans ses outils préventifs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES CONCERNANT L'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (PHOTO PRODUITE GRÂCE À L'AIDE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, PORNOGRAPHIE, FRAUDE CHEZ LES AÎNÉS, ETC.)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les systèmes de la Sûreté ne permettent pas de répondre à la question formulée puisqu'il n'est pas possible d'isoler les données relatives aux infractions qui ont été perpétrées au moyen de l'intelligence artificielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, VEUILLEZ IDENTIFIER L'ENSEMBLE DES MESURES MISES EN PLACE À LA SQ POUR LUTTER CONTRE LE CRIME LIÉ À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (EX : FORMATION, ÉTUDE, ÉQUIPE SPÉCIALISÉE, ETC.)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté collabore étroitement avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et les acteurs impliqués dans la lutte à la cybercriminalité à l'échelle internationale pour ajuster ses stratégies d'enquêtes en fonction des évolutions constantes dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA). Cette coopération permet d'échanger sur les bonnes pratiques et de développer des approches efficaces pour contrer les activités criminelles exploitant l'IA.

La Sûreté dispose notamment d'une équipe de recherche et développement à l'affût des avancées technologiques telle que l'IA. Les membres de cette équipe assistent à des conférences spécialisées (ex. : Hackfest, Cybereco, Cybersommet, etc.) où sont présentées des informations pertinentes sur le sujet.

Un membre de la Sûreté du Québec coordonne également, avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), un sous-groupe de travail qui réunit des représentants des corps de police des différents niveaux de service sur l'intelligence artificielle et les nouvelles technologies. La Sûreté a de plus participé à la mise en place d'un comité traitant de l'intelligence artificielle en collaboration avec le Groupe sur l'analyse, la recherche et le développement en source ouverte (Gardeso).

La Sûreté, par l'entremise de la Direction nationale du renseignement et de l'analyse, effectue une vigie des nouvelles tendances criminelles liées à l'intelligence artificielle. Cette direction, composée notamment d'analystes stratégiques, tactiques et opérationnelles et d'agents de renseignement, travaille conjointement avec les unités d'enquête afin de prévenir et de réprimer le crime.

L'organisation investit également des ressources dans la sensibilisation et la prévention afin de responsabiliser les citoyens quant aux comportements pouvant être commis via le cyberspace. Cette sensibilisation est essentielle pour prévenir les incidents potentiels et pour encourager une utilisation responsable de la technologie.

En bref, la Sûreté demeure vigilante et prête à agir en mobilisant ses ressources internes et en collaborant avec ses partenaires externes pour faire face aux défis émergents du domaine de la technologie.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES AGRESSIONS SEXUELLES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES EFFECTIFS DÉDIÉS AUX CAS D'AGRESSION SEXUELLE, VENTILÉS PAR DISTRICT; B) LE NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES POUR AGRESSIONS SEXUELLES EN 2024-2025; C) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À UNE ENQUÊTE EN 2024-2025; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTE AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; E) LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LES EFFECTIFS DÉDIÉS AUX CAS D'AGRESSION SEXUELLE, VENTILÉS PAR DISTRICT

À la Sûreté, le traitement des dossiers d'agression sexuelle revient essentiellement aux 352 enquêteurs répartis dans les postes MRC. Ces enquêteurs relèvent des quatre Services des enquêtes sur les crimes majeurs (SECM).

Enquêteurs susceptibles d'enquêter un dossier d'agression sexuelle

- District Sud (Montérégie, Estrie, Centre-du-Québec) : 116 effectifs
- District Nord (Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord) : 60 effectifs
- District Ouest (Lanaudière, Laurentides, Mauricie, Outaouais) : 102 effectifs
- District Est (Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) : 74 effectifs

De plus, en juin 2024, la Sûreté a mis en place le Service spécialisé en violences sexuelles. Ce dernier comprend la nouvelle Division spécialisée en violences sexuelles (DSVS) qui contribue à bonifier l'accompagnement des personnes victimes et d'optimiser la gestion, l'encadrement et le traitement des dossiers de cette nature. Cette Division intervient dans des dossiers spécifiques, et ce, en soutien aux différentes équipes d'enquêtes de la Sûreté, des corps de police municipaux et autochtones. Au total, 14 ressources, soit 1 sergent adjoint, 1 lieutenant et 12 enquêteurs répartis partout en province composent cette division. Cette décentralisation permet d'assurer un support optimal aux enquêteurs de poste, de renforcer la cohésion entre l'équipe spécialisée et les ressources des SECM et contribue à bonifier la desserte policière en région.

Les enquêteurs de la DSVS sont répartis comme suit :

- District Nord: 2
- District Ouest : 3
- District Sud : 4
- District Est : 3

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES AGRESSIONS SEXUELLES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES EFFECTIFS DÉDIÉS AUX CAS D'AGRESSION SEXUELLE, VENTILÉS PAR DISTRICT; B) LE NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES POUR AGRESSIONS SEXUELLES EN 2024-2025; C) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À UNE ENQUÊTE EN 2024-2025; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTE AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; E) LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

B) NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES POUR AGRESSIONS SEXUELLES EN 2024-2025

Nombre de victimes	4 291
Nombre de dossiers	4 007

C) NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À UNE ENQUÊTE EN 2024-2025

Une enquête est initiée à la réception de toutes les plaintes d'agression sexuelle reçues. Lorsqu'il s'agit de victimes mineures, l'entente multisectorielle est appliquée entre les procureurs de la Couronne, la Direction de la protection de la jeunesse et le corps de police qui encadre la mise à contribution des intervenants requis, en fonction de la plainte formulée et des victimes impliquées. Selon cette entente, le policier qui reçoit la plainte est responsable d'aviser les partenaires concernés dans les meilleurs délais.

D) NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS

Parmi l'ensemble des dossiers ouverts au cours de l'année financière 2024-2025, 549 dossiers sont maintenant classés sous le statut « mise en accusation ». À noter que cette donnée est sous-estimée considérant notamment les délais d'alimentation et de mise à jour des statuts au Module d'information policière (MIP).

De plus, considérant les délais nécessaires pour réaliser l'enquête et pour l'analyse du dossier par le DPCP, il faut considérer qu'un grand nombre des 4 007 dossiers ouverts au cours de l'année financière 2024-2025 sont toujours sous enquête (1 052 dossiers) ou en attente d'une décision du procureur (840 dossiers) et ce, en date du 31 janvier 2025.

La donnée ci-haut mentionnée augmentera donc inévitablement au cours des prochains mois.

E) DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2024-2025

Les dossiers d'agression sexuelle sont traités prioritairement dès la réception de la plainte. Le délai de réalisation des enquêtes varie largement en fonction de la complexité de chaque dossier. La Sûreté ne tient pas de statistique concernant le délai moyen entre le moment d'une plainte pour agression sexuelle et son traitement. En effet, ce type de criminalité comporte beaucoup trop de variables pour pouvoir en dresser un portrait statistique objectif.

*Données du 1 avril 2024 au 31 janvier 2025

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET SUR LES TERRITOIRES DES CORPS DE POLICE
MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2024-2025.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉGION	DOSSIERS DE DISPARITIONS (INCLUANT LES FUGUES), POUR 2024-2025, DONT LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EST RESPONSABLE		
	TOTAL DES DISPARITIONS	DISPARITIONS LOCALISÉES	DISPARITIONS NON LOCALISÉES
MONTÉRÉGIE	987	985	2
ESTRIE / CENTRE-DU-QUÉBEC	564	559	5
CAPITALE- NATIONALE / CHAUDIÈRE-APPALACHES	308	307	1
BAS-ST-LAURENT / GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	595	595	0
MAURICIE / LANAUDIÈRE	536	536	0
OUTAOUAIS / LAURENTIDES	370	367	3
COTE-NORD / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	354	352	2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / NORD-DU-QUÉBEC	497	495	2
TOTAL	4 211	4 196	15

* Données du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Note: Pour les années précédentes, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'EXPLOITATION SEXUELLE VEUILLEZ NOUS DIRE: A) L'EFFECTIF DÉDIÉ AUX CAS D'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES À LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS EFFECTUÉS; D) LA VARIATION EN POURCENTAGE DU NOMBRE DE SIGNALEMENTS COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE; E) LE NOMBRE DE VICTIMES IDENTIFIÉES; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES; G) LE NOMBRE D'ENQUÊTES FERMÉES N'AYANT PAS MENÉ À DES ACCUSATIONS; H) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Nombre d'effectifs :

Voir la réponse à la question 143 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

B) Coûts de la lutte à l'exploitation sexuelle:

	2024-2025**
Salaires et contributions d'employeur	2 118 007 \$
Coûts du temps supplémentaire	76 538 \$
Total des coûts	2 194 545 \$

C) Nombre de signalements effectués du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025

4 610 signalements ont été traités à la Sûreté

* Excluant les frais de déplacement, les coûts de loyers, d'utilisation des véhicules, d'amortissement, du RITP et les autres coûts indirects.

** Dépenses au 31 Janvier 2025.

*** Ces informations incluent exclusivement les données relatives à l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (ESEI)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'EXPLOITATION SEXUELLE VEUILLEZ NOUS DIRE: A) L'EFFECTIF DÉDIÉ AUX CAS D'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES À LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS EFFECTUÉS; D) LA VARIATION EN POURCENTAGE DU NOMBRE DE SIGNALEMENTS COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE; E) LE NOMBRE DE VICTIMES IDENTIFIÉES; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES; G) LE NOMBRE D'ENQUÊTES FERMÉES N'AYANT PAS MENÉ À DES ACCUSATIONS; H) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

D) La variation en pourcentage du nombre de signalements comparativement à l'année précédente;

1er avril 2024 au 31 janvier 2025 : 4 610 signalements ont été traités

Pour la période comparée, une hausse de 20 % de signalements est enregistrée.

E) Nombre de victimes identifiées du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025

25 victimes ont été identifiées par la division ESEI de la SQ

F) Nombre d'enquêtes ouvertes en 2024-2025

Au cours de l'année financière 2024-2025, 515 dossiers opérationnels ont été ouverts par la Division de la lutte à l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (ESEI) de la Sûreté du Québec.

G) Nombre d'enquêtes n'ayant pas mené à des accusations en 2024-2025

Les systèmes informatiques de la Sûreté ne permettent pas de fournir cette donnée.

H) Nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2024-2025

67 enquêtes ont mené à des accusations dans les dossiers traités par la division ESEI.

*** Ces informations incluent exclusivement les données relatives à l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (ESEI)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA PROSTITUTION JUVÉNILE, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) L'FFECTIF DÉDIÉ À LA PROSTITUTION JUVÉNILE, VENTILÉ PAR DISTRICT ; B) LES SOMMES DÉVOLUES À LA PROSTITUTION JUVÉNILE, VENTILÉES PAR DISTRICT ; LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2024-2025 ; LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATION EN 2024-2025 ; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2024-2025; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS EN 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Plus de 100 ressources du Service de la lutte contre le proxénétisme (SLP) travaillent au quotidien à lutter contre le proxénétisme, la traite de personne à des fins d'exploitation sexuelle et la prostitution juvénile. Cette unité spécialisée met également à contribution les ressources des divisions des enquêtes sur les crimes majeurs. Celles-ci sont réparties partout en province.

B) Les sommes octroyées servent à lutter contre le phénomène du proxénétisme sous toutes ses formes.

C) La Sûreté est en mesure de fournir le nombre d'enquêtes ouvertes pour le proxénétisme sous toutes ses formes, mais n'est pas en mesure d'isoler la prostitution juvénile. La prostitution juvénile ne fait pas partie des indicateurs établis par le ministère de la Sécurité publique lors de la création du SLP. Par contre, il est possible d'affirmer qu'entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, 17 arrestations ont été effectuées par les membres des EILP, en lien avec des dossiers d'enquête dans lesquels la victime était mineure lors de la commission des infractions de proxénétisme, de traite de personne à des fins d'exploitation sexuelle et/ou de prostitution juvénile.

D) Tout comme le point précédent, la Sûreté n'est pas en mesure d'isoler les données pour la prostitution juvénile.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) L'EFFECTIF DÉDIÉ, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2024-2025. D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS EN 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÛRETÉ DU QUÉBEC

a) Au niveau des enquêtes, la responsabilité en matière de crimes à caractère sexuel revient essentiellement aux 352 enquêteurs répartis dans les postes MRC, et qui desservent également les communautés autochtones. Ces enquêteurs relèvent des quatre Services des enquêtes sur les crimes majeurs (SECM) et sont répartis comme suit :

- District Sud (Montérégie, Estrie, Centre-du-Québec) : 116 effectifs;
- District Nord (Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord) : 60 effectifs;
- District Ouest (Lanaudière, Laurentides, Mauricie, Outaouais) : 102 effectifs;
- District Est (Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) : 74 effectifs;

De plus, en juin 2024, la Sûreté a mis en place le Service spécialisé en violences sexuelles afin de regrouper l'expertise en la matière au sein d'une unité. Au total, 91 ressources SQ composent ce nouveau service. Ce dernier comprend notamment la Division d'enquêtes sur l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (voir la réponse à la question 143 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle) et la nouvelle Division spécialisée en violences sexuelles laquelle intervient dans des dossiers spécifiques, et ce, en soutien notamment aux corps de police autochtones. Au total, 14 ressources, soit 1 sergent adjoint, 1 lieutenant et 12 enquêteurs répartis partout en province composent cette division. Cette décentralisation permet d'assurer un support optimal partout en province et contribue à bonifier la desserte policière en région.

Les enquêteurs de la DSVS sont répartis comme suit :

- District Nord: 2
- District Ouest : 3
- District Sud : 4
- District Est : 3

Finalement, le Service de lutte au proxénétisme peut également intervenir dans des dossiers de violences sexuelles dans les communautés autochtones (voir la réponse à la question 152).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) L'EFFECTIF DÉDIÉ, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2024-2025. D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS EN 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÛRETÉ DU QUÉBEC

- b) Les sommes dévolues sont incluses dans les enveloppes budgétaires régulières de la Sûreté.
- c) Au cours de la période couverte par la question, les SECM sont intervenus dans 58 enquêtes reliées à un dossier de violence sexuelle survenue dans une communauté autochtone.
- d) 4 enquêtes ont mené à des accusations.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR L'ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP) : A) AU 31 MARS 2025, VENTILATION EN FONCTION DE L'ORGANISME D'ORIGINE (SQ, PROCUREUR DE LA COURONNE, ETC.). OBJECTIF À TERME QUANT À L'EFFECTIF; B) BUDGET VENTILÉ DE L'EILP POUR 2024-2025 ET 2025-2026; C) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS, D'ARRESTATIONS ET D'ACCUSATIONS MENÉES OU PORTÉES PAR L'EILP ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2024 ET LE 31 MARS 2025; D) BILAN DES ACTIVITÉS DE L'EILP.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

a) Voir la réponse à la question 21 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

b) Voir la réponse à la question 21 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

c) Nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

Perquisitions :	16
Arrestations :	121 (EILP :53 Coordination SLP :68)
Chefs d'accusation :	178

d) Bilan des activités de l'EILP

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DES POSTES DE CADRE QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT ABOLIS, PAR FONCTION, DIRECTION ET RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DES POSTES OCCUPÉS PAR DES EMPLOYÉS CIVILS QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT ABOLIS, PAR FONCTION, DIRECTION ET RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LISTE DES POSTES OCCUPÉS PAR DES POLICIERS QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT REMPLACÉS PAR DES CIVILS PAR FONCTION EN 2024-2025 ET PRÉVISIONS POUR
2025-2026.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté ne convertit pas de postes policiers en postes civils.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

FOURNIR UNE COPIE DE TOUTE NOTE, DOCUMENT OU ANALYSE EN LIEN AVEC TOUTE MESURE, NOUVELLE OU ANCIENNE, DE REDDITION DE COMPTE APPLIQUÉE POUR LA GESTION DU FONDS SECRET.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le document demandé ne peut être communiqué en application des articles 28 (3) et 29 al. 2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LES FACTURES DES SERVICES DE LA SQ POUR CHACUNE DES MUNICIPALITÉS.
VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TOUTE MESURE OU ACTION ET BUDGET OCTROYÉ POUR METTRE EN PLACE DE LA FORMATION CONTINUE SUR LA QUESTION DE LA DISCRIMINATION, DU RACISME ET DU PROFILAGE POUR LES CORPS POLICIERS, LES SERVICES CORRECTIONNELS ET LES CONSTABLES SPÉCIAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Former le personnel de la Sûreté du Québec sur les réalités des personnes LGBTQ+

- Une formation sur les réalités des personnes de la diversité sexuelle et de genre est offerte depuis le printemps 2024 au personnel civil et policier, y compris aux officiers et aux cadres civils. 285 personnes ont suivi à ce jour.
Elle contribue à :
 - une meilleure compréhension par le personnel de ces réalités et du vocabulaire associé à la diversité sexuelle et de genre;
 - la démystification de certains mythes et préjugés envers ces personnes;
 - l'acquisition et au maintien de bonnes pratiques au sein de l'organisation et dans les interrelations avec les personnes de la diversité sexuelle et de genre.
- Cette formation est disponible sous forme de capsule en ligne divisée en trois modules d'une durée d'environ 30 minutes.

Profilage racial et social

Les capsules de sensibilisation, pour contrer le racisme ainsi que prévenir le profilage racial et social, sont issues de la collaboration de quatre partenaires, soit la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), le ministère de la Sécurité publique (MSP), l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et le Commissaire à la déontologie policière (COMDP).

La diffusion de ces capsules est assurée par un réseau de répondants issus des membres de l'organisation, peu importe le grade ou la fonction. Ils ont été formés pour diffuser ces capsules de sensibilisation et d'animer des activités de sensibilisation avec leurs pairs.

La formation des 140 répondants de la Sûreté s'est terminée le 5 février dernier. Ils ont pour mission de rencontrer tous les policiers de l'organisation.

Les capsules développées par l'ENPQ en collaboration avec le MSP concernant la sensibilisation contre le racisme et le profilage racial ont permises de former 1271 policiers :

1. Sensibilisation pour contrer le racisme et le profilage racial : La société en changement (556 participants du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025);
2. Sensibilisation pour contrer le racisme et le profilage racial : Les biais inconscients (657 participants du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025);
3. Sensibilisation pour contrer le racisme et le profilage racial : Les situations à risque (58 participants du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025).

Stratégie de formation et d'intervention policière favorisant l'ouverture à la diversité autochtone

En lien avec l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (au fédéral) ainsi que la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès, les services de police et écoles de police du Canada sont interpellés afin qu'ils s'assurent que les intervenants

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TOUTE MESURE OU ACTION ET BUDGET OCTROYÉ POUR METTRE EN PLACE DE LA FORMATION CONTINUE SUR LA QUESTION DE LA DISCRIMINATION, DU RACISME ET DU PROFILAGE POUR LES CORPS POLICIERS, LES SERVICES CORRECTIONNELS ET LES CONSTABLES SPÉCIAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

du secteur policier démontrent en tout temps un comportement qui respecte les normes éthiques de la profession policière selon les chartes québécoise et canadienne, tout en contribuant à la valorisation de la diversité et à une compréhension des réalités autochtones dans les interventions.

Les recommandations des commissions ont eu des impacts auprès des membres de l'Association canadienne des chefs de police (ACCP). Au cours des dernières années, des efforts significatifs ont été consentis notamment en matière de sensibilisation à l'intervention culturellement sécurisante et de formation aux réalités autochtones.

La Sûreté dispose d'un continuum de formation permettant à ses membres d'approfondir leurs connaissances et leurs compétences en matière autochtone, afin d'être sensibilisés à leurs réalités, et ce, dès leur entrée en fonction.

Différentes formations sont donc offertes, notamment :

- Une séance de sensibilisation dans le cadre du PAIP sur l'intervention policière en milieu autochtone (218 participants du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025) ;
- Une formation en ligne obligatoire sur les réalités des Premières Nations et Inuits faisant partie du parcours d'intégration de tous les nouveaux employés de la Sûreté du Québec. Celle-ci est diffusée depuis 2020 dans le but de conscientiser l'ensemble du personnel aux réalités des Premières Nations et des Inuits au Québec. Cette formation d'une durée de 60 minutes a pour objectif de se familiariser avec les différentes Nations autochtones, leur répartition sur le territoire et d'avoir une meilleure compréhension des préjugés auxquels ces dernières font face (268 participants du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025);
- Une session de sensibilisation aux réalités autochtone et une formation en ligne portant sur les réalités des femmes autochtones. Cette formation en ligne vise à sensibiliser le milieu policier au vécu des femmes autochtones. Elle donne la parole à des membres des Premières Nations et à des intervenants qui présentent : les impacts de la colonisation sur les femmes autochtones, la réalité de la violence familiale en milieu isolé et des pistes de solutions pour améliorer les relations avec les membres des communautés autochtones. Cette formation fait partie des formations de base suivies par tous les policiers qui entrent en fonction à la Sûreté du Québec (334 participants du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025);
- Sensibilisation culturelle sur les réalités autochtones. Cette formation a été développée à la demande de la Sûreté du Québec dans le but de former les policiers qui travaillent en contact avec les communautés autochtones. Elle permet entre autres d'avoir une information de base au sujet des Autochtones permettant une perception plus juste de leur réalité et d'accroître le sentiment de sécurité culturelle ressenti par les personnes autochtones. Cette sensibilisation se fait en présentant : la nature des revendications autochtones ainsi que les réalités qui ont conduit aux situations d'aujourd'hui et les questions autochtones avec une ouverture d'esprit nouvelle et seront mieux « outillés » pour les interpréter à leur juste mesure (141 participants du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025);
- Une formation portant sur les réalités autochtones, destinée aux officiers est actuellement en préparation.

Par ailleurs, par le biais de son plan d'action en développement durable 2023-2028, la Sûreté s'est engagée à améliorer le dialogue avec les communautés autochtones desservies, en élaborant des stratégies de communication adaptées aux spécificités et attentes de chacune d'elles.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TOUTE MESURE OU ACTION ET BUDGET OCTROYÉ POUR METTRE EN PLACE DE LA FORMATION CONTINUE SUR LA QUESTION DE LA DISCRIMINATION, DU RACISME ET DU PROFILAGE POUR LES CORPS POLICIERS, LES SERVICES CORRECTIONNELS ET LES CONSTABLES SPÉCIAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

L'ENPQ offre en continu à l'ensemble de son personnel une formation sur les réalités autochtones. De plus, plusieurs instructeurs et agents aux télécommunications ont reçu la formation Former en langue seconde auprès d'une clientèle autochtone.

Formation fiche d'interpellation FIN

La Sûreté du Québec a mis en place la fiche FIN (Fiche d'interpellation) en avril 2024. Celle-ci permet de compiler des données objectives sur l'individu interpellé dans le CRPQ lorsqu'un policier tente d'identifier une personne qui n'a pas commis d'infraction. Une formation en ligne de 20 minutes est accessible à tous les policiers du Québec via la plateforme Moodle de l'ENPQ et rappelle aux policiers les paramètres de l'interpellation policière, soit : toute tentative d'un policier de contrôler l'identité d'une personne en l'absence d'un pouvoir spécifique prévu dans une loi, et ce, indépendamment du résultat. Une interpellation policière s'effectue dans le respect de la personne et ne peut reposer sur un motif discriminatoire fondé sur : l'appartenance raciale; l'origine ethnique, culturelle ou nationale; la religion; les opinions politiques; l'appartenance ou l'affiliation à un groupe non criminalisé; l'âge; le genre; l'identité ou l'expression de genre; l'orientation sexuelle; un handicap physique ou intellectuel; la condition socio-économique. À ce jour, 2635 policiers de l'organisation sont formés.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS DRESSER L'ÉTAT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES DES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES DANS LA FLOTTE DE LA SQ, VENTILÉ PAR RÉGION ; B) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES NÉCESSAIRES POUR ASSURER UNE COUVERTURE DES SERVICES, VENTILÉ PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE DE VÉHICULES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION, VENTILÉ PAR RÉGION ; D) LE KILOMÉTRAGE MAXIMUM AUTORISÉ PAR VÉHICULE DE LA SQ OU LE NOMBRE D'ANNÉES MAXIMUM ; E) LE NOMBRE DE VOITURES EN CIRCULATION DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES, VENTILÉ PAR RÉGION ; F) LE NOMBRE DE VOITURES QUI VONT DÉPASSER LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION ; G) LE NOMBRE DE VOITURES À REMPLACER EN 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION ; H) LE NOMBRE D'INCIDENTS SURVENUS EN RAISON D'UN BRIS MÉCANIQUE EN 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION . DE CE NOMBRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN SONT SURVENUS SUR DES VÉHICULES DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA NATURE DU BRIS ET S'IL Y A EU DES BLESSURES OU ARRÊT DE TRAVAIL SUITE À L'ACCIDENT ; I) LE NOMBRE DE RAPPELS SUR LES VÉHICULES DE LA SQ ; J) LE NOMBRE DE VÉHICULES FAISANT L'OBJET D'UN RAPPEL ACTUELLEMENT EN CIRCULATION SUR LES ROUTES DU QUÉBEC. K) LES PROJECTIONS D'ACQUISITION DES VÉHICULES POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A), B) ET C) Données au 31 janvier 2025

RÉGION	EN SERVICE
Grand quartier général	2319
Montérégie	194
Estrie et Centre du Québec	184
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	221
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	178
Mauricie et Lanaudière	199
Outaouais - Laurentides	160
Côte-Nord-Saguenay-Lac-Saint-Jean	228
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	127
TOTAL	3810

Note : les véhicules inscrits au Grand quartier général (GQG) incluent les véhicules de toutes les unités rattachées au GQG, mais répartis sur tout le territoire de la Sûreté.

D) Selon le contrat de travail des policiers(ères) signé à l'automne 2024, le nombre d'années maximum d'utilisation des véhicules est de 7 ans. Cependant, en cas de force majeure, ce maximum peut être revu.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS DRESSER L'ÉTAT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES DES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES DANS LA FLOTTE DE LA SQ, VENTILÉ PAR RÉGION ; B) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES NÉCESSAIRES POUR ASSURER UNE COUVERTURE DES SERVICES, VENTILÉ PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE DE VÉHICULES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION, VENTILÉ PAR RÉGION ; D) LE KILOMÉTRAGE MAXIMUM AUTORISÉ PAR VÉHICULE DE LA SQ OU LE NOMBRE D'ANNÉES MAXIMUM ; E) LE NOMBRE DE VOITURES EN CIRCULATION DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES, VENTILÉ PAR RÉGION ; F) LE NOMBRE DE VOITURES QUI VONT DÉPASSER LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION ; G) LE NOMBRE DE VOITURES À REMPLACER EN 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION ; H) LE NOMBRE D'INCIDENTS SURVENUS EN RAISON D'UN BRIS MÉCANIQUE EN 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION . DE CE NOMBRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN SONT SURVENUS SUR DES VÉHICULES DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA NATURE DU BRIS ET S'IL Y A EU DES BLESSURES OU ARRÊT DE TRAVAIL SUITE À L'ACCIDENT ; I) LE NOMBRE DE RAPPELS SUR LES VÉHICULES DE LA SQ ; J) LE NOMBRE DE VÉHICULES FAISANT L'OBJET D'UN RAPPEL ACTUELLEMENT EN CIRCULATION SUR LES ROUTES DU QUÉBEC. K) LES PROJECTIONS D'ACQUISITION DES VÉHICULES POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

E), F) NOMBRE DE VÉHICULES AYANT PLUS DE 200 000 KM AU 31 JANVIER 2025

RÉGION	Véhicules de plus de 200 000 km
Grand quartier général	115
Montérégie	45
Estrie et Centre du Québec	44
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	58
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	45
Mauricie et Lanaudière	34
Outaouais-Laurentides	32
Côte-Nord-Saguenay-Lac-Saint-Jean	51
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	21
TOTAL	445

G) Environ 475 véhicules partout en province

H) Aucun.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS DRESSER L'ÉTAT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES DES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES DANS LA FLOTTE DE LA SQ, VENTILÉ PAR RÉGION ; B) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES NÉCESSAIRES POUR ASSURER UNE COUVERTURE DES SERVICES, VENTILÉ PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE DE VÉHICULES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION, VENTILÉ PAR RÉGION ; D) LE KILOMÉTRAGE MAXIMUM AUTORISÉ PAR VÉHICULE DE LA SQ OU LE NOMBRE D'ANNÉES MAXIMUM ; E) LE NOMBRE DE VOITURES EN CIRCULATION DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES, VENTILÉ PAR RÉGION ; F) LE NOMBRE DE VOITURES QUI VONT DÉPASSER LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION ; G) LE NOMBRE DE VOITURES À REMPLACER EN 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION ; H) LE NOMBRE D'INCIDENTS SURVENUS EN RAISON D'UN BRIS MÉCANIQUE EN 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION . DE CE NOMBRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN SONT SURVENUS SUR DES VÉHICULES DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA NATURE DU BRIS ET S'IL Y A EU DES BLESSURES OU ARRÊT DE TRAVAIL SUITE À L'ACCIDENT ; I) LE NOMBRE DE RAPPELS SUR LES VÉHICULES DE LA SQ ; J) LE NOMBRE DE VÉHICULES FAISANT L'OBJET D'UN RAPPEL ACTUELLEMENT EN CIRCULATION SUR LES ROUTES DU QUÉBEC. K) LES PROJECTIONS D'ACQUISITION DES VÉHICULES POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- I) Nombre de rappels actifs pour les véhicules identifiés : 15
- J) Nombre de véhicules identifiés en service faisant l'objet d'un rappel : 471
- K) Cette donnée n'est pas disponible.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE VÉHICULES ACHETÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DISPONIBLES QUI NE SONT PAS EN SERVICE EN RAISON DE DÉLAIS DE MONTAGE QUI N'EST PAS COMPLÉTÉ SUR LE VÉHICULE (EX : SYSTÈME DE SIRÈNE ET DE GYROPHARE, SYSTÈME DE TÉLÉCOMMUNICATION RENIR, LETTRAGE, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre de véhicules de patrouille reçus et en attente de montage au 31 janvier 2025 : 118

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES VESTES PARE-BALLES NIJ04, VEUILLEZ NOUS BROSSER UN PORTRAIT DES VESTES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION EN INDIQUANT : A) LE COÛT D'UNE VESTE PARE-BALLES NIJ04; B) LE NOMBRE DE VESTES NIJ04 EN CIRCULATION; C) LE NOMBRE DE VESTES DE MOINS DE 5 ANS, DE MOINS DE 10 ANS, DE MOINS DE 15 ANS ET DE PLUS DE 20 ANS; D) LE NOMBRE DE VESTES NIJ04 ACHETÉES EN 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) 613\$

B) 3955 gilets pare-balles patrouilleurs

C) Entre 0 et 5 ans : 2233 gilets pare-balles;
Entre 5 et 10 ans : 1638 gilets pare-balles;
Entre 10 et 15 ans : 84 gilets pare-balles;

D) 255 gilets pare-balles.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES VESTES PARE-BALLES NIJ06, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE COÛT D'UNE VESTE PARE-BALLES NIJ06; B) LE NOMBRE DE VESTES NIJ06 EN CIRCULATION; C) LE NOMBRE DE VESTES PARE-BALLES ACHETÉES PAR LA SQ EN 2024-2025; D) LE PLAN D'ACQUISITION DES VESTES NIJ06 POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) Coût d'une veste pare-balles NIJ06 en 2024-2025:
Les coûts varient de 894\$ à 7 180\$ selon le type de veste.
- B) Nombre de vestes NIJ06 présentement utilisées : 299
- C) Nombre de vestes NIJ06 achetées en 2024-25 : 157
- D) Plan d'acquisition 2025-26 : 2026

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES SALLES DE TIR DE LA SQ, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LA LISTE DES SALLES DE TIR ACTUELLEMENT EN FONCTION; B) LA LISTE DES SALLES DE TIR FERMÉES, EN INDIQUANT : i) LA DATE DE FERMETURE; ii) LES RAISONS DE LA FERMETURE; iii) LES CORRECTIFS À APPORTER; iv) LES TRAVAUX EN COURS, LE CAS ÉCHÉANT; v) L'ESTIMATION DES COÛTS DE TRAVAUX; vi) L'ESTIMATION DE LA DATE D'OUVERTURE DE LA SALLE DE TIR. C) LA LISTE DES SALLES DE TIR OUVERTES EN 2024-2025 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX EFFECTUÉS; ii) LES COÛTS; iii) LA DATE D'OUVERTURE. D) LA LISTE DES SALLES DE TIR QUI SERONT OUVERTES DE NOUVEAU EN 2025-2026 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX ACTUELLEMENT EN COURS OU À VENIR; ii) LES COÛTS PRÉVUS; iv) LA DATE D'OUVERTURE PRÉVUE. E) LA LISTE DES EMPLACEMENTS LOUÉS POUR REMPLACER LES SALLES DE TIR EN INDIQUANT : i) L'ADRESSE COMPLÈTE; ii) UNE COURTE DESCRIPTION DES LIEUX (EX : CHAMP, CABANE À SUCRE, LOCAUX VIDES, ETC.) ; iii) LES COÛTS DE LOCATION EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Salle de tir de Trois-Rivières
Salle de tir de Québec

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES SALLES DE TIR DE LA SQ, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LA LISTE DES SALLES DE TIR ACTUELLEMENT EN FONCTION; B) LA LISTE DES SALLES DE TIR FERMÉES, EN INDIQUANT : i) LA DATE DE FERMETURE; ii) LES RAISONS DE LA FERMETURE; iii) LES CORRECTIFS À APPORTER; iv) LES TRAVAUX EN COURS, LE CAS ÉCHÉANT; v) L'ESTIMATION DES COÛTS DE TRAVAUX; vi) L'ESTIMATION DE LA DATE D'OUVERTURE DE LA SALLE DE TIR. C) LA LISTE DES SALLES DE TIR OUVERTES EN 2024-2025 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX EFFECTUÉS; ii) LES COÛTS; iii) LA DATE D'OUVERTURE. D) LA LISTE DES SALLES DE TIR QUI SERONT OUVERTES DE NOUVEAU EN 2025-2026 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX ACTUELLEMENT EN COURS OU À VENIR; ii) LES COÛTS PRÉVUS; iv) LA DATE D'OUVERTURE PRÉVUE. E) LA LISTE DES EMPLACEMENTS LOUÉS POUR REMPLACER LES SALLES DE TIR EN INDIQUANT : i) L'ADRESSE COMPLÈTE; ii) UNE COURTE DESCRIPTION DES LIEUX (EX : CHAMP, CABANE À SUCRE, LOCAUX VIDES, ETC.) ; iii) LES COÛTS DE LOCATION EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

B) Liste des salles de tir fermées :

Lieu	Date de fermeture	Raison de la fermeture	Correctifs à apporter	Travaux en cours	Estimation des coûts des travaux	Date d'ouverture prévue
Baie-Comeau	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Aucuns travaux en cours dans l'attente de l'évaluation des travaux pour la salle de tir de Montréal	N/D	N/D
Montréal	11 décembre 2023	Fermeture préventive	Travaux ventilation et installation de nouveaux diffuseurs	Préparation pour travaux correctifs ventilation et diffuseur	250 000\$	N/D
Rimouski	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Aucuns travaux en cours dans l'attente de l'évaluation des travaux pour la salle de tir de Montréal	N/D	N/D
Rouyn-Noranda	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Aucuns travaux en cours dans l'attente de l'évaluation des travaux pour la salle de tir de Montréal	N/D	N/D
Saguenay	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Aucuns travaux en cours dans l'attente de l'évaluation des travaux pour la salle de tir de Montréal	N/D	N/D
Sherbrooke	3 avril 2023	Fermeture suivant une inspection de la CNESST.	N/D	Aucuns travaux en cours dans l'attente de l'évaluation des travaux pour la salle de tir de Montréal.	N/D	N/D

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES SALLES DE TIR DE LA SQ, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LA LISTE DES SALLES DE TIR ACTUELLEMENT EN FONCTION; B) LA LISTE DES SALLES DE TIR FERMÉES, EN INDIQUANT : i) LA DATE DE FERMETURE; ii) LES RAISONS DE LA FERMETURE; iii) LES CORRECTIFS À APPORTER; iv) LES TRAVAUX EN COURS, LE CAS ÉCHÉANT; v) L'ESTIMATION DES COÛTS DE TRAVAUX; vi) L'ESTIMATION DE LA DATE D'OUVERTURE DE LA SALLE DE TIR. C) LA LISTE DES SALLES DE TIR OUVERTES EN 2024-2025 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX EFFECTUÉS; ii) LES COÛTS; iii) LA DATE D'OUVERTURE. D) LA LISTE DES SALLES DE TIR QUI SERONT OUVERTES DE NOUVEAU EN 2025-2026 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX ACTUELLEMENT EN COURS OU À VENIR; ii) LES COÛTS PRÉVUS; iv) LA DATE D'OUVERTURE PRÉVUE. E) LA LISTE DES EMPLACEMENTS LOUÉS POUR REMPLACER LES SALLES DE TIR EN INDIQUANT : i) L'ADRESSE COMPLÈTE; ii) UNE COURTE DESCRIPTION DES LIEUX (EX : CHAMP, CABANE À SUCRE, LOCAUX VIDES, ETC.) ; iii) LES COÛTS DE LOCATION EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

C)			
Lieu	Travaux effectués	Coûts	Date ouverture
Trois-Rivières	Nettoyage de la salle de tir avec validation des surfaces par frottis Évaluation par un ingénieur des systèmes de ventilation Modification de la programmation et balancement des systèmes Modification des contrats d'entretien ménager et formation du personnel	60 200\$	28 novembre 2024
Québec	Nettoyage de la salle de tir avec validation des surfaces par frottis Évaluation par un ingénieur des systèmes de ventilation Correctif mineur au niveau des systèmes de ventilation, mécanique et électrique Étude pour la simulation des écoulements d'aires et choix de diffuseurs Modification des contrats d'entretien ménager et formation du personnel	110 000\$	27 février 2025

D)			
Lieu	Travaux effectués	Coûts	Date ouverture
Montréal	Nettoyage de la salle de tir avec validation des surfaces par frottis Évaluation par un ingénieur des systèmes de ventilation Modifications mineures des systèmes de ventilation	250 000\$	N/D

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES SALLES DE TIR DE LA SQ, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LA LISTE DES SALLES DE TIR ACTUELLEMENT EN FONCTION; B) LA LISTE DES SALLES DE TIR FERMÉES, EN INDIQUANT : i) LA DATE DE FERMETURE; ii) LES RAISONS DE LA FERMETURE; iii) LES CORRECTIFS À APPORTER; iv) LES TRAVAUX EN COURS, LE CAS ÉCHÉANT; v) L'ESTIMATION DES COÛTS DE TRAVAUX; vi) L'ESTIMATION DE LA DATE D'OUVERTURE DE LA SALLE DE TIR. C) LA LISTE DES SALLES DE TIR OUVERTES EN 2024-2025 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX EFFECTUÉS; ii) LES COÛTS; iii) LA DATE D'OUVERTURE. D) LA LISTE DES SALLES DE TIR QUI SERONT OUVERTES DE NOUVEAU EN 2025-2026 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX ACTUELLEMENT EN COURS OU À VENIR; ii) LES COÛTS PRÉVUS; iv) LA DATE D'OUVERTURE PRÉVUE. E) LA LISTE DES EMPLACEMENTS LOUÉS POUR REMPLACER LES SALLES DE TIR EN INDIQUANT : i) L'ADRESSE COMPLÈTE; ii) UNE COURTE DESCRIPTION DES LIEUX (EX : CHAMP, CABANE À SUCRE, LOCAUX VIDES, ETC.) ; iii) LES COÛTS DE LOCATION EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

E)

i) Lieu	ii) Description du lieu
Saint-Jacques-le-Mineur	Champ de tir lié à un club de tir
Saint-Dominique	Champ de tir lié à un club de tir
Donnacona	Champ de tir fédéral
Saint-Jean-Chrysostome	Champ de tir lié à un club de tir
Saint-Anaclet-de-Lessard	Champ de tir lié à un club de tir
Trois-Rivières	Champ de tir lié à un club de tir
L'Assomption	Champ de tir lié à un club de tir
L'Ange-Gardien	Champ de tir lié à un club de tir
Baie-Comeau	Champ de tir lié à un club de tir
Sainte-Hedwidge	Champ de tir lié à un club de tir
Rouyn-Noranda	Champ de tir lié à un club de tir
Saint-Thomas	Salle de tir liée à un club de tir

iii) 384 300\$ pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2024-2025, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : A) LE NOMBRE D'EMBAUCHES, VENTILÉ PAR MOIS ET PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Préposés aux télécommunications embauchés par mois dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2024-2025 – Données au 31 janvier 2025										
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CGA de Sherbrooke	3	2	3			4	8			1	21
CGA de Boucherville	2	1	2			1	2			1	9
CGA de Rimouski	1	2			1					1	5
CGA de Chandler	2					1					3
CGA de Québec			2	2	1		3		1	2	11
CGA de Gatineau	1	1						1			3
CGA de Trois-Rivières	5	1	2	1	4		3				16
CGA de Mascouche		11		3	1	11	1	3	3	1	34
CGA de Baie-Comeau		1			1						2
CGA de Rouyn-Noranda	2	1		1							4
CGA de Saguenay		1								1	2
Total	16	21	9	7	8	17	17	4	4	7	110

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2024-2025, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : B) LE NOMBRE DE DÉPARTS, VENTILÉS PAR MOIS ET PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Départs des préposés aux télécommunications par mois dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2024-2025 – Données au 31 janvier 2025										
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CGA de Sherbrooke	2	2	5	1		3	1	1		1	16
CGA de Boucherville	1	1		1	3	2	1	1	1		11
CGA de Rimouski		1	1	1				1	1	1	6
CGA de Chandler				1			1				2
CGA de Québec		1	1	1	1	1	1	1			7
CGA de Gatineau			1				1	1			3
CGA de Trois-Rivières	3	2	3	1	1	2	1	2		1	16
CGA de Mascouche	3	1	2	3	5	2	2	1	1		20
CGA de Baie-Comeau		1									1
CGA de Rouyn-Noranda	1		3	2			1		1		8
CGA de Saguenay		1								3	4
Total	10	10	16	11	10	10	9	8	4	6	94

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2024-2025, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : C) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS EN POSTE AU 31 MARS 2025 ; D) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS RÉGULIERS AU 31 JANVIER 2025 ; E) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS OCCASIONNELS AU 31 JANVIER 2025 ; F) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS ACTUELLEMENT AUX ÉTUDES EN TECHNIQUE POLICIÈRE ; G) LA MOYENNE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE DES PRÉPOSÉS EN POSTE AU 31 JANVIER 2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Préposés aux télécommunications en place dans les Centres de gestion des appels (CGA) au 31 janvier 2025			
	Réguliers	Occasionnels	Total	Ancienneté moyenne
CGA de Sherbrooke	16	29	45	2,7
CGA de Boucherville	26	25	51	5,0
CGA de Rimouski	9	10	19	7,9
CGA de Chandler	7	8	15	6,3
CGA de Québec	20	33	53	4,1
CGA de Gatineau	7	7	14	4,4
CGA de Trois-Rivières	27	29	56	5,5
CGA de Mascouche	31	40	71	5,1
CGA de Baie-Comeau	10	8	18	6,3
CGA de Rouyn-Noranda	10	12	22	7,0
CGA de Saguenay	8	9	17	5,6
Total	171	210	381	5,1

f) L'employé n'est pas tenu de divulguer son cheminement académique. L'employeur ne collige pas cette information.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2024-2025, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : H) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS AYANT QUITTÉ POUR UN AUTRE CORPS DE POLICE AU COURS DE L'ANNÉE ; I) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS AYANT PRIS LEUR RETRAITE AU COURS DE L'ANNÉE ; J) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS AYANT QUITTÉ POUR UN AUTRE EMPLOI AU COURS DE L'ANNÉE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Nombre de départs de préposés aux télécommunications dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2024-2025 – Données au 31 janvier 2025							
	Mutation fonction publique	Mutation employé civil Sûreté du Québec	Mutation policier Sûreté du Québec	Démission	Cessation d'emploi	Congédiement	Retraite	Total
CGA de Sherbrooke		1	2	12	1			16
CGA de Boucherville		2		7	1		1	11
CGA de Rimouski				4			2	6
CGA de Chandler				1		1		2
CGA de Québec			2	5				7
CGA de Gatineau				2		1		3
CGA de Trois-Rivières			4	11		1		16
CGA de Mascouche			1	19				20
CGA de Baie-Comeau				1				1
CGA de Rouyn-Noranda			5	2			1	8
CGA de Saguenay	1	1		2				4
Total	1	4	14	66	2	3	4	94

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2024-2025, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : K) LE NOMBRE D'APPELS ABANDONNÉS, PAR MOIS, PAR CGA ; L) LA LISTE DES CGA QUI ONT DÛ FERMER TEMPORAIREMENT LEUR CENTRE EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; M) LE NOMBRE DE FOIS, PAR CGA, OÙ LES APPELS ONT DÛ ÊTRE BASCULÉS DANS UN AUTRE CGA EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; N) LE NOMBRE DE FOIS OÙ UN CGA A DÛ OPÉRER AVEC UN EFFECTIF RÉDUIT EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL, PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Nombre d'appels abandonnés par mois dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2024-2025 – Données au 31 janvier 2025										
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CGA de Sherbrooke	284	150	208	229	209	314	264	229	222	210	2 319
CGA de Boucherville	303	338	262	224	291	253	240	281	158	281	2 631
CGA de Rimouski	43	45	86	71	45	37	46	30	49	42	494
CGA de Chandler	97	110	112	98	111	76	96	95	87	81	963
CGA de Québec	193	201	245	238	209	194	175	184	177	167	1 983
CGA de Gatineau	54	73	52	83	85	159	44	53	41	44	688
CGA de Trois-Rivières	237	305	172	210	411	216	216	169	167	168	2 271
CGA de Mascouche	1 509	966	1 107	1 493	1 447	766	1 167	694	472	602	10 223
CGA de Baie-Comeau	34	44	55	40	47	49	41	142	14	13	479
CGA de Rouyn-Noranda	111	79	335	126	342	98	86	77	172	80	1 506
CGA de Saguenay	56	52	49	68	52	55	62	55	42	30	521
Total	2 921	2 363	2 683	2 880	3 249	2 217	2 437	2 009	1 601	1 718	24 078

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2024-2025, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : K) LE NOMBRE D'APPELS ABANDONNÉS, PAR MOIS, PAR CGA ; L) LA LISTE DES CGA QUI ONT DÛ FERMER TEMPORAIREMENT LEUR CENTRE EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; M) LE NOMBRE DE FOIS, PAR CGA, OÙ LES APPELS ONT DÛ ÊTRE BASCULÉS DANS UN AUTRE CGA EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; N) LE NOMBRE DE FOIS OÙ UN CGA A DÛ OPÉRER AVEC UN EFFECTIF RÉDUIT EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL, PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

K) Un « appel abandonné » est un appel abandonné par l'appelant sur une ligne 9-1-1 ou 4141 (*4141 ou 310-4141), c'est-à-dire un appel où l'appelant a raccroché avant que le préposé du CGA n'ait répondu. Également, un appel qui est débordé dans un second CGA après x secondes sera considéré comme abandonné dans le premier CGA, et ce, même si le préposé du second CGA a répondu à l'appel débordé. L'appelant est rappelé si un numéro de téléphone est disponible. Dans tous les cas d'appels abandonnés sur une ligne 9-1-1, l'appelant est rappelé.

Afin d'apprécier le tableau à sa juste valeur, les mises en garde suivantes sont de mise :

- Les statistiques visent les appels abandonnés des lignes d'urgence 9-1-1, *4141, et 310-4141
- La particularité de la réponse aux appels d'un territoire autoroutier s'explique notamment par un grand nombre d'utilisateurs qui circulent, particulièrement pendant les heures de pointe. Ceux-ci peuvent appeler en grand nombre pour signaler un même événement (sortie de route) et finalement raccrocher avant d'avoir une réponse;
- Une grande portion des appels abandonnés a une moyenne de temps de sonnerie de moins de 10 secondes.

Finalement, étant donné les limites de nos systèmes d'information pour l'extraction de certaines données, celles-ci doivent être interprétées avec prudence.

L) Du 1^e avril 2024 au 31 janvier 2025, seul le CGA de Gatineau a dû fermer, de façon sporadique, quelques relèves de nuit.. À chaque fermeture, le CGA de Mascouche a relevé tous les appels logés au CGA de Gatineau à l'aide du mode « Assistance » qui permet aux appels de sonner en même temps dans le CGA fermé (Gatineau) et le CGA de relève (Mascouche). Par ailleurs, sans avoir complètement fermé, les appels d'un îlot du CGA de Sherbrooke ont été reprogrammés pour être répondus par le CGA de Boucherville en raison d'un manque d'effectifs à Sherbrooke. Cette reprogrammation est différente de la notion de débordement d'appels traitée dans la question « M ».

M) La Sûreté ne détient pas de document répondant à cette requête, car ses systèmes d'information ne permettent pas d'extraire ce type de données.

N) La Sûreté ne détient pas de document répondant à cette requête, car ses systèmes d'information ne permettent pas d'extraire ce type de données. Cependant, tel qu'indiqué dans la réponse à la question « L », le CGA de Sherbrooke a opéré avec un effectif réduit du 1^{er} mars jusqu'au début du mois de juin 2024. Pendant cette période, les appels d'un îlot du CGA de Sherbrooke ont été reprogrammés pour être répondus par le CGA de Boucherville.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2024-2025, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : O) LES TRAVAUX ENTOURANT LE RECLASSEMENT DES PRÉPOSÉS ET SI LES TRAVAUX SONT TERMINÉS, VEUILLEZ NOUS DIRE LES RECOMMANDATIONS ET/OU LES CHANGEMENTS APPORTÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Au 25 juin 2024, la Sûreté comptait 398 postes d'agent de soutien aux activités policières aux télécommunications d'urgence (ASAP-TU) dans les centres de gestion des appels (CGA) qui seront à intégrer à ce nouveau corps d'emploi.

Les travaux entourant le reclassement des préposés sont à la même étape pour les 11 CGA :

- Le 25 juin 2024, le Conseil du trésor procédait à l'adoption de la directive des agents de soutien aux activités policières;
- Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) a négocié avec le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) les règles d'intégration afférentes à cette directive de classification, ils ont conclu un accord et ont signé une entente sur les règles d'intégration. Ces règles sont effectives depuis le 30 octobre 2024 et sont restées en vigueur pendant 120 jours, soit jusqu'au 27 février 2025;
- Le 10 mars 2025 le ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN) a procédé aux chargements des données pour la nouvelle classe d'emploi dans le système SAGIR;
- Après le chargement des données, le réajustement du salaire de la majorité des employés touchés s'effectue au cours du mois d'avril et au début de mois de mai.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN LIEN AVEC DES MENACES ENVERS UN CHEF DE PARTI OU UN ÉLU. VEUILLEZ VENTILER L'INFORMATION EN INDIQUANT :
A) LA PERSONNE VISÉE (PREMIER MINISTRE, CHEF DE PARTI, DÉPUTÉ, MAIRE, CONSEILLER MUNICIPAL, ETC.); B) LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS; C) LE NOMBRE
DE DOSSIERS AYANT ÉTÉ SOUMIS AU DPCP; D) LE NOMBRE DE DOSSIERS FAISANT TOUJOURS L'OBJET D'UNE ENQUÊTE.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les systèmes informatiques de la Sûreté ne permettent pas d'isoler les données demandées. Le tableau ici-bas présente le résultat d'une compilation manuelle de chacun des dossiers de menaces envers un élu signalés à la Sûreté. À noter que les données soulignées en gris doivent être interprétées avec prudence puisqu'il est possible que les corps de police municipaux, à qui la responsabilité de l'enquête a été transférée, n'aient pas encore informé la Sûreté de l'état d'avancement des différents dossiers sous leur responsabilité. Notons également que les corps de police municipaux n'ont pas l'obligation de tenir informée la Sûreté de l'état d'avancement des dossiers transférés, ce qui complexifie la tenue à jour des statistiques relatives au statut des dossiers d'enquête. De plus, il est important de noter que les données relatives aux administrations municipales (maire, conseiller municipal) ne reflètent pas le portrait global de la province, mais les territoires desservis par la Sûreté.

Entre le 1 avril 2024 et le 31 janvier 2025 :

Personne visée :	PM	Ministre	Chef de parti	Député	Maire	Conseiller municipal
Nombre de propos menaçants non criminels rapportés	41	39	8	25	27	9
Nombre de menaces au sens du Code criminel	2	0	2	1	11	6
Dossiers fermés¹	0	0	1	1	3	1
Dossiers soumis DPCP	2	0	1	0	5	3
Dossiers sous enquête	0	0	0	0	3	2

¹ Dans les cas qui nous concernent, un dossier est fermé sans être soumis au DPCP lorsque le suspect n'est pas identifié ou que les preuves recueillies sont insuffisantes.
Q-165 (2025-03)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES ÉQUIPES SPÉCIALISÉES DANS LE DÉMANTÈLEMENT DE LABORATOIRES ET DE SITES D'ENCAPSULAGE DE DROGUES DE SYNTHÈSE, VEUILLEZ NOUS INDINQUER : A) LE NOMBRE D'ENQUÊTEURS AFFECTÉS À TEMPS PLEIN À CES ÉQUIPES; B) LE NOMBRE D'ENQUÊTEURS AFFECTÉS À TEMPS PARTIEL À CES ÉQUIPES; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES ACTUELLEMENT EN COURS; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES TERMINÉES AU COURS DE L'ANNÉE EN VENTILANT L'INFORMATION PAR RÉGION ET EN INDIQUANT LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT DÉBOUCHÉ SUR DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) La Sûreté ne dispose pas d'une équipe d'enquête spécialisée dédiée dans le démantèlement de laboratoires et de sites de pressage (encapsulage) de drogues de synthèse. Le volet enquête est plutôt une responsabilité partagée par l'ensemble des équipes d'enquêtes en matière de crime organisé. Pour le volet démantèlement, la Sûreté a mis en place un modèle de déploiement dans le cadre duquel trois chefs d'équipe et 40 enquêteurs provenant de diverses unités de la structure d'enquêtes sur le crime organisé sont dûment formés et peuvent être mobilisés lorsqu'une opération de démantèlement est déclenchée. Ces ressources peuvent être sollicitées tant dans le cadre de dossiers de la Sûreté qu'à la suite d'une demande d'assistance provenant d'un corps de police municipal.
- B) Voir la réponse à la sous-question A)
- C) Plusieurs enquêtes ciblant des réseaux de trafic et de distribution de stupéfiants sont présentement en cours dans les différentes unités d'enquêtes sur le crime organisé. De telles enquêtes ont le potentiel de mener à la découverte de laboratoires ou de sites de pressage (encapsulage).
- D) Une enquête terminée au cours de la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025 concernant le démantèlement d'un site de pressage (méthamphétamine) en Estrie. Les accusations ont été portées et le dossier est à la cour.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE BARRAGES ROUTIERS EFFECTUÉS POUR LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES AU VOLANT PAR ANNÉE, DEPUIS 10 ANS, VENTILÉ DE LA FAÇON SUIVANTE : A) PAR MOIS; B) PAR RÉGION; C) NOMBRE D'ARRESTATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir l'annexe.

Précisions concernant les données

- Le terme « **barrages routiers** » spécifié dans la question est plutôt nommé au Bilan « Contrôles alcool / drogue » dont la définition est la suivante : le nombre d'opérations « capacité de conduite affaiblie par l'alcool ou la drogue » réalisées.
- Les « **arrestations** » sont représentées plutôt par le nombre de dossiers soumis à un procureur aux poursuites criminelles et pénales en regard de la capacité de conduite affaiblie par l'alcool et/ou la drogue (« Dossiers capacités affaiblies » au Bilan). Les dossiers soumis à un procureur ne sont pas reliés statistiquement ni systématiquement aux opérations alcool / drogue.
- L'inscription du terme « **n/d** » dans le document (« non disponible ») représente essentiellement une période où l'outil de compilation manuelle des données n'a pas été complété par les patrouilleurs, en raison des moyens de sensibilisation en lien avec le renouvellement de leur contrat de travail. Les opérations se poursuivaient tout de même sur le terrain, mais elles n'ont pas été comptabilisées dans le système.
- Les données en lien avec les « Contrôles alcool / drogue » proviennent également du système qui est alimenté manuellement, où il peut subsister une certaine marge d'erreur.

Nombre de barrages routiers effectués pour la consommation d'alcool et de drogues au volant - 2024

Mois	11- Montérégie		12-Estrie-Centre-du-Québec		21-Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches		22-Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		31 Mauricie-Lanaudière	
	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies
Janvier	n/d	54	n/d	50	n/d	76	n/d	35	n/d	59
Février	n/d	78	n/d	47	n/d	74	n/d	52	n/d	79
Mars	n/d	70	n/d	80	n/d	83	n/d	58	n/d	67
Avril	n/d	68	n/d	68	n/d	83	n/d	47	n/d	72
Mai	n/d	69	n/d	75	n/d	76	n/d	54	n/d	75
Juin	n/d	67	n/d	60	n/d	81	n/d	47	n/d	70
Juillet	47	73	143	82	86	87	77	55	79	81
Août	146	63	285	73	145	98	122	60	189	68
Septembre	97	78	310	56	121	82	123	51	156	79
Octobre	82	70	282	89	118	86	131	34	109	77
Novembre	88	86	333	72	183	83	125	38	151	84
Décembre	136	76	306	66	309	66	232	46	327	81
Total 2024	596	852	1659	818	962	975	810	577	1011	892

Mois	32-Outaouais-Laurentides		33-Autoroutier Grand Montréal		41-Côte-Nord-Saguenay-Lac-St-Jean		42-Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec		Total mensuel	
	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies
Janvier	n/d	56	n/d	72	n/d	31	n/d	33	n/d	466
Février	n/d	65	n/d	63	n/d	30	n/d	34	n/d	522
Mars	n/d	75	n/d	91	n/d	43	n/d	43	n/d	610
Avril	n/d	69	n/d	64	n/d	49	n/d	30	n/d	550
Mai	n/d	60	n/d	48	n/d	43	n/d	47	n/d	547
Juin	n/d	54	n/d	73	n/d	54	n/d	34	n/d	540
Juillet	113	90	54	64	95	53	153	32	847	617
Août	182	66	60	62	112	61	304	33	1545	584
Septembre	177	57	59	54	108	53	275	32	1426	542
Octobre	153	59	34	66	105	47	274	32	1288	560
Novembre	163	77	40	73	127	45	286	30	1496	588
Décembre	192	65	93	66	287	59	379	32	2261	557
Total 2024	980	793	340	796	834	568	1 671	412	8 863	6 683

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ASSURE LE CONTRAT DE SÉCURITÉ À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2025. EN LIEN AVEC CE CONTRAT, VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) UNE COPIE DE L'ENTENTE AVEC L'AÉROPORT; B) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI : i) LE NOMBRE DE POSTES OUVERTS LORS DU DÉBUT D'APPEL DE CANDIDATURES; ii) LE NOMBRE DE POSTES COMBLÉS; iii) LE NOMBRE DE PRÊTS DE SERVICE POUR ASSIGNATION TEMPORAIRE ET LA PROVENANCE DES PRÊTS DE SERVICE; iv) LE NOMBRE DE POSTES TOUJOURS VACANTS. C) NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS À L'AÉROPORT VENTILÉ DE LA FAÇON SUIVANTE: i) POLICIERS PATROUILLEURS PAR TYPE HORAIRE (H1, H2, H3) ; ii) POLICIERS ENQUÊTEURS; iii) POLICIERS OFFICIERS ; D) LA PROVENANCE (VILLE, MRC, RÉGION DU QUÉBEC) DES POLICIERS AFFECTÉS À L'AÉROPORT; E) CONCERNANT LES POLICIERS DE LA SQ EN AFFECTATION TEMPORAIRE À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL, VEUILLEZ NOUS FOURNIR : i) LE NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES; ii) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES; iii) LES FRAIS DE DÉPLACEMENT; iv) LES FRAIS D'HÉBERGEMENT; v) LES FRAIS DE REPAS; vi) LA PROVENANCE DE CHAQUE POLICIER DE LA SQ AFFECTÉ TEMPORAIREMENT À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL (VILLE, MRC, RÉGION). F) LES COÛTS DÉTAILLÉS DES FRAIS LIÉS À L'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX OU L'ACHAT DE MATÉRIEL POUR L'AÉROPORT (ACHAT DE MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT DE BUREAUX, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Répartition de postes ouverts, postes comblés, de prêts de service, la provenance des prêts et les postes vacants

Catégorie d'emploi	Postes ouverts
Agent	28
Sergent	7
Lieutenant	1
Total général	36

Nombre d'effectifs en place à l'Aéroport de Montréal : 33

Provenance de l'ancienne affectation des policiers affectés à l'Aéroport par ville, MRC et région du Québec : Les informations demandées ne peuvent être communiquées en application des articles 28 (3), 28 (4), 29 al. 2, 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1). Il est à noter que l'ensemble du personnel affecté à l'Aéroport a été remplacé de son affectation précédente.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ASSURE LE CONTRAT DE SÉCURITÉ À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2025. EN LIEN AVEC CE CONTRAT, VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) UNE COPIE DE L'ENTENTE AVEC L'AÉROPORT; B) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI : i) LE NOMBRE DE POSTES OUVERTS LORS DU DÉBUT D'APPEL DE CANDIDATURES; ii) LE NOMBRE DE POSTES COMBLÉS; iii) LE NOMBRE DE PRÊTS DE SERVICE POUR ASSIGNATION TEMPORAIRE ET LA PROVENANCE DES PRÊTS DE SERVICE; iv) LE NOMBRE DE POSTES TOUJOURS VACANTS. C) NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS À L'AÉROPORT VENTILÉ DE LA FAÇON SUIVANTE: i) POLICIERS PATROUILLEURS PAR TYPE HORAIRE (H1, H2, H3) ; ii) POLICIERS ENQUÊTEURS; iii) POLICIERS OFFICIERS ; D) LA PROVENANCE (VILLE, MRC, RÉGION DU QUÉBEC) DES POLICIERS AFFECTÉS À L'AÉROPORT; E) CONCERNANT LES POLICIERS DE LA SQ EN AFFECTATION TEMPORAIRE À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL, VEUILLEZ NOUS FOURNIR : i) LE NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES; ii) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES; iii) LES FRAIS DE DÉPLACEMENT; iv) LES FRAIS D'HÉBERGEMENT; v) LES FRAIS DE REPAS; vi) LA PROVENANCE DE CHAQUE POLICIER DE LA SQ AFFECTÉ TEMPORAIREMENT À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL (VILLE, MRC, RÉGION). F) LES COÛTS DÉTAILLÉS DES FRAIS LIÉS À L'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX OU L'ACHAT DE MATÉRIEL POUR L'AÉROPORT (ACHAT DE MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT DE BUREAUX, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre d'heures effectuées et nombre d'heures en temps supplémentaire :

	Heures régulières	Heures supplémentaires	Total général
Catégorie	4 846	578	5 424

Les frais de déplacement : Aucun

Les frais d'hébergement: Aucun

Les frais de repas : 311\$

La provenance de chaque policier de la SQ affecté temporairement à l'Aéroport de Montréal (ville, MRC, région) : Les informations demandées ne peuvent être communiquées en application des articles 28 (3), 28 (4), 29 al. 2, 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1). Il est à noter que l'ensemble du personnel affecté à l'Aéroport a été remplacé de son affectation précédente.

Les coûts détaillés des frais liés à l'aménagement des locaux ou l'achat de matériel pour l'aéroport (achat de matériel, équipements de bureaux, etc.) : 17 687\$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 14 JANVIER 2025, LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE FAISAIT LE POINT SUR L'ENSEMBLE DES MESURES DÉJÀ EN PLACE DEPUIS UN MOIS ET CELLES À VENIR POUR REHAUSSER LA SÉCURITÉ DE LA FRONTIÈRE SÉPARANT LE QUÉBEC DES ÉTATS-UNIS À L'APPROCHE DE L'ENTRÉE EN POSTE DE DONALD TRUMP. EN LIEN AVEC CETTE CONFÉRENCE DE PRESSE, VEUILLEZ NOUS FOURNIR L'INFORMATION SUIVANTE : A) CONCERNANT L'ANNONCE QU'À COMPTER DU 13 JANVIER 2025, LA SQ VA TRIPLER LES EFFECTIFS PRÊTÉS AUX ÉQUIPES MIXTES AMÉRICAINES BORDER ENFORCEMENT SECURITY TASK FORCE (BEST) POUR UN TOTAL DE NEUF RESSOURCES (DES ENQUÊTEURS ET DES AGENTS DE RENSEIGNEMENTS), VEUILLEZ NOUS DIRE : i) LE NOMBRE DE RESSOURCES PRÊTÉES PAR CORPS D'EMPLOI; ii) LES INVESTISSEMENTS PRÉVUS en 2024-2025; iii) LES INVESTISSEMENTS RÉELS EN 2024-2025. B) CONCERNANT LA DÉCLARATION DU MINISTRE AFFIRMANT QUE « LA SQ SERA EN MESURE DE DÉPLOYER JUSQU'À 300 POLICIERS EN 24 À 48 HEURES POUR PORTER ASSISTANCE AUX INSTANCES FÉDÉRALES AU BESOIN », VEUILLEZ NOUS DIRE : i) LE NOMBRE DE POLICIERS AYANT PORTÉ ASSISTANCE AUX INSTANCES FÉDÉRALES; ii) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET LE COÛT EN TEMPS SUPPLÉMENTAIRE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- | |
|--|
| |
| <p>A) i) Le nombre de ressources prêtées est de 9 (enquêteurs et agents de renseignements).
ii) Aucun.
iii) Aucun.</p> <p>B) i) Aucun déploiement à grande échelle n'a été nécessaire durant la période visée. Seuls les effectifs réguliers ont été appelés à supporter les instances fédérales dans le cadre de leur fonction et des activités régulières de la desserte.
ii) Aucun.</p> |

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA DÉLÉGATION DE POLICIERS DE LA SQ AUX JEUX OLYMPIQUES DE PARIS, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE MODE DE SÉLECTION DES POLICIERS AFFECTÉS AUX JEUX (APPEL DE CANDIDATURES, CONCOURS, ETC.); B) LE NOMBRE DE POLICIERS ENVOYÉS À PARIS, PAR CORPS D'EMPLOI (AGENT, SERGENT, OFFICIER, ETC.) ET PAR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL; C) LES DATES DE LA MISSION; D) LE NOMBRE DE JOURS TRAVAILLÉS; E) LE NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES; F) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES; G) LE COÛT EN SALAIRE; H) LE COÛT EN TEMPS SUPPLÉMENTAIRE; I) LES FRAIS DE DÉPLACEMENT DÉTAILLÉS (AVION, TAXI, UBER, LOCATION DE VOITURE, ETC.); J) LES FRAIS D'HÉBERGEMENT (HÔTEL, LOCATION D'UN APPARTEMENT, ETC.); K) LES FRAIS DE REPAS; L) TOUT AUTRES FRAIS (PRIMES OU AUTRES); M) LE COÛT TOTAL DE LA MISSION POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Depuis 1995, la Sûreté participe à des déploiements internationaux, notamment par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies, en partenariat avec le gouvernement du Canada. L'objectif de cette participation est de :

- Contribuer à un effort de solidarité internationale en cohérence avec la Politique internationale du Québec et du Canada;
- Favoriser le développement professionnel et humain des policiers, dans le but de continuer d'offrir un service de haute qualité aux citoyens;
- Développer le réseau de la Sûreté auprès des instances diplomatiques, des organisations internationales et des corps de police à travers le monde.

Pour la sélection des membres policiers, la Direction des communications et des relations internationales et la Direction des ressources humaines ont procédé à la sélection des membres policiers à envoyer en mission de sécurisation des Jeux olympiques de Paris 2024 depuis les listes des membres policiers de l'organisation qui avaient manifesté de l'intérêt pour les déploiements internationaux et qui avaient posé leurs candidatures aux avis de concours ouverts en continu à cet effet.

Pour cette sélection spécifique, la Sûreté a veillé à ce que l'ensemble des districts (c'est-à-dire l'ensemble du territoire desservi par l'organisation) soient représentés dans son contingent déployé. Notons qu'à la demande de nos partenaires français, un sergent spécialiste en explosifs faisait partie du contingent, mais ultimement, pour des raisons opérationnelles et légales, la partie française a affecté ledit spécialiste à la patrouille à pied.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA DÉLÉGATION DE POLICIERS DE LA SQ AUX JEUX OLYMPIQUES DE PARIS, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE MODE DE SÉLECTION DES POLICIERS AFFECTÉS AUX JEUX (APPEL DE CANDIDATURES, CONCOURS, ETC.); B) LE NOMBRE DE POLICIERS ENVOYÉS À PARIS, PAR CORPS D'EMPLOI (AGENT, SERGENT, OFFICIER, ETC.) ET PAR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL; C) LES DATES DE LA MISSION; D) LE NOMBRE DE JOURS TRAVAILLÉS; E) LE NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES; F) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES; G) LE COÛT EN SALAIRE; H) LE COÛT EN TEMPS SUPPLÉMENTAIRE; I) LES FRAIS DE DÉPLACEMENT DÉTAILLÉS (AVION, TAXI, UBER, LOCATION DE VOITURE, ETC.); J) LES FRAIS D'HÉBERGEMENT (HÔTEL, LOCATION D'UN APPARTEMENT, ETC.); K) LES FRAIS DE REPAS; L) TOUT AUTRES FRAIS (PRIMES OU AUTRES); M) LE COÛT TOTAL DE LA MISSION POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

B) Neuf (9) policiers et une policière ont constitué le contingent de la Sûreté. Il s'agit de 6 sergents (dont un spécialiste) et de 4 agents. Leur territoire de travail habituel est détaillé comme suit : deux sergents à la Grande fonction de la surveillance du territoire (GFST), District Est, deux agents à la GFST/District Sud, deux agents à la GFST/District Nord, deux sergents à la GFST/District Ouest, un sergent à la GFST/Direction du soutien aux réseaux de transports (DSRT) ainsi qu'un sergent technicien en explosifs à la Grande fonction des enquêtes criminelles (GFEC).

À noter qu'un capitaine de la Sûreté a aussi été déployé à Paris pour coordonner le contingent canadien lors des Jeux paralympiques de Paris 2024. Toutefois, étant donné que ledit officier était (et est encore) en prêt à la Gendarmerie royale du Canada (GRC), l'ensemble des frais liés à sa mission ont été couverts par la partie française et le cas échéant, par la GRC.

C) La mission s'est déroulée du 16 juillet au 12 août 2024.

D) Selon le protocole d'entente encadrant le déploiement du contingent canadien, les membres dudit contingent devaient travailler un maximum de 5 jours semaines.

E) Selon le protocole d'entente encadrant le déploiement du contingent canadien, les membres dudit contingent devaient travailler un maximum de 8 heures par jour chacun.

F) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées est de 730,20 heures.

G) Le coût des salaires est de 119 054\$.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA DÉLÉGATION DE POLICIERS DE LA SQ AUX JEUX OLYMPIQUES DE PARIS, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE MODE DE SÉLECTION DES POLICIERS AFFECTÉS AUX JEUX (APPEL DE CANDIDATURES, CONCOURS, ETC.); B) LE NOMBRE DE POLICIERS ENVOYÉS À PARIS, PAR CORPS D'EMPLOI (AGENT, SERGENT, OFFICIER, ETC.) ET PAR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL; C) LES DATES DE LA MISSION; D) LE NOMBRE DE JOURS TRAVAILLÉS; E) LE NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES; F) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES; G) LE COÛT EN SALAIRE; H) LE COÛT EN TEMPS SUPPLÉMENTAIRE; I) LES FRAIS DE DÉPLACEMENT DÉTAILLÉS (AVION, TAXI, UBER, LOCATION DE VOITURE, ETC.); J) LES FRAIS D'HÉBERGEMENT (HÔTEL, LOCATION D'UN APPARTEMENT, ETC.); K) LES FRAIS DE REPAS; L) TOUT AUTRES FRAIS (PRIMES OU AUTRES); M) LE COÛT TOTAL DE LA MISSION POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

H) Le coût en temps supplémentaire est de 54 053\$.

I) Selon le protocole d'entente encadrant le déploiement du contingent canadien, l'ensemble des frais de déplacement du contingent de la Sûreté entre le Canada et la France et sur le territoire français a été pris en charge par la partie française. Toutefois, les frais de déplacement interne au Québec (à l'aller et au retour) du contingent ont été payés par la Sûreté du Québec.

Le coût des frais de déplacement détaillés (avion, taxi, Uber, location de voiture, etc.) est de 103\$.

J) Selon le protocole d'entente encadrant le déploiement du contingent canadien, l'ensemble des frais d'hébergement du contingent de la Sûreté, sur le territoire français, a été pris en charge par la partie française. Toutefois, les frais d'hébergement des membres du contingent à l'aller la veille du départ depuis l'aéroport Montréal-Trudeau ont été payés par la Sûreté. Le coût des frais d'hébergement (hôtel, location d'un appartement, etc.) est de 1 410\$.

K) Le coût des allocations de repas est de 25 194\$.

L) Le coût des autres frais (primes ou autres) est de 13 437\$.

M) Le coût total de la mission pour la Sûreté du Québec est de 213 251\$.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGE ET INTÉRÊTS PAR LE MINISTÈRE À LA SUITE DE POURSUITES JUDICIAIRES DANS LESQUELLES IL ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. LISTER LES 10 CAUSES AYANT ENTRAÎNÉ LES PLUS GRANDES SOMMES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUELLES SOMMES ONT ÉTÉ AFFECTÉES DIRECTEMENT PAR LE MINISTÈRE À DES MESURES DE SÉCURISATION DE LA FRONTIÈRE À LA SUITE DE L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP AUX USA ? DÉTAILLEZ SELON LE TYPE DE MESURES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En date du 31 janvier 2025, la Sûreté n'avait pas engagé de dépenses pour sécuriser la frontière.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUELLE QUANTITÉ DE FENTANYL A ÉTÉ SAISIE À LA FRONTIÈRE QUÉBÉCOISE DANS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET COMBIEN D'ARRESTATIONS ONT ÉTÉ FAITES À CE SUJET ? VENTILEZ PAR ANNÉE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté du Québec ne dispose pas de ces données.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**SUR L'ÉQUIPE DÉDIÉE AUX RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES, VEUILLEZ
DONNER LE DÉTAIL DES ACTIONS, DE MESURES ET DÉPENSES ENGENDRÉES EN 2024-2025.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Depuis 1977, la Sûreté exerce une coordination stratégique et un rôle-conseil en matière autochtone. Ce mandat est actuellement assumé par la Division des relations avec les communautés autochtones (DRCA) qui s'assure que toutes les unités de la Sûreté agissent de façon intégrée auprès des communautés et de leurs corps de police autochtone (CPA). La DRCA développe des outils, projets et initiatives répondant aux réalités des communautés autochtones desservies par la Sûreté, mais également pour le bénéfice des autres communautés et de leur CPA.

En mai 2024, un nouveau poste d'agent de liaison autochtone (ALA) a été créé, ayant pour mandat principal de consolider les liens avec les organisations autochtones provinciales, portant ainsi le nombre d'ALA à 13. Ces policiers sont répartis en province en fonction de critères de proximité avec les différentes nations ainsi que dans certains milieux urbains à forte concentration autochtone.

Ils sont assignés à des communautés spécifiques et entretiennent des liens privilégiés avec les acteurs clés en tant que personne-ressource principale :

- ALA Matapédia: Cacouna/Whitworth et Gespeg
- ALA Oka : Kanesatake
- ALA Maniwaki : Lac Barrière
- ALA Val d'Or : Kitcisakik
- ALA Rouyn-Noranda : Winneway et Hunter's Point
- ALA Sept-Iles : Ekuanitshit et Nutashkuan
- ALA Baie-Comeau : Unamen Shipu et Matimekosh/Lac-John

Au quotidien, l'ALA :

- Assure le maintien de liens de confiance avec les communautés autochtones et leurs organisations policières.
- Accompagne les corps de police autochtones lors de demandes d'assistances.
- Identifie les besoins des Premières Nations et des Inuit en matière de sécurité publique et offre des solutions adaptées dans un objectif de sécurisation culturelle.
- Développe et entretient des partenariats avec les organismes locaux reconnus par les Premières Nations et les Inuit.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**SUR L'ÉQUIPE DÉDIÉE AUX RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES, VEUILLEZ
DONNER LE DÉTAIL DES ACTIONS, DE MESURES ET DÉPENSES ENGENDRÉES EN 2024-2025.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En sus des 13 ALA, l'équipe dédiée est composée de deux chefs d'équipe, 3 agents de recherche et d'un lieutenant responsable de division.

Depuis 2023, 13 policiers relais-autochtone sont aussi opérationnels dans les postes MRC à proximité d'une communauté autochtone, en fonction des besoins et des particularités des milieux. Ces policiers-patrouilleurs sont appelés à soutenir les ALA lors d'évènements opérationnels d'envergure et à assurer une continuité du service si l'ALA venait à s'absenter. Ils ne font pas partie de l'équipe dédiée, mais bonifient le service de liaison autochtone officiellement établi.

Plusieurs actions et mesures ont été prises par les membres de l'équipe dédiée pour la période à l'étude :

Initiative d'intervention concertée

Équipes mixtes d'intervention – policiers et intervenants communautaires (ÉMIPIC)

Depuis 2016, la Sûreté a mis en place 6 équipes ÉMIPIC dans les municipalités de Val-d'Or en 2016, Sept-Îles en 2021, Maniwaki, Roberval et Joliette en 2022 ainsi que Chibougamau en 2023. Elles ont notamment le mandat d'intervenir auprès des personnes vulnérables avec une approche culturellement adaptée aux réalités des Premières Nations. Ces équipes ont une incidence positive sur les services offerts aux communautés limitrophes, notamment pour Lac-Barrière et Kitcisakik.

La DRCA, responsable de la coordination et du déploiement des ÉMIPIC, organise annuellement une rencontre réunissant tous les membres ÉMIPIC, afin de perfectionner leur formation spécialisée et de permettre le partage de bonnes pratiques. Elle s'occupe notamment du suivi financier et, dans ce cadre, a travaillé activement afin de reconduire le financement des ressources permettant d'assurer le maintien des équipes.

Tables de concertation et comité consultatifs :

Les membres de la DRCA participent activement à de nombreuses tables de concertation et comités, contribuant ainsi à l'élaboration de stratégies et à la mise en place de mesures adaptées aux communautés autochtones desservies, notamment par le biais des *Tables locales d'accessibilité aux services pour les autochtones vivant en milieu urbain*, des *Tables de concertation en violence conjugale* et des *Tables de concertation en crises sociales*.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**SUR L'ÉQUIPE DÉDIÉE AUX RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES, VEUILLEZ
DONNER LE DÉTAIL DES ACTIONS, DE MESURES ET DÉPENSES ENGENDRÉES EN 2024-2025.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Formation

La DRCA est au cœur de la création du continuum de formation offert aux employés de la Sûreté leur permettant d'être outillés en matière de réalités autochtones. C'est le cas notamment des membres des postes appelés à intervenir dans les 11 communautés desservies par la Sûreté :

- Depuis 2020, la Sûreté, conjointement avec l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, anime des sessions de sensibilisation aux réalités autochtones.
- Depuis octobre 2020, la Sûreté offre à son personnel une formation en ligne sur les réalités des Premières Nations et Inuit.
- Depuis décembre 2022, une formation en ligne portant sur les réalités des femmes autochtones au Québec, développée en collaboration avec un organisme autochtone, est offerte afin de bonifier l'offre de formation.
- En 2024, en collaboration avec le RCAAQ, une fiche de sensibilisation aux réalités autochtones a été mise à jour et présentée à l'ensemble des policiers travaillant dans les postes susceptibles d'intervenir auprès des membres des Premières Nations et Inuit.

Dans le cadre d'opérations spéciales en milieux autochtones et de la desserte régulière des 11 communautés, un suivi est assuré auprès des policiers déployés afin de s'assurer qu'ils ont bien complété les formations en ligne et consulté la fiche de sensibilisation culturelle.

Dialogue et confiance

Bureau de projet et de partenariats autochtones (BPPA)

La Sûreté, par l'entremise de la DRCA, a mis en place un Bureau de projet et de partenariats autochtones (BPPA) ayant notamment pour mandat le recensement et l'analyse des pratiques de prévention et d'intervention en matière de violences conjugales, familiales et sexuelles, afin de proposer des outils culturellement adaptés aux réalités des membres des Premières Nations et Inuit dont profite les membres des 11 communautés desservies. Au cours de la dernière année financière, divers projets ont été mis en place grâce au financement de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance 2022-2027*, où un budget annuel de 50 000 \$ a été octroyé pour de la consultation autochtone en sécurisation sexuelle. Pour 2024-2025, les dépenses se chiffrent à un montant de 27 652 \$.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**SUR L'ÉQUIPE DÉDIÉE AUX RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES, VEUILLEZ
DONNER LE DÉTAIL DES ACTIONS, DE MESURES ET DÉPENSES ENGENDRÉES EN 2024-2025.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les outils mis en place sont :

- La traduction de 4 documents de la langue française vers la langue anglaise.
- La traduction d'un document de la langue française à l'innu-aimun échelonné sur deux années financières
- En collaboration avec l'équipe d'enquête, une salle de rencontre culturellement adaptée pour les Autochtones victimes de violences conjugales, familiales et sexuelles a été aménagée à l'hiver 2025 au Poste de la MRC de Minganie (Havre-Saint-Pierre), notamment par l'installation d'un mobilier convivial, d'un tableau réalisé par une artiste innue et d'un capteur de rêves ;
- La mise en place d'une plate-forme virtuelle, en collaboration avec l'ENPQ, permettant de rendre disponibles des formulaires, des programmes de prévention et de divers documents pertinents à la fonction policière.

Plan d'action du développement durable 2023-2028 :

La Sûreté s'est engagée à favoriser le dialogue culturel en mettant en place des stratégies de communication ciblées pour les communautés autochtones qu'elle dessert et ayant une assise territoriale et une population résidente. Coordonnées par la DRCA, ces initiatives sont déterminées en fonction des besoins et problématiques exprimés par les communautés et favorisent la transmission d'informations policières ciblées.

Actuellement, des actions ont été réalisées pour trois d'entre elles :

- 2023-2024: Winneway
- 2024-2025: Kanasatake et Kitchisakik
Pérennité de la stratégie à Winneway
- 2025-2026: La Sûreté est en cours d'analyse afin d'identifier les communautés pour cet exercice.

Par le biais des ALA, de nombreuses initiatives et activités significatives sont réalisées au quotidien. Une grande majorité d'entre elles sont mises en place en collaboration avec les partenaires des communautés desservies, telles que des activités de prévention, la promotion du métier de policier, des kiosques d'informations, etc.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES PAR LA SQ EN 2024-2025, DONNER : A) LE NOMBRE DE PLAINTES PROVENANT DE RÉSIDENTS D'UN TERRITOIRE D'UNE COMMUNAUTÉ ; i) SI POSSIBLE, VENTILER PAR TYPE DE CRIME OU DE MÉFAITS INVOQUÉS ; B) LE NOMBRE D'INTERVENTIONS DE LA SQ SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ ; C) LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS SUIVANTS UNE INTERVENTION SUR LE TERRITOIRE D'UNE COMMUNAUTÉ, VENTILER PAR MOIS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir l'annexe.

Notes:

- Les données associées aux plaintes reçues ont été interprétées comme le nombre de cartes d'appels ouvertes du **1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025** suivant une demande en services policiers. Dans certains cas, il pourrait avoir plusieurs appels pour une même carte d'appel.
- Pour certaines communautés, il est impossible de faire la distinction entre la partie village et la partie communauté puisque des adresses similaires reviennent dans les deux régions.
- Pour les dossiers MIP, sont conservées les municipalités de Cacouna et Longue-Pointe-De-Mingan puisque des données pour ces territoires étaient présentes dans les cartes d'appel.
- Aucun résultat pour Gespeg, puisque la communauté est alimentée dans le code municipal de Gaspé, ainsi que pour Hunter's Point qui est un *Établissement Indien*, sans assise territoriale.

A) Nombre de cartes d'appel par type d'appel et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024									2025	2024-2025
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CACOUNA / WHITWORTH	16	19	21	36	18	31	26	30	22	24	243
Alarme	1		2	1	2		1	1	1	1	10
Assistance	1	1		4				1		1	8
Autre crime au code criminel			3		1	2		1			7
Collision	4	2	4	3	3	3	1	2	8	6	36
Crime contre la personne				1	1	2	1	1			6
Crime contre la propriété	3	1	3	2	1	2		5	3	2	22
Enquête non criminelle	4	1		4		4			1	2	16
Infraction liée à la circulation	1	2	1	4	4	1	3	5	3	2	26
Intervention policière	2	12	7	15	4	16	17	12	6	10	101
Loi fédérale				1							1
Objet perdu/trouvé					1						1
Règlement municipal			1	1		1	3	2			8
Véhicule retrouvé					1						1

A) Nombre de cartes d'appel par type d'appel et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024									2025	2024-2025
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
KANESATAKE	18	22	24	30	27	24	14	23	16	13	211
Alarme	5	1	3	3	1	4	3	5	2	2	29
Assistance		1	2	3	3		1		3		13
Autre crime au code criminel			2	1	1		1				5
Collision	4	7	5		3	4	5	4	2	6	40
Crime contre la personne	2	2	1	1	3	1	1	1	2		14
Crime contre la propriété	4	2	3	5	3	1		4	2	2	26
Enquête non criminelle				3	2	2		1			8
Infraction liée à la circulation			2	5	3	1	3	7	1		22
Intervention policière	2	7	6	9	4	9		1	4	3	45
Loi provinciale		1									1
Objet perdu/trouvé					2						2
Règlement municipal		1			1	2					4
Véhicule retrouvé	1				1						2

A) Nombre de cartes d'appel par type d'appel et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024									2025	2024-2025
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
KITCISAKIK	31	34	27	22	26	22	30	22	23	14	251
Alarme		1			1		2	1			5
Assistance	2	2	2	1		2					9
Autre crime au code criminel	7	2		1	1	3	1	2	4	2	23
Collision							1			1	2
Crime contre la personne	3	3	7	4	2	4	3	3	3	5	37
Crime contre la propriété	3	6	4	4	3	1	8	4	1	1	35
Enquête non criminelle	2	5	2		5	2	1				17
Infraction liée à la circulation	1	1					1	2	2		7
Intervention policière	13	12	11	12	12	10	13	10	13	5	111
Loi provinciale					1						1
Règlement municipal		2	1		1						4

A) Nombre de cartes d'appel par type d'appel et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024										2025
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
LA ROMAINE	57	55	78	90	51	60	66	56	101	71	685
Alarme	3		1	2		4	3	4	6	4	27
Assistance	2	2	10	3		3	2	5	2	3	32
Autre crime au code criminel	2	2		4	1	3	4	3	4	4	27
Collision		1	7	1	1			1	1	2	14
Crime contre la personne	6	11	6	15	9	5	10	3	11	11	87
Crime contre la propriété	8	5	3	10	2	6	5	6	5	6	56
Drogue	1	1	2	3		1	1	1		2	12
Enquête non criminelle	5	1					2		2	1	11
Infraction liée à la circulation	1	2	14	2	1	5	2		7	1	35
Intervention policière	28	28	35	50	36	31	37	32	61	37	375
Loi provinciale	1										1
Permis d'arme		1				2					3
Règlement municipal		1			1			1	2		5

A) Nombre de cartes d'appel par type d'appel et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024									2025	2024-2025
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
LAC BARRIERE / LAC RAPIDE	12	15	16	4	16	7	15	8	23	12	128
Alarme					1					1	2
Assistance			1			1	1		3	1	7
Autre crime au code criminel	1			1	1	1	3	1			8
Collision							1		2		3
Crime contre la personne	4	5	2		6		4	1	4	1	27
Crime contre la propriété					1	1		2	3	2	9
Enquête non criminelle	1		1		2	1			1		6
Infraction liée à la circulation		1	1	2		1	3	1			9
Intervention policière	5	8	11	1	5	2	3	3	9	6	53
Loi provinciale		1									1
Règlement municipal	1								1	1	3

A) Nombre de cartes d'appel par type d'appel et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024									2025	2024-2025
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
MATIMEKOSH / LAC JOHN	47	32	29	47	37	35	26	28	38	21	340
Alarme			1			1	1	1		1	5
Assistance	8	1	2	1	2	3		2			19
Autre crime au code criminel	1	3	2	2	1		3	4	2		18
Collision	1	1		1		2					5
Crime contre la personne	4	2	1	4	6	3	4	6	4	5	39
Crime contre la propriété	1	2		7	1	4	1	2	5	4	27
Drogue									1		1
Enquête non criminelle	1		1	2	1	1	2	1	1		10
Infraction liée à la circulation		2	1	1	1	2	2	1			10
Intervention policière	29	18	20	23	25	19	13	11	25	10	193
Règlement municipal	2	3	1	6						1	13

A) Nombre de cartes d'appel par type d'appel et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024									2025	2024-2025
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
MINGAN	17	19	27	25	23	43	40	27	20	31	272
Alarme				2	1	4		3	1	2	13
Assistance		3	2	1	1	2	1	1			11
Autre crime au code criminel				1	1	1	3	1	3	3	13
Collision			1				2	1		1	5
Crime contre la personne	5	1	3	4	4	1	1	1	3	3	26
Crime contre la propriété	2		2	2	2	3	2	2		4	19
Drogue	1	2			1	1		1		1	7
Enquête non criminelle	2	2		1		2	2		1	2	12
Infraction liée à la circulation	1	1	3	2	4	7	4	2	5	1	30
Intervention policière	6	10	16	12	9	22	25	15	7	14	136

A) Nombre de cartes d'appel par type d'appel et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024									2025	2024-2025
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
NUTASHKUAN	29	67	68	85	64	47	40	47	57	46	550
Alarme	4	2	5	4				1	1	1	18
Assistance		7	1	1		2		1	1	2	15
Autre crime au code criminel	2	2	3	3	4	1	6	3	4		28
Collision				1		1					2
Crime contre la personne	3	14	15	10	15	10	5	13	17	9	111
Crime contre la propriété	2	5	1	13	3	1	6	1	8	4	44
Drogue				1			1	1	1	1	5
Enquête non criminelle		1	2	3			2	4			12
Infraction liée à la circulation		2	5	2	1	1		1			12
Intervention policière	18	34	36	45	40	29	19	22	24	28	295
Objet perdu/trouvé				1							1
Permis d'arme							1				1
Règlement municipal				1	1	2			1	1	6

A) Nombre de cartes d'appel par type d'appel et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024									2025	2024-2025
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
WINNEWAY	19	10	12	12	9	16	7	11	14	13	123
Alarme						1					1
Assistance	1				1	2	1	1		1	7
Autre crime au code criminel				1		1			3		5
Collision						1					1
Crime contre la personne	1	2	1	1	1	4	1	1	1	3	16
Crime contre la propriété	6		1	4	2		1	3	2	1	20
Enquête non criminelle		2	1		2		1	1	2		9
Infraction liée à la circulation			2	1							3
Intervention policière	11	3	7	5	3	6	3	5	6	8	57
Règlement municipal		3				1					4

B) Nombre de cartes d'appels par priorité et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024									2025	2024-2025
Priorité et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CACOUNA / WHITWORTH	16	19	21	36	18	31	26	30	22	24	243
0			1	1		2	1		1		6
1	1	2	5	4	4	6	4	7	6	2	41
2	8	13	14	23	13	17	16	17	12	16	149
3	7	4	1	8	1	6	5	6	3	6	47
KANESATAKE	18	22	24	30	27	24	14	23	16	13	211
0	2	1	2	2		1	1	2		1	12
1	8	9	15	11	10	13	10	12	5	5	98
2	7	11	7	11	13	8	3	5	7	7	79
3	1	1		6	4	2		4	4		22
KITCISAKIK	31	34	27	22	26	22	30	22	23	14	251
0					2	1		2			5
1	16	12	12	6	11	8	10	4	13	10	102
2	15	21	14	15	11	11	18	15	7	4	131
3		1	1	1	2	2	2	1	3		13
LA ROMAINE	57	55	78	90	51	60	66	56	101	71	685
0	3		4	1	3		2	1	1	1	16
1	10	18	27	25	14	13	21	14	27	16	185
2	35	34	41	57	32	43	35	39	64	45	425
3	9	3	6	7	2	4	8	2	9	9	59
LAC BARRIERE / LAC RAPIDE	12	15	16	4	16	7	15	8	23	12	128
0	1	3	2		1	2	1	1	3	2	16
1	5	5	5	3	7	1	8	3	8	5	50
2	6	6	9	1	7	2	6	4	7	4	52
3		1			1	2			5	1	10

B) Nombre de cartes d'appels par priorité et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois										
	2024									2025	2024-2025
Priorité et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
MATIMEKOSH / LAC JOHN	47	32	29	47	37	35	26	28	38	21	340
0	2				2	1	1	2	1	1	10
1	6	6	13	11	13	12	8	6	11	4	90
2	33	25	12	31	19	20	14	18	24	14	210
3	6	1	4	5	3	2	3	2	2	2	30
MINGAN	17	19	27	25	23	43	40	27	20	31	272
0		1		1		1	3			1	7
1	6	6	14	7	12	18	10	11	6	11	101
2	6	10	13	16	9	22	23	13	12	16	140
3	5	2		1	2	2	4	3	2	3	24
NUTASHKUAN	29	67	68	85	64	47	40	47	57	46	550
0		4	4	3			2	5	1	2	21
1	15	23	25	24	26	16	12	22	16	13	192
2	14	39	34	54	35	29	24	18	37	28	312
3		1	5	4	3	2	2	2	3	3	25
WINNEWAY	19	10	12	12	9	16	7	11	14	13	123
0	1		3			1	2	1	1	2	11
1	10	4	3	4	1	4	1	3	6	6	42
2	6	6	6	7	7	10	3	7	7	5	64
3	2			1	1	1	1				6
TOTAL	246	273	302	351	271	285	264	252	314	245	2 803

C) Nombre de dossiers ouverts par communauté ciblée

Nombre de dossiers	Année /Mois										
	2024										2025
Communauté	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CACOUNA (M) / WHITWORTH	20	5	9	17	10	18	13	16	16	13	137
KITCISAKIK (EI)	21	22	21	16	18	15	25	18	19	14	189
LA ROMAINE (R)	51	46	69	68	48	47	49	40	81	52	551
LAC BARRIERE / LAC RAPIDE (R)	15	16	30	17	21	3	29	21	22	15	189
LONGUE-POINTE-DE-MINGAN (M)	7	8	3	9	9	5	2	8	6	12	69
MATIMEKOSH (R) /LAC-JOHN (R)	37	19	37	49	35	25	26	43	32	0	303
MINGAN (R)	12	14	16	21	16	34	29	18	9	28	197
NATASHKUAN (R)	32	65	59	65	51	51	49	55	45	34	506
WINNEWAY (EI)	36	17	7	16	10	18	12	22	19	14	171
TOTAL	231	212	251	278	218	216	234	241	249	182	2 312

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES PAR LA SQ, VEUILLEZ DONNER LE NOMBRE D'APPELS AU 9-1-1 PROVENANT DE RÉSIDENTS DU TERRITOIRE D'UNE COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE, VENTILER PAR MOIS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre de cartes d'appel par municipalité :

Nombre de cartes	Année / Mois										
	2024									2025	2024-2025
Municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CACOUNA / WHITWORTH	16	19	21	36	18	31	26	30	22	24	243
KANESATAKE	18	22	24	30	27	24	14	23	16	13	211
KITCISAKIK	31	34	27	22	26	22	30	22	23	14	251
LA ROMAINE	57	55	78	90	51	60	66	56	101	71	685
LAC BARRIERE / LAC RAPIDE	12	15	16	4	16	7	15	8	23	12	128
MATIMEKOSH / LAC JOHN	47	32	29	47	37	35	26	28	38	21	340
MINGAN	17	19	27	25	23	43	40	27	20	31	272
NUTASHKUAN	29	67	68	85	64	47	40	47	57	46	550
WINNEWAY	19	10	12	12	9	16	7	11	14	13	123
TOTAL	246	273	302	351	271	285	264	252	314	245	2803

Notes :

- Les données concernent le nombre de cartes d'appel du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 et non le nombre total d'appels. Dans certains cas, il pourrait avoir plusieurs appels pour une même carte d'appel.
- Pour certaines communautés, il est impossible de faire la distinction entre la partie village et la partie communauté puisque des adresses similaires reviennent dans les deux régions.
- Aucun résultat pour Gespeg, puisque la communauté est alimentée dans le code municipal de Gaspé, ainsi que pour Hunter's Point qui est un *établissement indien*, sans assise territoriale.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES PAR LA SQ. POUR 2024-2025, DONNER : A) LES PROTOCOLES OPÉRATIONNELS CONCERNANT LES INTERVENTIONS DE LA SQ SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ ; B) TOUT MANUEL D'OPÉRATIONS, LIGNES DIRECTRICES OU DOCUMENTS EXPLICATIFS SUR LES POUVOIRS D'ENQUÊTE, D'INTERVENTIONS OU D'ARRESTATIONS DES POLICIERS DE LA SQ ; C) TOUT MANUEL OU DIRECTIVE AU SUJET DES ACTIVITÉS D'ENQUÊTE, D'INTERCEPTIONS OU D'ARRESTATIONS FAITES PAR LES POLICIERS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LES PROTOCOLES OPÉRATIONNELS CONCERNANT LES INTERVENTIONS DE LA SQ SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ

District Est :

- **Cacouna/Whitworth:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Gespeg :** Pas de protocole ou de mesure particulière.

District Nord :

- **Winneway :** Desserte transitoire – Août 2022 ENT-2021-14622_Entente de collaboration signée. Cette entente est renouvelée aux mêmes conditions à l'issu de son terme, pour des périodes successives additionnelles d'un an, à moins que l'une des Parties n'expédie un avis de non-renouvellement d'au moins trente jours.
- **Hunter's Point:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Matimekosh / Lac-John:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Mingan :** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Nutashkuan:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **La Romaine:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Kitcisakik:** Protocole ÉMIPIC entre la Sûreté et le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CISSSAT) relatif à une Équipe mixte d'intervention – policiers et intervenant communautaire (ÉMIPIC). Ce protocole ne vise pas spécifiquement la communauté de Kitcisakik, mais l'ÉMIPIC intervient à l'occasion sur la communauté.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES PAR LA SQ. POUR 2024-2025, DONNER : A) LES PROTOCOLES OPÉRATIONNELS CONCERNANT LES INTERVENTIONS DE LA SQ SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ ; B) TOUT MANUEL D'OPÉRATIONS, LIGNES DIRECTRICES OU DOCUMENTS EXPLICATIFS SUR LES POUVOIRS D'ENQUÊTE, D'INTERVENTIONS OU D'ARRESTATIONS DES POLICIERS DE LA SQ ; C) TOUT MANUEL OU DIRECTIVE AU SUJET DES ACTIVITÉS D'ENQUÊTE, D'INTERCEPTIONS OU D'ARRESTATIONS FAITES PAR LES POLICIERS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

District Ouest :

- **Kanesatake:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Lac Barrière:** Entente relative à la vérification d'antécédents judiciaires intervenue entre la Sûreté et une école de Lac Barrière et protocole ÉMIPIC entre la Sûreté et le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais (CISSSO) relatif à une Équipe mixte d'intervention – policiers et intervenant communautaire (ÉMIPIC). Ce protocole ne vise pas spécifiquement la communauté de Lac Barrière, mais l'ÉMIPIC intervient à l'occasion sur la communauté.

B) C) Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28 (3) et 29 al. 2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**INDIQUER LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.
PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 1 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET ANALYSES RÉALISÉS OU OBTENUS DEPUIS LE 23 AVRIL 2015 CONCERNANT LA RÉPARTITION DE L'EFFECTIF ET LES PROGRAMMES DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES RELEVANT DE CELUI-CI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS OU ANALYSES RÉALISÉS OU DEPUIS LE 23 AVRIL 2015 CONCERNANT LE TASER.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

ÉTUDES, SCÉNARIOS OU ANALYSES

Le document demandé ne peut être communiqué en application du 1^{er} paragraphe de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2024-2025, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 2 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR TOUS LES PROGRAMMES DU MINISTÈRE, DONNER LE DÉTAIL DES CRÉDITS EXISTANT EN 2024-2025 QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS EN 2025-2026, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La réponse à cette question est incluse dans le Budget de dépenses 2024-2025 – Crédits et dépenses des portefeuilles.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

PAR PROGRAMME, INDIQUER LES CRÉDITS DEMANDÉS AU CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La réponse à cette question est incluse dans le Budget de dépenses 2025-2026 – Crédits et dépenses des portefeuilles.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR L'ANNÉE 2024-2025, POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, FOURNIR : A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION. INCLURE LEUR CV; D) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

S/O

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR L'ANNÉE 2024-2025, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL AU MINISTÈRE ET DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUELÉ, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Secteurs d'activité	Nombre
Direction générale	4
Administration	4
Affaires organisationnelles	1
Enquêtes criminelles	2
Surveillance du territoire	5
Total	16

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR L'ANNÉE 2024-2025, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL AU MINISTÈRE QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Secteurs d'activité	Nombre
Direction générale	0
Surveillance du territoire	3
Administration	1
Enquêtes criminelles	0
Total	4

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE EN 2024-2025 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Effectifs civils réguliers en place	Effectifs civils occasionnels en place	% des civils occasionnels/Total des effectifs civils en place (réguliers et occasionnels)
Effectifs au 31 janvier 2025	2 138	325	13,2%
	Effectifs policiers réguliers en place	Effectifs policiers occasionnels en place	% des policiers occasionnels/Total des effectifs policiers en place (réguliers et occasionnels)
Effectifs au 31 janvier 2025	6 121	4	0%

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE, PAR SECTEUR, DEVENUS PERMANENTS EN 2024-2025

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Secteurs d'activité	2025-2026	
	325 occasionnels civils en place au 31 janvier 2025	
	Nombre occasionnels devenus permanents	%
Direction générale	6	1,8%
Administration	9	2,8%
Affaires organisationnelles	1	0,3%
Enquêtes criminelles	9	2,8%
Surveillance du territoire	24	7,4%
Total	49	15,1%

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**OBJECTIFS BUDGÉTAIRES DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2024-2025.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	2024-2025 (\$)
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS PAR LE MINISTÈRE EN 2024-2025, EN INCLUANT LES COÛTS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 43 des demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LA VENTILATION PAR ANNÉE DES ARRESTATIONS QUI ONT ÉTÉ EFFECTUÉES EN RAPPORT AVEC DES MENACES AUPRÈS DES ÉLUS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC DEPUIS 2010.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 165 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER UNE DESCRIPTION SOMMAIRE, LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 54 des demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

PORTRAIT DU BESOIN D'EFFECTIFS À LA SQ, VENTILÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR RÉGION. PRÉVISION POUR 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 125 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

L'INVESTISSEMENT EN ÉQUIPEMENT SPÉCIALISÉ, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, POUR LA PÉRIODE 2024-2025, ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 115 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

L'EFFECTIF (POLICIERS/CIVILS) AU 31 MARS 2025, RÉPARTI PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL, AVEC VENTILATION POUR LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX PATROUILLES AUTOROUTIÈRES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 122 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC.) POUR LES POLICIERS, ET (CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC.),
POUR LES CIVILS AU 31 MARS 2025.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 126 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU
31 MARS 2025.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 127 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LA RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION PROVINCIAUX/MUNICIPAUX, VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2024-2025 ET INDIQUER LE NOMBRE DE CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2024 SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 128 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LES OBJECTIFS D'ÉMISSION DE CONSTATS D'INFRACTION POUR CHAQUE DISTRICT ET CHAQUE RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté du Québec a comme objectif l'amélioration du bilan routier du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS, PAR POSTE, DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ À LA SQ, EN PRÉCISANT LE TYPE D'ACTIVITÉ AUQUEL EST RELIÉ LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE POUR LA PÉRIODE 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 129 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

EFFECTIF POLICIER AFFECTÉ À DES TÂCHES DITES « MUNICIPALES » DANS DES MUNICIPALITÉS COMPTANT PLUS DE 50 000 HABITANTS (DRUMMONDVILLE, SHAWINIGAN, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun. Cependant, tous les policiers ont la responsabilité, en tout temps, de faire appliquer les règlements municipaux relatifs au maintien de la paix, l'ordre et la sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LA LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LA LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR CONCLUSION, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2024-2025, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 140 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

PRODUIRE LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (AGRANDISSEMENT, RÉNOVATION OU CONSTRUCTION) POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. COPIE DE LA PROGRAMMATION ANNUELLE À LA SUITE DE LA RÉFLEXION QUI S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 141 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

EFFECTIF DÉVOLU AUX ENQUÊTES SUR LA CYBERCRIMINALITÉ EN 2024-2025, ET POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 143 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 147 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

DEPUIS 2010-2011, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET SUR LES TERRITOIRES DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 148 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DES POSTES DE CADRE QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT ABOLIS, PAR FONCTION, DIRECTION ET RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 153 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DES POSTES OCCUPÉS PAR DES EMPLOYÉS CIVILS QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT ABOLIS, PAR FONCTION, DIRECTION ET RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 154 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

EFFECTIF ET SOMMES DÉVOLUES À LA LUTTE À L'EXPLOITATION SEXUELLE EN 2024-2025, ET POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES. PRÉVISIONS POUR 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 149 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP) : A) AU 31 MARS 2025, VENTILATION EN FONCTION DE L'ORGANISME D'ORIGINE (SQ, PROCUREUR DE LA COURONNE, ETC.). OBJECTIF À TERME QUANT À L'EFFECTIF; B) BUDGET VENTILÉ DE L'EILP POUR 2024-2025 ET 2025-2026; C) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS, D'ARRESTATIONS ET D'ACCUSATIONS MENÉES OU PORTÉES PAR L'EILP ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2024 ET LE 31 MARS 2025; D) BILAN DES ACTIVITÉS DE L'EILP.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 152 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR CHAQUE ANNÉE DEPUIS 2011-2012, INDIQUER, POUR CHAQUE CORPS DE POLICE, LE NOMBRE DE PLAINTES POUR PROFILAGE RACIAL DÉPOSÉES CONTRE DES AGENTS D'UN CORPS POLICIER ET RÉGLÉES HORS DES TRIBUNAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté ne dispose pas des informations pour répondre à cette question.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

INDIQUER LES MESURES ET LES SOMMES ENGAGÉES EN 2024-2025 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 151 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

PRÉCISER LA PROCÉDURE PRÉVUE PAR LA SQ LORSQU'UN MINISTRE OU UN DÉPUTÉ FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE OU D'UN SIGNALEMENT. FOURNIR UN DOCUMENT EXPLICATIF ET DÉTAILLÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Une enquête concernant un ministre ou un député peut être initiée pour donner suite à la réception d'une plainte, d'une information, d'un signalement ou encore en fonction du renseignement recueilli. Qu'il s'agisse d'un ministre, d'un député ou de tout autre citoyen, l'information est traitée de la même façon et l'enquête est réalisée avec la même rigueur. Ce type de dossier bénéficie également d'un encadrement rigoureux.

La Sûreté n'informe pas les partis politiques du fait qu'un de leur membre fait l'objet d'une enquête.

Toutefois, la Sûreté peut exceptionnellement aviser le gouvernement ou son représentant lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête :

- Si la nature du geste visé par l'enquête peut compromettre le travail du ministre ou du député;
- S'il y avait un risque pour la sécurité de l'État.

Dans ces situations, aucun détail lié à l'enquête ne serait divulgué. Cette communication serait effectuée en temps opportun afin de ne pas compromettre l'enquête en cours.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

PRÉCISER LA LONGÉVITÉ DE LA DERNIÈRE VACANCE DU POSTE DE RESPONSABLE DES MESURES D'URGENCE À LA SQ. FOURNIR UNE DATE DE DÉBUT DE LA VACANCE ET UNE DATE DE FIN.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucune vacance de poste :

Inspecteur-chef Patrick Marchand : Directeur de la Direction des mesures d'urgence depuis le 2021-03-01.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**FOURNIR UNE COPIE DE TOUTE NOTE, DOCUMENT OU ANALYSE EN LIEN AVEC TOUTE MESURE, NOUVELLE OU ANCIENNE, DE REDDITION DE COMPTE APPLIQUÉE
POUR LA GESTION DU FONDS SECRET.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 156 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

VENTILATION DES BUDGETS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME, DEPUIS 2005, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 81 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

FOURNIR LA LISTE DES POLICIERS QUI SE SONT ENLEVÉ LA VIE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ; INDIQUER LA DATE DE LEUR DÉCÈS ET LE CORPS DE POLICE AUQUEL ILS ÉTAIENT RATTACHÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

CONCERNANT L'IMPLANTATION DU SYSTÈME DE COMMUNICATION D'URGENCE RENIR, INDIQUER LES SOMMES, AU 31 MARS 2025, QUI ONT ÉTÉ NÉCESSAIRES AU MAINTIEN DU SYSTÈME DE COMMUNICATION PRÉCÉDENT, LA NATURE ET LE NOMBRE DE SITUATIONS PROBLÉMATIQUES DANS LESQUELLES LE SYSTÈME RENIR A ÉTÉ IMPLIQUÉ, ET LE MONTANT PRÉVU EN 2025-2026 POUR EN COMPLÉTER LE DÉPLOIEMENT ET CORRIGER LES RATÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le contrat actuel avec le consortium qui s'occupe du Réseau intégré de télécommunications policières (RITP) se termine le 31 décembre 2025. Au 31 janvier 2025, les dépenses relatives au Réseau intégré de télécommunications policières (RITP) se chiffraient à 5 950 326\$.

Pour les questions entourant la nature et le nombre de situations problématiques dans lequel le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2025-2026 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés, la Sûreté ne peut pas répondre à ces dernières. Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), propriétaire et spécialiste du RENIR, peut répondre à ces interrogations.